



Bureau
international
du Travail



2009-2013

PROJET DE BONNE GOUVERNANCE
DES MIGRATIONS ET SON LIEN
AVEC LE DÉVELOPPEMENT

DOCUMENT DE CAPITALISATION

Copyright © Organisation internationale du Travail
Première édition 2013

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN : 978-92-2-228360-6 (imprimé)
978-92-2-228361-3 (web pdf)

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org. Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Rédaction : Federico Barroeta - Agnès Matha
Conception graphique : 360
Crédit photos : Intervida - BIT - Shutterstock

Imprimé au Sénégal



PROJET DE BONNE GOUVERNANCE DES MIGRATIONS ET SON LIEN AVEC LE DÉVELOPPEMENT

DOCUMENT DE CAPITALISATION

SOMMAIRE

Introduction	4	3.2 Le contexte et l'objectif de la mise en place du programme	40
I. Les processus d'identification	8	3.3 L'élaboration des outils d'éducation financière	42
1.1 Les rencontres initiales / État des lieux sur la migration et l'emploi ...	8	3.4 La diffusion des outils	47
1.1.1 Études de base	8	3.4.1 La formation de formateurs	47
a. Migration et retour	8	3.4.2 Le plan de diffusion, un dispositif indispensable	48
b. Migration féminine	9	a. Sensibilisation	48
c. Comportements financiers des migrants et analyse du marché des transferts d'argent au Sénégal	9	b. Formation	49
1.1.2 Rencontres diagnostic sur la migration et l'emploi : un outil de recueil des priorités nationales	10	3.5 Synthèse par pays	50
a. Les priorités dans le domaine migratoire	10	3.6 Perspectives et mesures d'impact	55
b. Le dialogue avec le secteur privé au Sénégal au croisement de l'emploi, la formation et la migration	10	IV. Canaliser les investissements des migrants	58
1.2 Méthodologie et quelques recommandations à capitaliser	12	4.1 Les emplois verts et le développement local	58
1.2.1 Réorientation du projet	12	4.2 Partenaires	61
1.2.2 Choix des thématiques	13	4.3 Les emplois verts dans le domaine de l'assainissement dans une zone à forte propension migratoire	62
1.2.3 Le tripartisme du BIT : inclusion des acteurs	14	4.4 Le BIT Migrant et la création et stabilisation des modèles de construction durable	64
1.2.4 L'approche partenariale : un projet ouvert vers l'extérieur	14	4.5 L'adaptation du système de formation professionnelle aux nouvelles demandes de main d'oeuvre pour les emplois verts	66
1.2.5 Les supports choisis pour les outils	17	4.6 Mutualisation du travail dans la sous-région : le cas de la Mauritanie et du Mali	67
1.2.6 Expérience de travail conjoint avec les administrations publiques	18	V. Structuration et appui	68
1.2.7 Développement de synergies avec les missions et activités des institutions nationales	18	5.1 Restructuration et renforcement des capacités des centres du réseau intersyndical et de la diaspora d'appui aux migrants dans les pays d'origine	70
II. L'insertion des jeunes et l'employabilité	20	5.2 L'appui du BIT Migrant à travers la dynamisation du réseau intersyndical et de la diaspora d'appui aux migrants	72
2.1 Le renforcement des Services publics de l'emploi et de l'information ...	20	Annexe 1 : Document de capitalisation	76
2.1.1 Accueil Emploi et les pays concernés : Une base pour l'emploi avec une approche verticale du bas vers le haut	20	Annexe 2 : Emplois verts	86
2.1.2 Des programmes de formation avec les conseillers en emploi ...	24	Annexe 3 : Structuration de la diaspora	107
2.2 Le développement d'une méthodologie pour l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des migrants de retour	26		
2.2.1 Les outils de l'employabilité	27		
2.2.2 Idées, concepts et politiques, outils d'action	28		
2.2.3 Renforcer les capacités des jeunes et des professionnels en charge de l'orientation	34		
2.2.4 Perspectives	38		
III. L'éducation financière des migrants et de leur famille	40		
3.1 Justification du choix de l'éducation financière par le BIT Migrant	40		

INTRODUCTION

Depuis le lancement du projet BIT Migrant en 2009 des changements importants ont touché les phénomènes de la migration de main d'œuvre, en particulier dans le corridor Espagne/Sénégal et Mali. Les départs de 2006 et 2007 ont été suivis d'une augmentation des retours des migrants à partir de 2009 et d'une demande croissante d'appuis pour la réinsertion socioprofessionnelle. Ce phénomène s'explique en grande partie par la crise économique qui frappe les pays du sud de l'Europe, principaux pays de destination en expansion dans la première moitié des années 2000. Notre Projet a su ajuster ses réponses en liant cet intérêt pour le retour préparé et productif à la maximisation et la valorisation des transferts et des investissements des migrants.

Dans ce contexte, la communication et la mise en place d'outils pour faciliter aussi bien les parcours des migrants que le travail des organisations d'accompagnement ont été considérés comme fondamentaux. En effet, les problèmes rencontrés par les migrants sont souvent liés à la connaissance insuffisante des informations nécessaires pour réussir dans les pays où ils évoluent. De même, le travail des acteurs impliqués dans l'accompagnement des migrants et des demandeurs d'emploi est souvent limité par la dispersion des informations relatives aux opportunités et aux besoins des bénéficiaires.

L'objectif de notre Projet en cette période de crise visait à soutenir les migrants de la manière la plus adaptée compte tenu du contexte économique, en facilitant leur accès à ces informations et en mettant en place des procédures et des systèmes de gestion efficaces. Par la fourniture de données réelles et concrètes, nous facilitons l'accès dans les pays de destination et d'origine à des services de base, notamment à l'emploi décent et à la protection sociale.

Notre Projet a relevé ce défi en améliorant la mobilité et la protection des travailleurs pour maximiser l'impact sur le développement de la migration. Pour y parvenir, notre équipe a abordé nos programmes avec une approche innovante et ouverte aux changements dans le monde pour donner des réponses adéquates aux travailleurs migrants et aux structures en charge de la migration de main d'œuvre, et a travaillé plus spécifiquement dans les domaines suivants :

- Un travail de renforcement des structures en charge de la migration et de la gestion du marché de l'emploi, notamment les Services Publics pour l'Emploi, les Ministères des ressortissants à l'étranger mais aussi les syndicats et la diaspora ;
- Une amélioration de l'adéquation de la formation professionnelle aux exigences nationales et internationales pour rapprocher les besoins de formation et d'emploi, en donnant des clefs pour l'amélioration de l'employabilité ;
- La mise en place de systèmes innovants pour favoriser la mobilité à travers les investissements et l'éducation financière des migrants, l'accompagnement de la réinsertion socioéconomique des migrants dans les pays d'origine et l'intégration dans les pays de destination.



L'accès à l'information est un élément fondamental pour mieux garantir les droits des migrants et favoriser l'impact positif de la migration sur le développement. Notre mandat nous impose de faire valoir notre approche des migrations de main d'œuvre basée sur les droits.

Le Projet a assuré la production de supports et de guides qui systématisent les processus et donnent un large éventail d'informations pour les migrants et les structures d'accompagnement. Ces outils permettent en outre aux migrants et à leur famille d'avoir une idée réelle, aussi bien dans leur pays d'origine que dans leur pays de destination, de leurs droits et des opportunités existantes.

Tout au long de cette période, entre 2009 et 2012, notre équipe s'est employée à travailler selon des axes thématiques transversaux qui s'appliquent à ces différents objectifs :

- L'amélioration de l'employabilité et la gestion de l'information du marché de l'emploi, entendu comme le développement de capacités des demandeurs d'emploi et des migrants pour s'intégrer sur un marché de l'emploi de plus en plus exigeant, en y travaillant aussi bien avec les bénéficiaires directs qu'avec les autres acteurs dans le domaine de l'insertion.
- Le développement des outils de communication pour l'intégration, la réinsertion et l'éducation financière des migrants et de leurs familles, couvrant l'ensemble du cycle migratoire et permettant de valoriser les transferts d'argent.
- Le développement et la génération d'opportunités en prêtant un regard attentif aux secteurs porteurs tels que les emplois verts comme vecteurs de développement local pour mieux orienter les politiques de promotion de l'emploi et les investissements productifs des migrants.
- Le développement des réseaux et le soutien pour l'orientation socioprofessionnelle permettant de développer des capacités locales et l'orientation des jeunes demandeurs d'emploi et des migrants en établissant des plateformes de référence et de dialogue entre les régions d'origine et de destination.

L'objectif de la publication est de décrire et analyser les processus de développement pour l'appui aux migrants et à l'institution de support des migrants tout au long du cycle migratoire. Il convient notamment, au-delà des résultats concrets, de regarder attentivement la méthodologie que nous avons identifiée pour la création d'outils et leur adaptation rapide à des contextes variés. La compréhension de ces processus permet de sauvegarder les résultats les plus intéressants et d'assurer leur développement et duplication dans des contextes similaires. Par ailleurs, ce travail de structuration peut être utile pour assurer la continuité du travail effectué dans les pays concernés.

La présente systématisation recueille principalement des expériences du projet « Bonne Gouvernance des Migrations et son lien avec le Développement » (2009-2013). Cependant certains axes avaient été initiés lors de la mise en œuvre du projet intitulé « Assistance technique pour l'amélioration de la gestion des flux migratoires entre Espagne et Sénégal » (2007-2008), financé par le Ministère du Travail espagnol.

Ce travail permettra de mieux connaître les axes principaux en termes de processus, de produits et de dynamiques enclenchés. Grâce au Projet, le BIT a su ouvrir les actions dans le champ de la migration, en incluant l'emploi comme facteur majeur pour lier migration et développement en Afrique de l'Ouest.

Les résultats du Projet sont présentés en analysant d'abord les facteurs de réussite, puis toutes les actions par domaine d'intervention, incluant des schémas. Enfin, des fiches en annexe permettent de faire référence à chacun des résultats.

Avant tout, il est fondamental de remercier l'Espagne qui a soutenu notre travail depuis 2007 en finançant ces programmes de coopération technique à travers de son Ministère de l'Emploi et de la Sécurité Sociale. De même, un appui considérable a été assuré par les Bureaux techniques de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et du Développement au Sénégal et en Mauritanie.

I. LES PROCESSUS D'IDENTIFICATION

ET LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS

Un projet ancré sur les besoins des migrants et les organisations d'accompagnement

1.1 Les rencontres initiales / État des lieux sur la migration et l'emploi

Un état des lieux nécessaire pour mieux orienter les activités et améliorer l'impact

1.1.1 Études de base

Lors de la première phase de l'intervention, le projet a lancé entre 2008 et 2009 des études thématiques (« migration et retour », « migration féminine en Afrique de l'ouest », « migration circulaire et situation des migrants en Espagne ») afin de mieux appréhender les divers aspects déterminants du cycle migratoire et connaître la réalité des migrants et les problématiques inhérentes. Ces études avaient pour finalité d'obtenir un état des lieux exhaustif de la situation des migrants du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali.

a. Migration et retour

L'objectif de l'étude « migration et retour » était de mieux cerner les problématiques du retour et de la réinsertion socioéconomique au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Pour y parvenir, le Projet a mené une double analyse, pratique et théorique, qui a permis d'identifier les enjeux. Des entretiens approfondis avec les migrants ont été conduits pour montrer les contraintes qui limitent les processus de retour ainsi que les opportunités qui les favorisent, permettant parallèlement de savoir qui sont les migrants de retour et comment les accompagner.

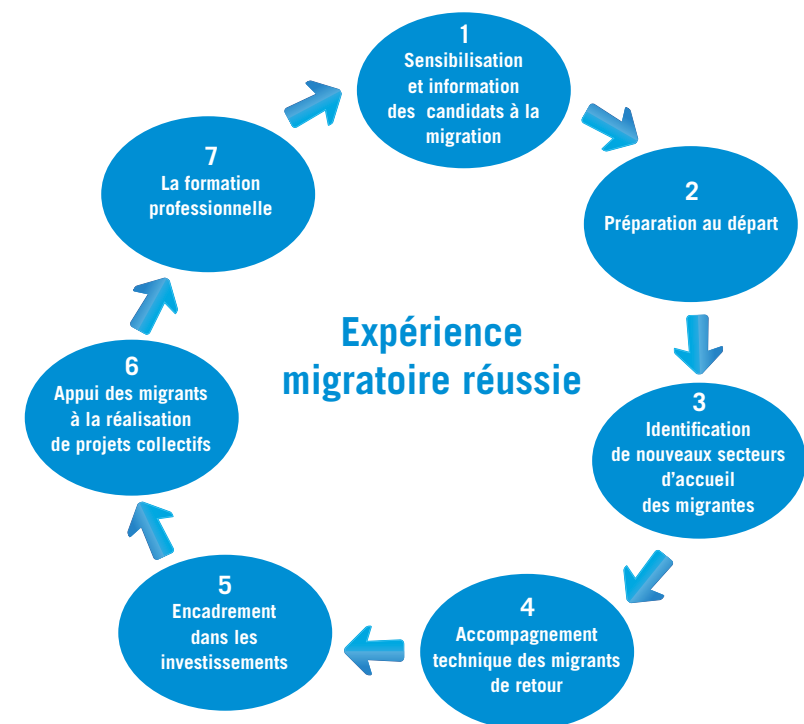
L'appui à l'investissement et la diffusion d'information ont été identifiés par le rapport comme des éléments clef pour la réussite du projet migratoire. Quelques recommandations ressortent dans les conclusions :

- La mise en réseau des migrants avec le secteur privé dans le pays d'origine et dans le pays d'immigration pour favoriser les échanges et le partenariat avec les acteurs économiques existants. Le développement d'un réseau et la possibilité de cultiver son capital social sans l'obligation actuelle de se déplacer entre les pays pourrait encourager les retours définitifs.
- L'identification d'initiatives, de projets et d'acteurs actuellement actifs dans le domaine de la création d'emploi dans les lieux d'origine, pour créer des liens et multiplier les résultats.
- La facilitation de la réinsertion des migrants de retour sur le marché du travail local et, en particulier, la promotion d'un marché capable d'absorber les migrants circulaires.

b. Migration féminine

Considérant la féminisation croissante des migrations en Afrique de l'ouest et les difficultés connues lors des premières expériences de migration temporaire des femmes sénégalaises en 2007, il paraissait nécessaire de consulter les femmes migrantes sénégalaises aussi bien celles de retour que celles dans le pays de destination. Cette étude menée en 2009 auprès de 200 femmes migrantes a été faite en collaboration avec le laboratoire genre de l'INFAN.

L'analyse des réponses des migrantes sur leurs attentes montre clairement la nécessité d'améliorer l'information et la formation dans les domaines suivants :



Ces préoccupations se retrouvaient également dans une troisième étude portant sur la situation des migrants.

c. Comportements financiers des migrants et analyse du marché des transferts d'argent au Sénégal

En réfléchissant sur les moyens de favoriser le lien entre migration et développement local, les transferts financiers se sont révélés importants (Transferts d'argent aux migrants au Sénégal, M. Orozco, OIT 2010). Les transferts au Sénégal représentent en effet un montant de près de 1,3 billions de dollars et presque 400 000 transferts par mois.

Par ailleurs, une étude sur les comportements financiers des migrants et leurs familles réalisée avec INAFI (Réseau pour des finances alternatives) a mis en évidence la demande de formation formulée par les migrants dans les pays de destination et les familles restées dans les pays d'origine sur les aspects financiers.

L'une des principales problématiques résultant de cette réflexion a été de revoir le cadre d'intervention du Projet et de lancer un programme d'éducation financière pour maximiser l'utilisation des transferts d'argent qui pourrait avoir un impact sur les investissements et la préparation d'un retour productif.

1.1.2 Rencontres diagnostic sur la migration et l'emploi : un outil de recueil des priorités nationales

a. Les priorités dans le domaine migratoire

En partenariat avec l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), des rencontres se sont déroulées en Mauritanie (fin 2008), au Sénégal (juin 2009) et au Mali (février 2010) sur la problématique des migrations. Ces formations ont permis aux acteurs nationaux (tripartites et société civile) de renforcer leurs connaissances sur un certain nombre de thématiques telles que : les normes internationales, les migrations régionales, l'accompagnement des migrants ou la réinsertion dans le pays d'origine. Ces formations ont également permis d'établir un diagnostic des priorités nationales et ont permis de faire émerger des recommandations des mandants, permettant de guider/réorienter les activités du projet : Les rencontres (syndicats, gouvernements, patronat, diasporas et société civile).

Par ailleurs, et en collaboration avec le Centre International de formation de Turin (ITCILO), cette réflexion sur la question de la réinsertion socioprofessionnelle a été approfondie en 2010 à Bamako. Les mandants des trois pays ont établi des plans d'orientation qui ont guidé l'action du projet.

b. Le dialogue avec le secteur privé au Sénégal au croisement de l'emploi, la formation et la migration

L'objectif général de ce processus de dialogue initié entre 2008 et 2010 était de dresser un état des lieux du rôle du secteur privé au Sénégal dans la gestion des migrations de main d'œuvre et l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi sénégalais. Ces ateliers diagnostic ont débuté un processus plus général de définition du rôle du secteur privé par rapport à l'emploi et à la migration de main-d'œuvre.

Dans cette perspective, des rencontres régulières ont eu lieu entre 2009 et 2011. Les rencontres s'adressaient aux organisations d'employeurs du Sénégal, aux membres du secteur privé, aux administrations publiques en charge des questions d'emploi et de jeunesse, et à la société civile.

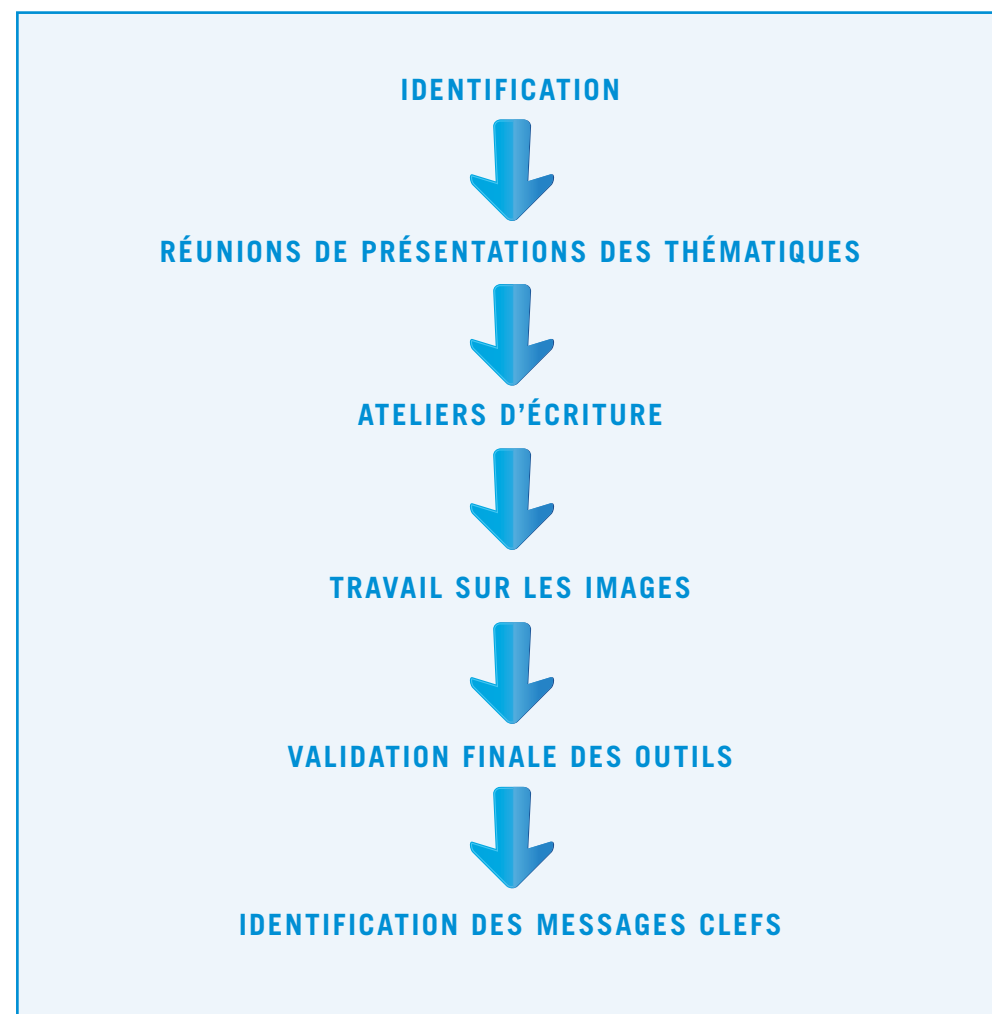
Les travaux réalisés abordaient dans un premier temps spécifiquement les thèmes suivants : migration, marché de l'emploi, besoins en compétences du secteur privé sénégalais, offre et demande de formation et activités pour l'emploi des jeunes.

Par la suite, la formation modulaire, la validation des acquis de l'expérience et les mesures d'accompagnement pour l'amélioration de formation professionnelle ont fait l'objet d'analyse avec l'ensemble des partenaires.



1.2 Méthodologie et quelques recommandations à capitaliser

Les aspects méthodologiques ont eu une importance capitale avec une approche inclusive de partenaires venant de différents horizons. Cette approche différenciée en fonction de leurs besoins (gouvernement, diasporas, etc.) et de leurs pays de résidence (origine ou destination) a enclenché des dynamiques participatives et de responsabilisation tout en créant des instruments pratiques.



1.2.1 Réorientation du projet

Lors de sa formulation, le projet était conçu pour venir en appui au processus de migration de main-d'œuvre provenant d'Afrique de l'Ouest vers l'Espagne, dans le cadre des contrats de travail signés dans les pays d'origine (« *contratos en origen* » en espagnol). C'est dans cette perspective que le projet pilote s'est déroulé en dispensant notamment des formations pré-départ pour plusieurs milliers de migrants. En raison de la crise économique et financière qui a touché les pays européens en général, et l'Espagne en particulier, la demande de main-d'œuvre africaine par des employeurs espagnols a

fortement chuté. Le Ministère espagnol de l'Emploi et des Affaires Sociales présent à Dakar continue d'assurer aujourd'hui encore la gestion de main-d'œuvre de migrants sénégalais vers l'Espagne, mais évidemment dans des proportions bien plus modestes que celles présagées en 2008.

Face à cette situation particulière, le projet a réussi, en accord avec le bailleur, à développer une série de thématiques qui n'étaient pas nécessairement prévues lors de la phase de formulation du projet. C'est dans cette logique proactive qu'ont vu le jour des outils novateurs en matière d'éducation financière, par exemple. Au lieu d'attendre un changement de contexte ou une amélioration de la situation financière en Europe, le projet a décidé d'anticiper et de créer les conditions pour qu'à l'avenir, les institutions en charge des questions migratoires, les migrants et leurs familles puissent être suffisamment outillés pour maximiser l'impact des migrations sur le développement.

1.2.2 Choix des thématiques

L'ensemble des partenaires souligne l'amplitude des ambitions et des objectifs que s'est fixé le projet, allant très souvent au-delà de ce qui était exigible au départ. Cependant, le projet a ainsi pu appuyer les institutions nationales et les organisations de la diaspora à développer une prise en charge globale des migrants, aussi bien avant leur départ que pendant leur séjour et lors de leur retour (temporaire ou permanent). En outre, hormis ceux destinés au public espagnol, et à la demande des gouvernements partenaires, des guides spécifiques à l'attention des migrants sénégalais et maliens en France et en Italie ont également été créés sans pour autant avoir été prévus initialement.

Les différents choix opérés dans le projet ont été constamment validés par le bailleur de fonds et compris comme une opportunité de partage et de capitalisation d'expériences en relation avec d'autres intervenants. Le projet a su évoluer au cours du temps et au changement de contexte. Le projet a misé sur des partenariats et le cofinancement de ses activités pour produire des effets multiplicateurs et garantir la viabilité des outils.

Les programmes d'éducation financière, migrants ou d'employabilité, constituent tous des sujets novateurs qui ont répondu à une forte demande des migrants et qui ont donc rapidement suscité un engouement important vis-à-vis des partenaires nationaux et internationaux. Les outils développés dans le cadre de ces programmes, extrêmement pratiques et d'information des migrants grande qualité, offrent des réponses concrètes aux mandats du BIT ainsi qu'aux migrants.

L'ensemble des acteurs rencontrés considère ainsi que la décision de développer un volet d'éducation financière des migrants et de leurs familles restées au pays a été une très bonne initiative, tenant compte de la situation actuelle dans la sous-région ouest-africaine et du potentiel important pour optimiser l'impact de la migration et contribuer à réduire la vulnérabilité et la pauvreté des populations.

Bien que cette capacité d'adaptation du projet à un contexte changeant ait été largement saluée par les partenaires, à des moments précis, certaines confusions ont pu apparaître, et l'articulation entre les différents volets du projet aurait mérité d'être davantage expliquée aux partenaires.

1.2.3 Le tripartisme du BIT : inclusion des acteurs

L'Organisation Internationale du Travail intervient depuis 6 ans à travers son Équipe d'Appui Technique pour Afrique de l'Ouest. Les partenaires nationaux sénégalais, mauritaniens et maliens ont pour la plupart une large expérience de collaboration avec l'OIT, particulièrement dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale. S'agissant des migrations, le projet régional sur la bonne gouvernance des migrations a permis de créer et d'asseoir des bases solides de collaboration entre les parties impliquées. L'OIT est maintenant considérée comme un acteur incontournable sur les questions de migration de main d'oeuvre dans les trois pays du projet.

Au-delà de l'expertise technique avérée du BIT, les partenaires saluent l'approche tripartite, intrinsèque au BIT, qui vise à promouvoir une concertation effective entre les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs. Ce tripartisme, appliqué à la gouvernance des migrations de main d'oeuvre et plaçant les migrants au cœur des dispositifs notamment par la participation des organisations de la diaspora, a permis d'élargir la vision et l'approche concernant les défis que pose aujourd'hui la migration.

Du discours sécuritaire et de contrôle des frontières, nous sommes aujourd'hui passés à l'examen des liens complexes entre la migration et le développement des liens entre la migration et le développement et la valorisation des apports, en termes sociaux, culturels et politiques des migrations, aussi bien pour les pays de destination et d'accueil que pour les migrants et leurs familles.

Des acteurs comme les syndicats, traditionnellement exclus des discussions sur les migrations dans les trois pays cibles du projet, ont été associés pleinement aux échanges au sein du projet. Leurs avis et préoccupations ont toujours été pris en compte. La migration étant comprise comme un mouvement, elle doit nécessairement être intégrée dans les autres politiques nationales : co-développement, contribution aux services sociaux de base, participation au développement local des communautés d'origine, etc. Cependant, le tripartisme intrinsèque à l'action du BIT, pourrait, selon les partenaires, adopter des stratégies différenciées pour une plus grande participation de certains mandants, notamment des organisations d'employeurs. Dans ce sens, il serait judicieux de renforcer les points périodiques de communication de manière à éveiller l'intérêt stratégique et opérationnel des employeurs : leur participation s'est révélée essentielle lors de la mise en oeuvre du projet et mérite d'être renforcée dans le futur.

1.2.4 L'approche partenariale : un projet ouvert vers l'extérieur

Plus de 80 activités conjointes et de nombreux partenaires internationaux dans la mise en oeuvre :

ACCEM, ACISI HABITAFRICA, APROSERS, ATTA, CARITAS, CASC, CEPAIM, CODESPA, COOPERATIVA CREANT, CRUZ ROJA, ENDA ENERGIE ET ENVIRONNEMENT, ENDA RUP, FIIAP, FORIM, FUNDACION CAJA SOL, FUNDACION INTERVIDA, Fundacion Paz y Solidaridad (CCOO), GIP INTER, INAFI, Institut Belle Ville (CFDT), INTERAMERICAN DIALOGUE, ISCOD (UGT), LOS MOLINOS, MPDL, NDILOFENE, OIM, OXFAM NOVIB, PNUD, POLE EMPLOI, RUMIÑAHUI, SEMILLA, SERVEI SOLIDARI, SEVILLA ACOGE, UNHCR...

Le projet a réussi à nouer des partenariats opérationnels pour la mise en place et/ou la diffusion des différents outils. Cette recherche systématique de partenaires poursuit trois objectifs précis.

Premièrement, en associant un large éventail d'acteurs dans la conception et la mise en oeuvre des outils, le projet vise un gage de qualité et de légitimité de ces outils, validés par l'ensemble des acteurs clés du secteur.

Deuxièmement, le partenariat dans la phase de diffusion permet d'assurer un processus de démultiplication des acquis pour que l'utilisation effective des outils puisse aller au-delà de la vie du projet.

Troisièmement, cette démarche partenariale a permis d'atteindre des objectifs beaucoup plus ambitieux que prévu grâce à la mutualisation des moyens humains, logistiques et financiers.

Une attention particulière doit être portée à la démarche poursuivie pour la mobilisation des acteurs non étatiques espagnols en Mauritanie et au Sénégal. À l'initiative du projet, des rencontres organisées par les Bureaux Techniques de la Coopération Espagnole à Nouakchott et à Dakar ont permis à plusieurs ONG espagnoles de mieux connaître les outils mis en place par le BIT dans le cadre de ce projet. Suite à ces réunions de partage, des conventions de partenariat pour la démultiplication des modules en éducation financière ont été signées en 2012 avec différentes structures : Conemund et la Fondation Habitáfrica au Sénégal et avec Caritas et le Centre Guide des Migrants de la CGTM en Mauritanie (financé par l'AECID).

Au Sénégal, l'ONG Intervida a, quant à elle, apporté un soutien décisif lors de l'élaboration des outils d'éducation financière en direction des familles des migrants restées au Sénégal et lors de sa diffusion dans la banlieue de Dakar.

La complémentarité des actions entre les partenaires techniques et financiers constitue l'un des éléments clés pour atteindre un haut niveau d'efficacité de l'aide. Dans ce cadre, au sein du projet, des complémentarités ont été promues entre le BIT et l'OIM notamment lors de l'élaboration et de la diffusion des guides d'information des migrants aux guides pour les migrants.

L'OIM travaille également sur des guides d'information pour les migrants mais pour d'autres pays de la sous-région, le Cap-Vert par exemple. Étant donné l'élaboration de guides par le BIT pour le Mali et le Sénégal, l'OIM a consacré le budget réservé à ces guides à d'autres activités. Une situation similaire s'est produite avec le GIP International et son projet PGMP, qui a énormément soutenu la création et le déploiement d'Accueil Emploi au Sénégal et au Mali.

Ces accords ont également été obtenus avec un partenaire italien de l'OIM dans le cadre d'un projet qui prévoyait la création d'une base de données du marché du travail et qui a promu la compatibilité entre Accueil Emploi et le système informatique italien de migration de main-d'oeuvre. L'idée qui préside dans ces partenariats est donc de s'appuyer sur l'existant et d'agir de manière complémentaire.

Des possibilités de synergies sont envisageables dans les prochains mois par rapport à Accueil Emploi, en Mauritanie, dans le nord du Sénégal ou au Ghana.

Enfin, le projet a montré une forte volonté de favoriser la communication entre les pays partenaires du projet, en particulier dans une optique d'amélioration des outils. Il est extrêmement intéressant de promouvoir ces outils complémentaires au sein des pays de la CEDEAO, ce qui pourrait faciliter la migration intra-régionale. Il s'agit sans aucun doute de l'une des contributions majeures du projet.

La collaboration actuelle entre l'OIT et l'OIM au Sénégal est en partie due aux excellentes relations tissées lors de ce projet, ce qui permet aujourd'hui aux deux institutions de travailler ensemble dans une planification conjointe.

Le projet constitue un exemple novateur de collaboration et de mutualisation des moyens, d'effets et de résultats dans une perspective d'efficacité de l'aide dans les thématiques de l'emploi et de la formation entre la FIIAPP, le GIP International, l'OIM et le BIT.

Les partenariats internes : Comment utiliser les ressources internes du BIT au-delà du département MIGRANT pour atteindre les objectifs du projet et renforcer notre capacité de réponse opérationnelle ?



Finances Solidaires

Le projet a pu développer des outils d'éducation financière avec un soutien effectif du département Finances Solidaires. Ce département spécialisé dans l'inclusion financière a pour objectif de faire des instruments et des programmes financiers des leviers au service de l'emploi.

Emplois Verts

Les emplois verts pour la génération d'opportunités dans les bassins migratoires se sont basés sur le travail du BIT et son département technique emplois verts.



Emplois des Jeunes et GERME

Les passerelles entre la migration et l'emploi des jeunes ont permis de capitaliser les travaux du BIT notamment en matière d'auto-emploi. Les outils Gérez Mieux votre entreprise (GERME) ont été utilisés pour la réinsertion des migrants. De même, la méthodologie de l'employabilité a démontré être utile aussi bien pour les migrants que pour les jeunes en quête d'insertion.

Le projet du BIT a adopté une démarche participative dans toutes les composantes. Les outils objets de cette analyse ont été le fruit d'une vaste concertation entre toutes les parties prenantes lors de chacune des phases de conception, d'élaboration et de diffusion. Les différentes sensibilités et visions des acteurs ont donc été prises en compte en permanence.

Le projet s'est concentré dans un premier temps à développer et tester les outils pour le Sénégal. La majorité du personnel étant basé à Dakar, il était plus simple de commencer par mettre en place des processus participatifs d'élaboration des outils adaptés aux besoins et aux réalités du Sénégal. Ces premières expériences au Sénégal ont permis par la suite d'adapter, avec plus de facilité, de rapidité et donc d'efficacité, les outils au Mali et à la Mauritanie.

La méthodologie d'élaboration ayant déjà été testée dans un premier temps au Sénégal, la réplique dans les autres pays a été précédée d'un apprentissage sur le processus et notamment sur les facteurs de réussite. Ceci a permis à la fois un gain important de temps et une diminution des coûts grâce à la réduction des délais entre la décision d'élaborer l'outil et la restitution et la validation par les acteurs. Cette décision de travailler d'abord sur un pays pilote comme le Sénégal au lieu de démarrer l'élaboration des produits de façon simultanée dans les trois pays constitue donc un choix du projet qui a été largement salué par l'ensemble des acteurs.

1.2.5 Les supports choisis pour les outils

Le projet a choisi de mettre plus spécifiquement l'accent sur les images, les illustrations ainsi que les personnages fictifs des bandes-dessinées comme vecteurs de communication pour caractériser l'ensemble des outils papier créés et mis à disposition des bénéficiaires. Les partenaires ont particulièrement salué cet effort qui prend notamment en considération l'analphabétisme des publics cibles. Les partenaires ont également souligné l'importance d'avoir utilisé des matériels facilement reproductibles (par photocopie notamment), ce qui rend beaucoup plus aisée leur diffusion ultérieure.

La nécessité de disposer de documents en français mais aussi de les traduire dans la langue des pays de destination (espagnol, italien) et en langues nationales (wolof, pular, bambara, hassaniya, etc.), la translittération en arabe dans le cas de la Mauritanie et le fait de miser sur la traduction orale africaine représentent pour le Projet un élément capital pour la pérennisation des outils créés et diffusés. Il était important de mettre en place des stratégies spécifiques pour garantir une participation effective des populations non alphabétisées dans les processus de développement, par le biais d'une communication plus efficace à leur égard.

Le type de langage utilisé, accessible pour tous les publics, a ainsi été mentionné comme un succès de ces outils.

Des contacts réguliers avec les radios communautaires lors des processus d'élaboration des outils d'éducation financière au Sénégal et en Mauritanie et un travail particulier sur la création de chansons de rap relatives à l'employabilité dans la banlieue de Dakar témoignent de cette volonté du projet d'accorder une grande importance aux supports oraux.

1.2.6 Expérience de travail conjoint avec les administrations publiques

Pour essayer de remédier au problème récurrent de manque d'appropriation de projets et programmes par les structures nationales, une expérience de travail conjoint entre un point focal de l'administration mauritanienne (de la Direction de l'Insertion) et un consultant du projet a été mise en place. Ce travail en binôme a favorisé non seulement une meilleure appropriation par la Direction du processus mais également un partage et un échange de connaissances, dans une perspective d'apprentissage mutuel très enrichissant.

Ce modèle mériterait, selon les institutions mauritaniennes, d'être reconduit. De plus, afin d'assurer un suivi plus étroit et efficace des dossiers, des points focaux ont généralement été désignés par les administrations nationales. Bien que relevant de l'autorité nationale, l'expérience montre que le BIT gagnerait à demander à ses partenaires nationaux de désigner, en amont et de façon systématique, un point focal pour une meilleure appropriation et suivi de chacun des dossiers avec l'appui du projet cedeao de l'acid.

1.2.7 Développement de synergies avec les missions et activités des institutions nationales

Des synergies naturelles ont été observées avec des initiatives nationales au Sénégal, par exemple. Le Ministère des Sénégalais de l'Étranger souhaite, avec notamment des fonds de l'Espagne à travers la CEDEAO, mettre en place des Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des Sénégalais. Ces structures, qui seront déployées en 2013 dans certaines régions et à l'aéroport de Dakar, constituent un espace idoine pour mettre à disposition des populations l'ensemble des documents et outils produits par le projet.

Des synergies similaires ont été développées avec les syndicats et leurs bureaux d'information et d'encadrement pour les migrants, en Mauritanie et au Sénégal. Dans ce dernier pays, un effort important a, en particulier, été mené pour la rationalisation du dispositif institutionnel d'appui aux migrants de la société civile avec l'appui à la création du Réseau Syndical et de la Diaspora pour la Migration. Ce réseau crée un lien formel entre les différents centres existants sur le territoire sénégalais (créés soit par des organisations syndicales soit par la Fédération des Émigrés Sénégalais) et harmonise les procédures et les outils utilisés.

Les guides de communication pour les migrants pourraient en effet être utilisés lors des séances de briefing à Dakar avant le départ des travailleurs migrants ayant trouvé un emploi à l'étranger, mais également de façon interne dans le pays, pour de potentiels migrants ou pour les familles des migrants.



II. L'INSERTION DES JEUNES ET L'EMPLOYABILITÉ

UN APPUI À LA STRUCTURATION DE L'OFFRE DE SERVICES POUR L'EMPLOI

En 2007 des centaines de migrants sénégalais et quelques migrants maliens et mauritaniens avaient été recrutés à travers les Services Publics pour l'Emploi (SPE) pour partir en Europe. Ces expériences de contrats en amont ont permis de mieux évaluer les besoins des SPE. Suite à ces premiers accords de migration de main d'œuvre et les difficultés rencontrées pour leur mise en œuvre pratique, le BIT avait pu identifier les renforcements nécessaires sur deux aspects dans la sous-région :

- la visibilité des opportunités sur les marchés de l'emploi,
- la structuration du métier et des compétences dans les domaines de l'orientation et de l'insertion.

En effet, l'accompagnement des personnes dans la recherche d'un emploi exige une meilleure connaissance des besoins, une inscription des demandeurs d'emploi aux niveaux international et national, et une bonne définition et structuration du métier pour l'orientation socioprofessionnelle. Ce travail devait avoir un double impact sur la réinsertion potentielle des migrants et la facilitation des demandes d'emploi à l'international, et sur l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi.

Par ailleurs, il est apparu important de disposer d'outils simples qui faciliteraient le travail des personnes chargées de l'orientation socioprofessionnelle afin d'améliorer l'offre de services des institutions impliquées. Parallèlement, ces outils devaient donner une visibilité aux jeunes demandeurs d'emploi et bénéficiaires directs et faciliter la construction d'un parcours pour leurs recherches.

Ainsi, le projet a rouvert le débat sur les capacités d'insertion des jeunes et la réinsertion dans le pays d'origine et développé deux axes (renforcement des Services publics de l'emploi et la méthodologie pour l'amélioration de l'employabilité des chargés d'orientation et d'appui à l'insertion l'orientation et l'insertion) qui ont permis d'améliorer le travail d'accompagnement des demandeurs d'emploi, à travers la mise à disposition d'outils permettant de faciliter les recrutements et la professionnalisation des Services publics de l'emploi.

2.1 Le renforcement des Services publics de l'emploi et de l'information

2.1.1 Accueil Emploi et les pays concernés : Une base pour l'emploi avec une approche verticale du bas vers le haut

La base de données Accueil Emploi est un outils informatique destiné exclusivement aux Services Publics pour l' Emploi pour gérer de façon efficace les offres et demandes d' emploi.



Accueil Emploi permet de :

- Inscrire et assurer le suivi des demandeurs d'emploi,
- Inscrire les employeurs et gérer les relations de partenariat avec les employeurs,
- Inscrire les offres d'emploi nationales et internationales et d'y répondre rapidement,
- Rechercher les candidats correspondant aux critères des offres d'emploi, générer les CV des candidats et les transmettre aux employeurs,
- Générer des statistiques fiables et actualisées.

Étapes d'élaboration d'Accueil Emploi

1. Expression des besoins des services publics d'emploi et élaboration participative du cahier des charges
2. Conception, développement informatique et tests
3. Déploiement, formation des utilisateurs et utilisation effective
4. Stratégie de promotion et de communication de Accueil Emploi auprès de publics ciblés (demandeurs d'emploi, patronat national et international, pays de destination de la migration de main-d'œuvre, etc.)
5. Audit de la qualité de l'information, évaluation et amélioration d'Accueil Emploi
6. Adaptation à des contextes nationaux

Rôle des conseillers en emploi

- Ajouter, modifier et supprimer des demandeurs d'emploi ;
- Assurer le suivi des demandeurs d'emploi pendant tout le processus de recherche d'emploi avec des conseils, des prescriptions et des actions.

Selon la structuration des ressources humaines dans chaque service public pour l'emploi et dans chaque pays, les fonctions de chaque acteur peuvent correspondre à des personnes différentes ou peuvent être réalisées par une même personne (par exemple, un conseiller en emploi qui serait à la fois en charge des demandeurs d'emploi et des employeurs).

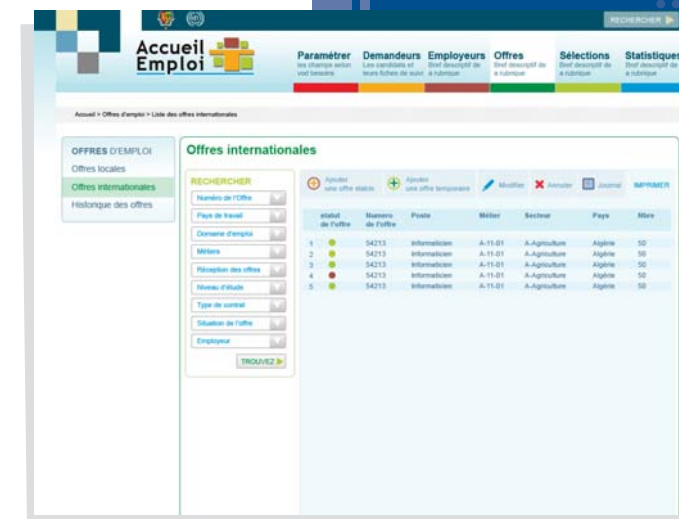
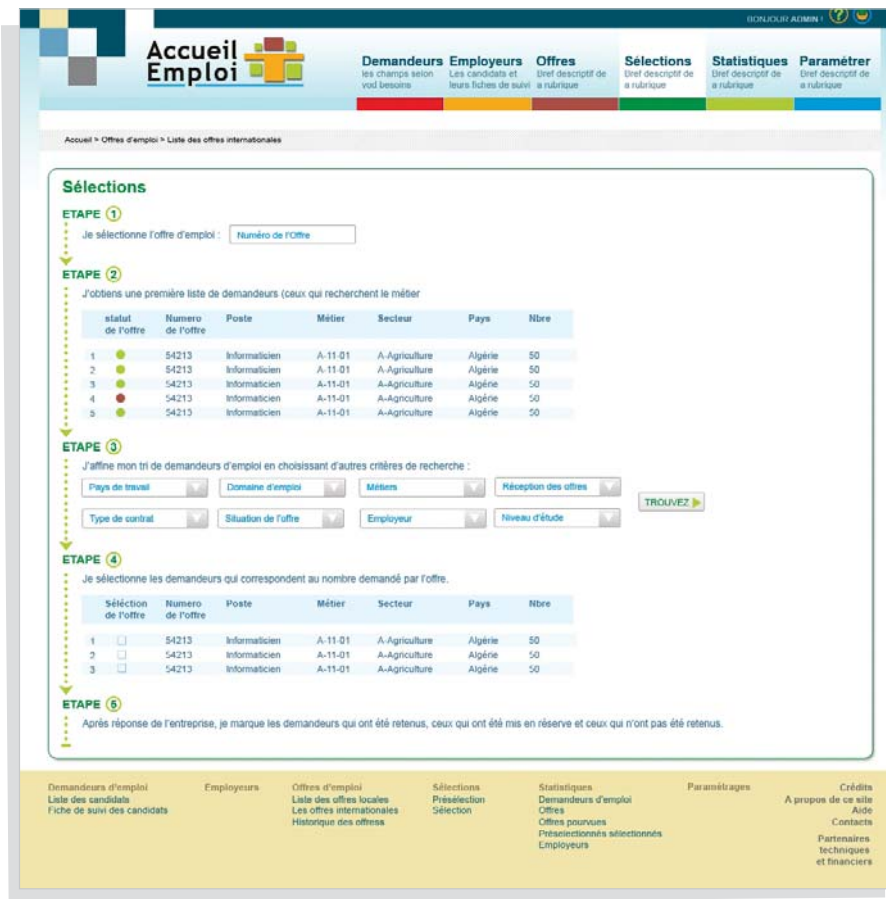
SCHÉMA DU PARCOURS D'UN DEMANDEUR D'EMPLOI ET D'UN EMPLOYEUR

DEMANDEUR D'EMPLOI	EMPLOYEUR
1. Le demandeur d'emploi dépose son dossier de candidature auprès des points d'inscription les plus proches de son domicile.	1. Le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements adopte une démarche de prospection et va rencontrer les employeurs. Il les inscrit sur Accueil Emploi.
2. L'agent enregistre les dossiers dans la base de données Accueil Emploi et passe un entretien avec le candidat.	2. L'employeur envoie une offre d'emploi qui est enregistrée dans Accueil Emploi.
3. Les données d'Accueil Emploi sont actualisées en temps réel et disponibles.	
4. Quand une offre d'emploi nationale ou internationale arrive, le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements effectue une recherche dans Accueil Emploi des personnes qui réunissent les critères minimum. Une liste de candidats présélectionnés (selon le nombre requis par l'employeur) est alors générée et envoyée à l'employeur.	
5. L'agent régional informe les candidats de leur présélection.	5. L'employeur effectue sa sélection du ou des candidats selon ses propres modalités (entretien, test...).
6. Après la sélection, l'agent met à jour les dossiers des candidats sélectionnés et des présélectionnés.	6. L'employeur informe le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements de son choix (personnes retenues). Dans le cas où aucun candidat ne correspond aux attentes de l'employeur, le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements cherche à savoir pourquoi.
7. Tout au long de son parcours (emploi, formation...), le demandeur d'emploi reçoit un suivi personnalisé.	7. Le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements continue de mener une démarche prospective auprès de l'employeur avec un suivi systématique.
8. Grâce aux modalités de statistiques, le service public de l'emploi dispose d'informations fiables et actualisées.	

Fonctionnement

La base de données est accessible par Internet de façon sécurisée (exemple du Sénégal). Les utilisateurs disposent d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe qui permettent un accès sécurisé et une traçabilité complète des actions de chaque utilisateur sur la base de données.

L'enregistrement des demandeurs d'emploi est réalisé au cours d'un entretien avec un conseiller en emploi, qui devient la personne de référence du demandeur d'emploi. La fiche de saisie ci-dessous est à remplir.



Des pays non couverts par le projet tel que le Bénin, ont pu bénéficier de cette assistance technique grâce aux partenariats stratégiques du projet avec d'autres organisations comme Pole Emploi, l'OIM, etc. Ces organisations ont été intéressées par cet outil et ont mis à disposition des ressources pour l'adaptation.

2.1.2 Des programmes de formation des conseillers en emploi

En collaboration avec le GIP inter et l'OIM, le projet a réalisé entre novembre 2009 et fin 2011 un programme de formation spécifique sur l'intermédiation internationale, l'accompagnement au projet professionnel de mobilité internationale et l'éthique dans le recrutement.

Les objectifs généraux de ces formations étaient de former les agents du service public de l'emploi sénégalais aux normes internationales et déontologiques pour la gestion des migrations professionnelles, et de leur présenter les dispositifs espagnol, italien et français de migration de main-d'œuvre du Sénégal vers ces pays européens.

4 pays couverts :

- Sénégal, Mali, Bénin, Cameroun en 2011 en partenariat avec le GIP inter et Pole emploi France
- 1 adaptation au Ghana faite en 2013 en partenariat avec l'OIM
- 1 adaptation en cours en Mauritanie

Elles constituaient un processus général de renforcement des capacités des services publics de l'emploi sénégalais et maliens et s'adressaient aux conseillers en emploi en charge de l'intermédiation pour national et international, à savoir l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ), le Service de la Main-d'œuvre (SMO) et la Cellule d'Appui à la Promotion de l'Emploi au Sénégal et de l'ANPE au Mali.

2.2 Le développement d'une méthodologie pour améliorer de l'employabilité des jeunes et des migrants de retour

En Afrique de l'Ouest comme dans le reste du monde, l'insertion professionnelle des jeunes constitue un enjeu crucial pour les gouvernements et pour les collectivités locales. Réfléchir à des réponses simples et efficaces aux défis majeurs induits par un fort taux de chômage, notamment chez les jeunes (pauvreté, délinquance, montée des extrémismes religieux, émigration, etc.) fait partie des priorités des autorités politiques nationales et locales et de celles des partenaires techniques et financiers, et des acteurs de la société civile.

Face à ces défis, le Bureau sous-régional du BIT à Dakar avec l'appui du projet « bonne gouvernance a cherché à mettre en place des dispositifs visant à améliorer l'employabilité des jeunes : le projet « Bonne gouvernance de la migration de travail et son lien avec le développement au Mali, en Mauritanie et au Sénégal ».

Si la cible initiale de ce projet est composée de candidats potentiels à la migration et des migrants de retour cherchant à se réinsérer professionnellement dans leur pays d'origine, le volet « employabilité » du projet, dont les outils sont présentés ici, cible plus généralement toute personne cherchant un emploi et en particulier les jeunes.

Le volet employabilité

Sénégal

2000 jeunes formés

Près de 3000 jeunes sensibilisés autour du rap citoyen

40 actions de formation collectives

100 Institutions formées

220 Formateurs

7 séances de formation de formateurs

Mauritanie

4000 Jeunes formés (prévision)

15000 Jeunes sensibilisés en partenariat avec le festival Assalamalekum (juin 2013)

120 Formateurs

5 séances de formation de formateurs

Pour ce volet, le projet du BIT s'est inspiré d'une méthodologie appelée « Proyecto Ocupacional » (Projet professionnel) élaborée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale d'Argentine avec le soutien technique et financier de la Banque interaméricaine de développement et du Cinterfor de l'OIT (Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle - www.oitcinterfor.org) dans le cadre du Programme de renforcement institutionnel pour la formation technique de femmes aux revenus modestes.

Cette méthodologie visait notamment à renforcer l'employabilité d'individus au travers d'actions d'accompagnement à la construction de projets professionnels individuels ou collectifs.

2.2.1 Les outils de l'employabilité

Pour son approche au Sénégal et en Mauritanie, le BIT élargit cet accompagnement à un processus plus englobant de construction d'un parcours d'insertion professionnelle, le projet professionnel n'étant que l'une des étapes fondamentales du parcours. Travailler sur cet axe semble en effet constituer une approche pertinente pour répondre aux défis que constituent le chômage et le sous-emploi en Afrique de l'Ouest.

Le travail réalisé par le BIT dans le cadre du volet « Employabilité » de son projet « Migrant » a ainsi donné lieu à l'élaboration d'outils visant à appuyer les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle et à renforcer les capacités des professionnels en charge de leur accompagnement et de leur orientation.

Ces outils ont été élaborés de façon participative en impliquant des institutions publiques et privées (ministères, services publics de l'emploi, structures de formation, syndicats, associations, chambres consulaires, collectivités locales, agences, structures d'appui, etc.), et en recherchant l'implication des acteurs à toutes les étapes de manière à faciliter leur autonomisation et leur appropriation de la démarche et des outils.

Ces outils sont :

- le **Manuel de l'employabilité** destiné en priorité aux professionnels ;
- le **Livret de l'employabilité** destiné aux jeunes ;
- les **messages clés** destinés au grand public.

Qu'est-ce que l'employabilité ?

L'employabilité est entendue comme la capacité à être employé ; elle est comprise de façon dynamique comme un processus perpétuel et interactif d'adaptation au marché du travail tout au long de la vie professionnelle : elle peut être définie comme la capacité à obtenir un emploi initial, à conserver son emploi, et à trouver un autre emploi si nécessaire.

Autrement dit, c'est la « capacité que possède un individu à obtenir un emploi satisfaisant compte tenu de l'interaction entre ses propres caractéristiques personnelles et le marché du travail ». Cela sous-tend la notion de construction d'un parcours d'insertion

professionnelle qui s'inscrit dans la durée. Cette construction peut être facilitée par des services d'accompagnement et d'orientation professionnelle efficaces et personnalisés, qui s'adressent à des individus de tout âge, à toutes les étapes de leur vie, pour les aider à faire leurs choix éducatifs ou professionnels et à gérer leur évolution professionnelle. Améliorer et renforcer ces services peut avoir un réel impact sur l'insertion durable des personnes dans la vie active.

2.2.2 Idées, concepts et politiques, outils d'action

Les outils de l'employabilité du BIT pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes

Le Manuel de l'employabilité

L'instrument principal, le Manuel de l'employabilité, propose une méthodologie d'accompagnement pour répondre à la demande d'information et d'orientation des jeunes. Il répertorie les opportunités et ressources qui existent dans le pays concerné en matière de formation professionnelle, d'emploi et d'auto-emploi.

Il a pour objectif d'améliorer l'employabilité des personnes en tenant compte des réalités locales et des secteurs porteurs d'emploi.

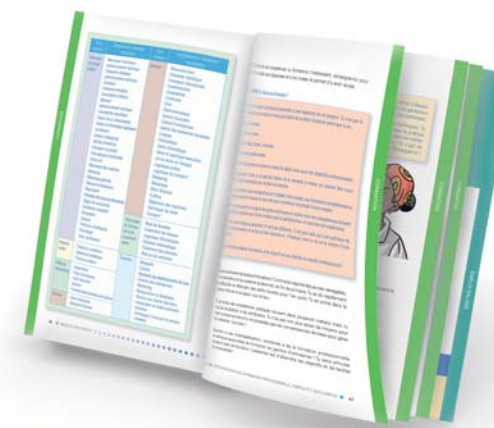
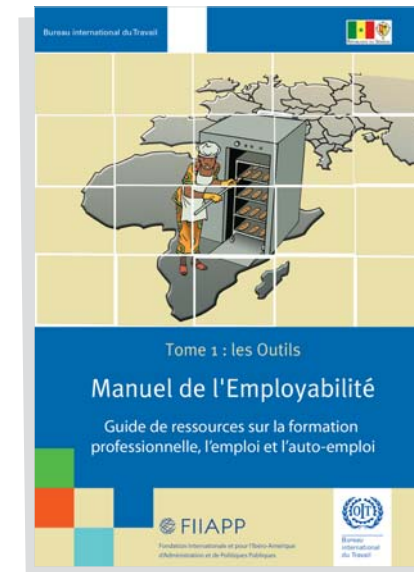
Le Manuel de l'employabilité se veut un outil visant à :

- faciliter la construction d'un parcours d'insertion en mobilisant les ressources locales accessibles ;
- améliorer le suivi, l'orientation, l'appui des jeunes dans leur parcours professionnel ;
- faciliter l'accès à des opportunités de formation, d'emploi et d'auto-emploi pour les jeunes ;
- favoriser l'information sur les différents dispositifs et mesures d'accompagnement, d'appui, de conseils existants ;
- renforcer les synergies entre les structures mandatées à intervenir auprès des jeunes ;
- partager l'information et la rendre accessible grâce à un outil opérationnel ;
- mutualiser les bonnes pratiques.

Le Manuel de l'employabilité est composé de deux tomes :

le Tome 1 : Les outils, qui propose des exercices pratiques, des conseils, des idées pour aider à se positionner, à se poser les bonnes questions, à définir son parcours ;

le Tome 2 : Le répertoire, qui constitue un annuaire répertoriant les dispositifs recensés en matière d'insertion professionnelle et présentés sous la forme de fiches descriptives et récapitulatives pour faciliter la mobilisation des ressources, des compétences et des services que chacun offre et favoriser la mise en relation.



L'engagement de l'OIT pour l'emploi des jeunes

En juillet 2009, un Pacte mondial pour l'emploi a été adopté à l'unanimité par les 183 pays membres de l'OIT (ministres en charge du travail, employeurs et travailleurs et appui de certains chefs d'État pour cette initiative) pour surmonter la crise économique actuelle en créant des emplois et en protégeant les droits des travailleurs. L'OIT s'engage particulièrement auprès des groupes les plus touchés par la crise, tels que les jeunes.

Le but de cet engagement est d'aider les personnes à retrouver un travail décent, concept central des politiques économiques.

Les réponses possibles à ces difficultés peuvent être les suivantes :

- aider les demandeurs d'emploi à se réinsérer économiquement ;
- renforcer les services publics de l'emploi pour une offre de services de qualité ;
- développer les programmes de formation professionnelle et d'acquisition de compétences entrepreneuriales ;
- aider à la reconversion des travailleurs pour améliorer leur employabilité, surtout celle des groupes les plus vulnérables.

Les deux tomes sont complémentaires et s'articulent pour guider la construction d'un parcours d'insertion dans son ensemble.

Le manuel a été pensé comme un outil de méthodologie (tome 1) et de mise en lien (tome 2) au service des professionnels en contact avec les jeunes.

Le Tome 1 : Les outils

« Le Tome 1 : Les outils » est structuré en quatre parties qui couvrent les différentes étapes d'un parcours d'insertion professionnelle :

- **le projet professionnel**, ou comment construire son projet professionnel grâce à la connaissance de soi, la connaissance des métiers et la connaissance de son environnement ;
- **la formation**, ou comment choisir et chercher une formation grâce à des informations pour se repérer dans l'offre de formation ;
- **l'emploi salarié**, ou comment trouver un emploi salarié grâce à de bons outils et une bonne méthode pour chercher du travail;
- **l'auto-emploi**, ou comment créer son auto-emploi avec pour fil conducteur : choisir son idée d'entreprise, monter et planifier son projet, les démarches administratives à effectuer pour démarrer, rédiger son projet et chercher des financements.

Chaque partie contient quatre types d'outils qui permettent de guider la construction de parcours et qui peuvent être utilisés selon les besoins :

- les « **Bons à savoir** », qui donnent des informations sur le contexte pour mieux comprendre et se repérer (exemple : les différents types de formation, les droits en tant que salarié, les différentes sources de financement, etc.) ;
- La « **Foire aux idées** » qui donne des exemples pour faciliter ses choix (idées de métiers demandés sur le marché du travail, idées de phrases pour sa lettre de motivation, idées de qualités et défauts, idées de filières et secteurs porteurs, etc.) ;
- Les « **À toi de jouer** », qui sont des exercices à remplir pour passer à l'action (auto-diagnostic, réaliser son CV, construire sa lettre de motivation, contacter un employeur par téléphone, s'entraîner à l'entretien d'embauche, définir son idée d'entreprise, analyser son marché, bilan de son projet d'entreprise, etc.) ;
- Les VIP « **Vraies idées porteuses** », qui décrivent des astuces ou actions pertinentes auxquelles penser pour se guider (la formation modulaire, un secteur d'avenir, etc.). Pour faciliter sa lecture et la rendre ludique, des illustrations colorées parsèment l'ouvrage : images de personnages en situation, bandes dessinées sur la recherche d'emploi et sur la création d'entreprise, ou encore reportage photo mettant en lumière des actions pertinentes.

▶ A TOI DE JOUER ! La connaissance de ton parcours professionnel et de formation !

Bilan de ton Parcours

Afin de réaliser un bilan de ton parcours, réponds à quelques questions !

1. La Formation

Parcours scolaire

Quel est ton niveau d'études ?

a) Année :

Quels sont les diplômes ou attestations que tu as obtenus ?

a) Année d'obtention : Nom du diplôme ou de l'attestation :

b) Année d'obtention : Nom du diplôme ou de l'attestation :

c) Année d'obtention : Nom du diplôme ou de l'attestation :

Parcours de formation professionnelle

Quelles sont les formations que tu as faites ?

a) Année(s) : Nom de la formation :

b) Année(s) : Nom de la formation :

c) Année(s) : Nom de la formation :

Le Tome 2 : Le Répertoire

« Le Tome 2 : Le répertoire » est divisé en trois chapitres référenciant les acteurs intervenant dans le domaine de l'insertion :

- les structures d'accompagnement et de placement ;
- les structures de formation et de financement de la formation ;
- les structures d'appui et de financement de l'auto-emploi.

Chaque dispositif est présenté sous la forme d'une fiche descriptive qui précise les objectifs, les activités et services proposés, le public bénéficiaire, les modalités d'accès et les coordonnées.

Où trouver et comment utiliser le Manuel de l'employabilité ?

Le manuel s'adresse prioritairement aux professionnels en charge de l'accompagnement vers l'emploi et la formation professionnelle (agents du service public de l'emploi, centres de formation professionnelle, animateurs, éducateurs, formateurs, conseillers, accompagnateurs, etc.) qui sont en contact avec les jeunes ou tout public en recherche d'emploi.

Il peut être également utilisé par les jeunes eux-mêmes ou toute personne cherchant à s'insérer professionnellement et qui maîtrise bien la lecture.

Le manuel est accessible en version papier ou CD-Rom, diffusé sur plusieurs sites internet et téléchargeable sur le blog du projet Migrant du BIT (<http://bitmigrant.wordpress.com/>). Il existe une version en français pour le Sénégal et une version en français et en arabe pour la Mauritanie. Une adaptation est également prévue pour le Mali.

Le Livret de l'employabilité

Pour compléter et enrichir la méthode et la rendre plus accessible à un public jeune peu enclin à la lecture, un guide simplifié regroupant des exercices et des messages clés a été conçu.

Le livret est rédigé simplement et résume les principaux points à prendre en compte pour construire son parcours d'insertion professionnelle.

À l'image du Manuel de l'employabilité, il reprend les quatre grandes étapes d'un parcours d'insertion professionnelle : le projet professionnel, la formation, l'emploi salarié et l'auto-emploi.

Pour chacune des étapes, il propose :

- **des questions à se poser** : par exemple : te connais-tu ? Connais-tu les métiers ? Connais-tu ton environnement professionnel local et les besoins du marché de ta région ? Comment t'y prendre pour choisir ta formation ? As-tu un bon CV ? As-tu la bonne méthode pour chercher un emploi ? Es-tu prêt à entreprendre ? Comment trouver une bonne idée d'entreprise ? As-tu réalisé ton étude de marché ? etc. ;
- une **Fiche mémo** d'actions et de démarches à accomplir qui reprend pour chaque étape la liste des actions à mener, si elles sont à faire ou déjà réalisées et quelles sont les suites à donner ;
- un **Bloc note** pour inscrire ses RDV et suivre ses démarches : exercices à faire, RDV avec des structures, informations à récolter, ce qui est déjà accompli, ce qui reste à programmer, des notes et questions, etc. ;
- **des exercices à réaliser** : par exemple, faire le bilan de son parcours, réaliser une enquête métier, rédiger son CV, sa lettre de motivation, définir son idée d'entreprise, répondre à des questions pour son plan d'affaires, etc. ;
- des renvois vers des **adresses utiles**.

Cet outil simple sert de guide au jeune qui souhaite s'insérer dans la vie active. Aujourd'hui, ce livret existe en versions française et arabe pour la Mauritanie.

Les messages clés

Afin d'atteindre un public encore plus large, d'être facilement accessibles en plusieurs langues et de sensibiliser simplement, des messages clés du Manuel de l'employabilité ont été rédigés en français et en langues nationales Wolof et Pulaar.

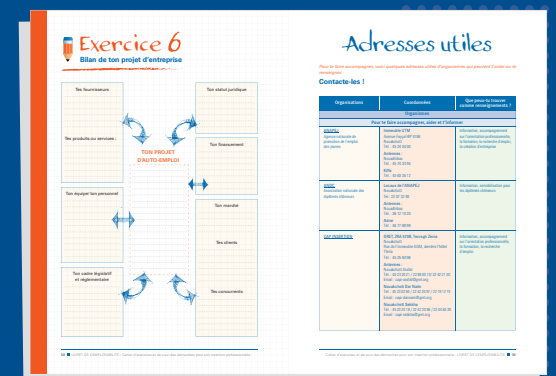
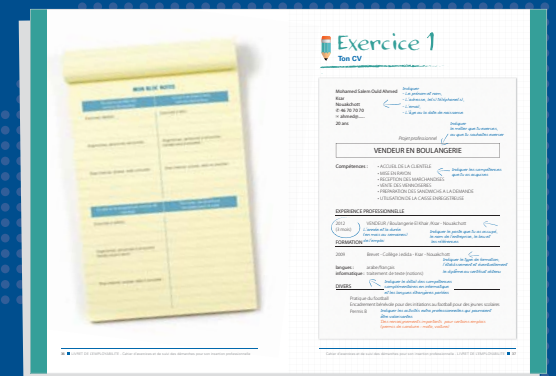
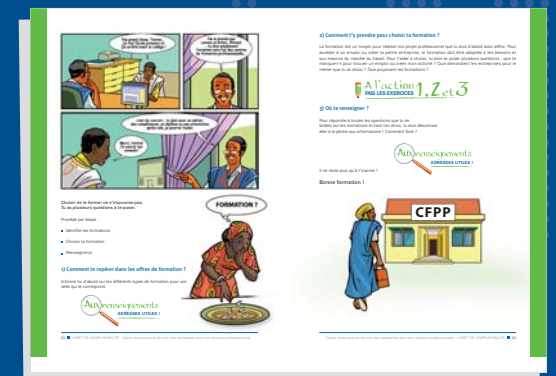
Les messages clés sont communiqués sous forme de scénettes de deux minutes mettant en scène un dialogue entre des personnages du manuel et illustrant une situation donnée du parcours d'insertion pour faciliter une prise de conscience de l'auditeur.

Diffusables sous formes de spots radiophoniques et de sketch TV, ces messages clés ont également servi de support pour la production d'outils de communication musicale.



Aider
chaque jeune à construire
son parcours professionnel

Des outils
et des informations pour
favoriser une meilleure
employabilité



2.2.3 Renforcer les capacités des jeunes et des professionnels en charge de l'orientation

L'approche adoptée par le BIT dans le cadre de ce projet est :

- la formation de professionnels et de relais locaux à l'utilisation du manuel et à l'accompagnement d'un jeune dans son parcours d'insertion professionnelle ;
- la sensibilisation du grand public à la notion d'employabilité en s'appuyant sur les outils de l'employabilité comme support pédagogique.

Les formations aux outils de l'employabilité

Plusieurs formations ont été organisées, ciblant aussi bien les professionnels de l'accompagnement à l'insertion et autres acteurs relais, que les jeunes eux-mêmes.

Formation de formateurs « relais » pour démultiplier les connaissances

La logique d'intervention retenue par le BIT a été de s'appuyer sur des relais pour diffuser les connaissances en vue de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes ou du public de leur zone.

Les relais formés au Manuel de l'employabilité sont ainsi capables de sensibiliser à la notion d'employabilité, utiliser l'outil dans leur pratique quotidienne et proposer un accompagnement ou orienter les jeunes avec qui ils sont en lien pour favoriser leur insertion durable.

Au Sénégal, ce sont ainsi 200 professionnels issus de structures intervenant de façon directe ou indirecte dans le champ de la jeunesse, de la formation, de l'emploi, de l'insertion et du social qui ont été sensibilisés à l'employabilité et à l'orientation professionnelle, et formés à l'utilisation du Manuel de l'employabilité.

Ces ateliers de formation ont touché un large panel d'acteurs (chefs de service, directeurs, agents) à Dakar, Pikine, Guédiawaye, Kaolack, Kolda, Saint- Louis et Thiès, issus de structures telles que :

- les services déconcentrés de l'État intervenant dans le champ du développement communautaire, de l'appui au développement local et de l'action sociale, l'Inspection départementale d'éducation nationale (Iden), l'Action éducative en milieu ouvert (AMEO), les Centres départementaux d'éducation populaire et sportive (CDEPS) ;
- le service public de l'emploi à travers l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ) et le Service de la main-d'œuvre (SMO) ;
- les centres de formation professionnelle et les cellules d'insertion (Centre de sauvegarde, Centre de formation et de promotion des jeunes - CFPJ, Centre national de qualification professionnelle - CNQP, Centre de promotion et de réinsertion sociale - CPRS) ;
- les ONG, associations, réseaux de jeunes, de femmes, de la diaspora (Intervida, Village Pilote, Habitafrica, etc.) ;
- les syndicats.

Le partenariat et la mise en synergie sont au centre de la démarche mise en œuvre par le BIT pour permettre aux acteurs de s'approprier les outils et méthodes. Le BIT cherche ainsi à impliquer tout intervenant dans la thématique, à nouer des liens et des dynamiques communes, et à mutualiser les ressources. De nombreux partenariats ont ainsi vu le jour autour de cette initiative. Le Manuel de l'employabilité au Sénégal a ainsi été conçu en collaboration avec la FIIAPP (Fondation internationale et pour l'Ibéro-Amérique d'administration et de politiques publiques) dans le cadre du plan de sensibilisation de son projet « Prévention de la migration illégale d'enfants de moins de 18 ans non accompagnés du Sénégal vers l'Union européenne ».

Le BIT a également collaboré avec le HCR (Haut commissariat aux réfugiés) pour accompagner les réfugiés présents au Sénégal dans leur insertion socioprofessionnelle et les sensibiliser à la notion d'employabilité. Le BIT/Migrant a ainsi dispensé en décembre 2012 trois journées de formation à trente représentants d'associations travaillant avec les réfugiés au Sénégal.

En s'appuyant sur le Manuel de l'employabilité et en l'adaptant, l'objectif de cet atelier a été de renforcer les capacités des partenaires d'exécution du HCR et des leaders d'associations de réfugiés (Comité des réfugiés, Comité des femmes réfugiées, Comité des étudiants, etc.), et de leur fournir un appui technique spécifique en rendant accessible les informations sur l'insertion professionnelle au Sénégal (outils et dispositifs existants) en vue d'une démultiplication auprès de 4 000 réfugiés urbains établis dans les régions de Dakar et Thiès.

TÉMOIGNAGE

Monsieur Adama Koné a bénéficié de l'atelier de formation du BIT. Il est le président du Comité des réfugiés au Sénégal, une structure qui existe depuis une vingtaine d'années. Le Comité dispose d'un bureau exécutif composé de quatre personnes représentant les communautés de réfugiés les plus importantes au Sénégal (mauritanienne et ivoirienne en premier lieu).

Le Comité a pour vocation de défendre les droits et intérêts des réfugiés au Sénégal, en liaison avec le HCR. Selon Adama Koné, l'une des problématiques majeures qui concernent les réfugiés est précisément celle de l'employabilité. « Cet atelier me permet d'approfondir mes connaissances. Je savais déjà comment préparer et rédiger un CV et une lettre de motivation mais grâce à cette formation, j'améliore leurs contenus, la qualité de la rédaction, j'acquiers davantage d'expérience pour pouvoir la partager avec l'ensemble des chefs des seize communautés de réfugiés, qui à leur tour, pourront en faire profiter les réfugiés intéressés », explique-t-il.

« Il ne faut pas se voiler la face. Le marché de l'emploi est déjà saturé pour les Sénégalais eux-mêmes, alors dans ce contexte, les réfugiés ont peu de chance d'accéder à un emploi salarié. C'est pourquoi, le volet 'auto-emploi' développé au cours de la formation nous intéresse particulièrement, pour répondre à leurs besoins spécifiques ».

D'autres partenariats se mettent en place avec la Croix rouge espagnole et sénégalaise pour la formation de formateurs de centres à l'orientation et l'accompagnement.

Cette logique de formation de formateurs « relais » et de démultiplication doit permettre en amont de dynamiser les structures mandatées pour intervenir auprès des cibles (jeunes, demandeurs d'emploi, réfugiés, migrants, etc.) et des leaders d'associations et, en aval, de renforcer le parcours d'insertion des cibles en mobilisant les ressources accessibles.

La démarche développée par le BIT/ Migrant concourt ainsi à faciliter l'intégration locale de la cible (jeunes, migrants, demandeurs d'emploi, réfugiés, etc.).

Formation des bénéficiaires directs

Au Sénégal, **1 936 jeunes** ont bénéficié de formations sur l'employabilité, et d'autres formations sont en cours actuellement. La formation est composée de nombreux exercices pratiques participatifs, de simulations, de travaux de groupe et d'échanges sur les techniques de recherches d'emploi salarié et sur l'auto-emploi, tirés du manuel.

Ces sessions ont été pensées pour anticiper et répondre concrètement aux besoins des jeunes dans la perspective de leur immersion prochaine sur le marché de l'emploi.

TÉMOIGNAGE

Coulibaly Bouya, 23 ans, étudiant en 2^{ème} année de BTS Transit (transport et logistique), a participé à la journée de formation organisée par le BIT au Lycée Maurice Delafosse en novembre 2012. Il explique :

« Je termine mes études au mois de juillet prochain. Théoriquement je vais donc entrer sur le marché de l'emploi dans quelques mois. Or, le marché du travail est saturé au Sénégal et il vaut mieux être préparé et outillé pour bien chercher un emploi. Cette formation m'a appris à canaliser mes idées, à savoir quelles étapes suivre à la fin de mes études ».

Il poursuit : *« Je n'ai jamais effectué de stage ni cherché de travail. Je savais qu'il fallait avoir un CV et rédiger une lettre de motivation mais je ne savais pas quels devaient être leurs contenus. J'ai également appris quelles sont les erreurs à ne pas commettre et beaucoup d'informations sur les emplois salariés et l'auto-emploi. Dans le contexte actuel, j'ai bien envie de créer ma propre structure ».*

Afin de favoriser l'application concrète de la démarche d'accompagnement par les professionnels, plusieurs de ces ateliers collectifs sur le Manuel de l'employabilité au bénéfice direct de jeunes ont été organisés en collaboration avec les membres des structures d'orientation et de formation déjà formés au manuel. L'idée est d'impulser

une dynamique pour que les structures et leurs membres formés reprennent à leur compte l'organisation régulière de sessions et s'approprient les outils et techniques pour les diffuser à leur public. Les membres formés ont ainsi participé à l'animation des ateliers pour les jeunes en vue de reproduire et démultiplier ces séances et d'utiliser les outils de façon durable pour leur institution sans l'appui du BIT.

Les membres formés au Manuel de l'employabilité peuvent ensuite mettre en place régulièrement des ateliers de sensibilisation sur des thèmes du manuel au bénéfice du public qui fréquente leur structure. Ils peuvent sensibiliser leurs bénéficiaires directs sur l'employabilité et proposer un accompagnement aux jeunes avec qui ils sont en lien pour favoriser leur insertion durable.

La sensibilisation à l'employabilité

Sensibilisation de relais locaux

La FIIAPP, partenaire du projet au Sénégal, a organisé des ateliers de présentation du Manuel de l'employabilité au profit des acteurs locaux (politiques, religieux, sociaux) dans les quatorze régions du Sénégal. Le manuel leur a été distribué sous forme de CD-Rom.

Ils ont été informés de l'existence et de l'intérêt du manuel et du rôle de relais qu'ils peuvent jouer dans la sensibilisation des jeunes de leur communauté.

Sensibilisation du grand public : le rap comme outil de diffusion et de communication des messages sur l'employabilité

Pour compléter le dispositif sur l'employabilité, atteindre un public encore plus large et permettre l'appropriation de la notion d'employabilité par les principaux concernés, le BIT a développé un projet avec le CEDEPS de Guediawaye visant à faire travailler une vingtaine de jeunes ayant suivi la formation, autour des messages clés de **projet professionnel, formation, emploi salarié et auto-emploi**.

Les participants, encadrés par un musicien brésilien professionnel de la communication sociale par la musique, ont écrit **huit morceaux de rap** sur l'employabilité, véritables messages citoyens à l'intention de l'ensemble des jeunes Sénégalais pour lesquels la construction d'un parcours professionnel est une priorité.

Par cette action, le BIT a sensibilisé les jeunes à la notion fondamentale de l'employabilité et les a rassemblés autour d'un Projet fédérateur qu'ils peuvent s'approprier en vue d'une plus grande diffusion auprès de leur famille, dans leur quartier, etc.

À tous ceux qui sont dans l'impasse face à un marché du travail saturé, les jeunes ont ainsi pu décrire avec leurs mots la nécessité de se former, de s'informer, de s'orienter. Cette initiative a débouché sur l'**organisation d'un concert de rap citoyen en décembre 2012 au service de l'emploi des jeunes dans la banlieue dakaroise** avec la production de supports de communication en français et en wolof à partir des messages clés tirés du Manuel de l'employabilité en matière de projet professionnel, de formation, d'emploi salarié et d'auto-emploi.

2.2.4 Perspectives

Des outils adaptables à différents contextes

Les outils de l'employabilité constituent une méthode pouvant facilement être adaptée à d'autres pays. Après le Sénégal et la Mauritanie, un premier travail de recherche et d'adaptation des manuels a été initié pour le Mali, mais a dû être mis en suspens en raison de la crise politique que connaît actuellement le pays.

Des réunions préalables ont été tenues et les textes sont prêts. Ce travail pourra être facilement repris dès que la stabilité politique sera retrouvée.

Une diffusion et des mesures d'impact en cours :

La diffusion se poursuit au Sénégal avec :

- l'organisation de deux ateliers de formation de formateurs sur le Manuel de l'employabilité pour quatre centres partenaires dans la région de Ziguinchor et cinq centres partenaires dans la région de Kolda en partenariat avec la Croix rouge espagnole et sénégalaise qui ont eu lieu entre janvier et avril 2013 ;
- l'organisation d'un concert de rap citoyen au service de l'emploi des jeunes à Kolda et Ziguinchor prévu au cours du dernier trimestre 2013, avec la production de supports de communication en français, en diola, en pulaar et en créole à partir des messages clés tirés du Manuel de l'employabilité.

En Mauritanie, le processus, engagé mi-2012 après l'expérimentation au Sénégal (qui a débuté mi-2011), se poursuit également. Les démultiplications prévoient de toucher des milliers de jeunes sur tout le territoire et de donner accès à la jeunesse aux services de base d'orientation. Ces actions s'inscrivent dans la logique initiée dans le pays par l'ONG française Gret avec son projet CAP Insertion, un dispositif d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de Nouakchott, dans le cadre duquel des antennes de proximité proposent aux jeunes des services d'accueil, d'information, d'orientation, d'accompagnement et de suivi pour faciliter leur accès à la formation et à l'entreprise.

Enfin, pour avoir une meilleure visibilité générale sur la portée de cette action et de la méthode proposée, le BIT travaille à l'élaboration de mesures d'impact sur cette thématique.

Un accord de partenariat a été signé pour faire de l'employabilité un des thèmes centraux du festival de Musique ASSALAMALEKUM qui réunira en juin 2013 près de 15 000 jeunes à Nouakchott.



III. L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DES MIGRANTS ET DE LEUR FAMILLE

UN OUTIL AU SERVICE DE L'EMPLOI DÉCENT

3.1 Justification du choix de l'éducation financière

L'inclusion financière et ses répercussions dans le développement local apparaissent comme un des enjeux majeurs pour les travailleurs migrants et leurs familles. En effet, les transferts d'argent sont au cœur des enjeux individuels de la migration de main d'œuvre. D'un côté les migrants prennent des décisions pour essayer de soutenir leurs familles et restent préoccupés par les investissements. D'autre part, les familles des migrants reçoivent une source stable de financement mais disposent d'un accès limité aux institutions financières, ainsi qu'à leurs produits et services. Dans de nombreux cas, ces migrants, à l'instar de leurs familles, ne disposent pas nécessairement des informations les plus cruciales compte tenu de la complexité croissante des services financiers. L'objectif du projet était de faciliter l'accès à ces informations de manière à obtenir à moyen terme un impact positif sur les investissements productifs des migrants et de leurs familles, et soutenir le développement local des régions d'origine.

Pour y parvenir le BIT a lancé des études visant à mieux connaître le marché des transferts et les comportements financiers des individus. Parmi les différentes recommandations issues de ces études, l'éducation financière a été retenue comme un axe prioritaire. L'éducation financière est entendue comme **une action visant à améliorer la capacité des individus à faire des choix "rationnels" et prendre des décisions efficaces sur l'utilisation et la gestion de leur argent**. Cette définition couvre à la fois les connaissances, les capacités et les comportements. Plus généralement, l'éducation financière permet de favoriser les bonnes pratiques en matière de gestion des transferts d'argent et, plus globalement, d'inclusion financière en vue du développement.

Ces actions pourraient constituer un préalable pour tout projet d'investissement et permettre ainsi de faciliter la création d'emplois décents dans les bassins migratoires.

3.2 Le contexte et l'objectif de la mise en place du programme

L'objectif général du processus d'éducation financière des migrants d'Afrique de l'Ouest et de leur famille mis en place par le BIT Migrant est de les former à la finance familiale et à la finance spécifique à la migration. Pour y parvenir, le processus a deux objectifs spécifiques: créer des outils d'éducation financière adaptés aux contextes locaux, et mettre en place un mécanisme efficace de diffusion de ces outils.

Dans cette perspective, et pour répondre à différents diagnostics réalisés, le BIT Migrant a souhaité compléter les boîtes à outils Migration Sénégal-Europe par d'autres outils de communication relatifs à l'éducation financière.

1. *Marché des transferts d'argent au Sénégal et intermédiation financière*, Manuel Orozco dir. (2010) ; *Comportements financiers des migrants sénégalais*. INAFI international (2011).



Les résultats des études au Sénégal : un long chemin vers l'inclusion financière

Au Sénégal des diagnostics ont été faits sur la base de deux études réalisées pour le projet. Les conclusions issues de ces études ont révélé que les migrants sénégalais et leur famille utilisent les services financiers, notamment des transferts de fond. Cependant seuls 31% des personnes interrogées en 2010 ont déclaré avoir une quelconque relation formelle avec une institution financière. Plus de la moitié des récipiendaires de transferts (58%) ont une forme d'épargne qui se traduit en un stock important de liquidités.

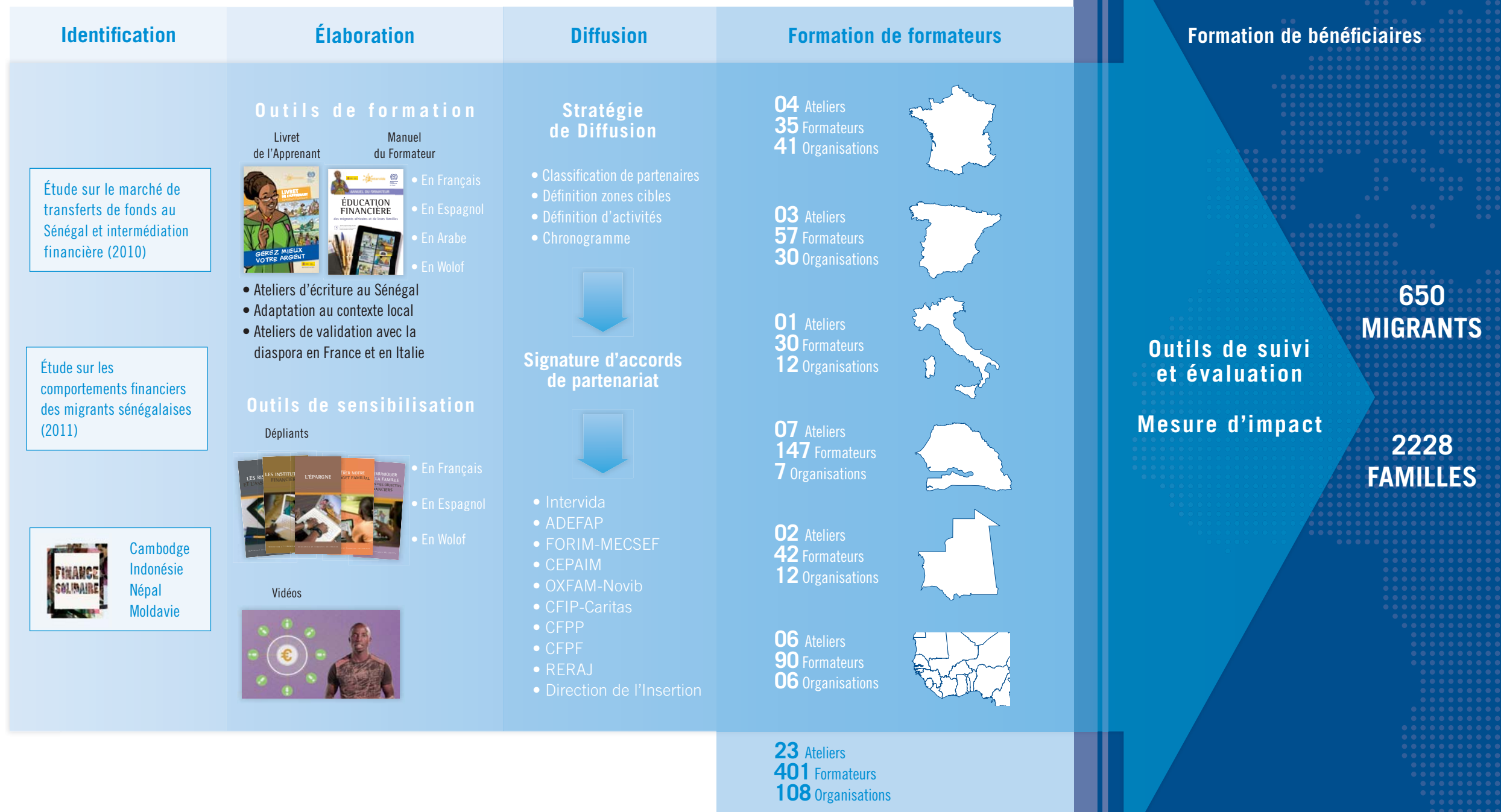
L'ÉDUCATION FINANCIÈRE EN QUELQUES CHIFFRES DANS LE PROJET MIGRANT

	FORMATION DE FORMATEURS	FORMATEURS	ORGANISATIONS FORMÉES	BÉNÉFICIAIRES
Sénégal	7	147	7	1050
Mauritanie	2	42	12	1178
France	4	35	41	0
Espagne	3	57	30	650
Italie	1	30	12	0
Autres pays Afrique	6	90	6	0
TOTAL	23	401	108	2878

S'appuyant sur l'expérience du BIT en matière d'éducation financière auprès des migrants et de leurs familles (Cambodge, Indonésie, Moldavie, Népal, etc.) à travers son programme « Finance Solidaire », Le BIT Migrant a adapté au contexte de la migration sénégalaise des outils existant déjà. Ce processus a ensuite été reproduit dans d'autres pays de la sous-région. En outre, une méthodologie de diffusion a été définie avec les acteurs locaux.

3.3 L'élaboration des outils d'éducation financière

FORMATION À LA FINANCE FAMILIALE ET À LA FINANCE À LA MIGRATION



Les processus d'élaboration des outils d'éducation financière des migrants au Sénégal et en Mauritanie se sont déroulés de manière participative (représentants des institutions publiques, des banques et institutions de micro-finance, des syndicats, des ONG et associations actives dans ce domaine, des représentants de la diaspora sénégalaise d'Espagne, de France et d'Italie, associations de jeunes), avec un leadership institutionnel assuré pendant plus d'un an par le Ministère des Sénégalais de l'extérieur d'une part et le Ministère de l'Emploi et des Nouvelles Technologies de la Mauritanie d'autre part.

L'implication de la diaspora ouest africaine en Europe, et plus particulièrement celle des Sénégalais, a permis la démultiplication de ces outils en Espagne, en Italie et en France. De même, les partenariats avec les ONG, les syndicats européens et les plateformes d'appui aux migrants ont facilité leur diffusion en Europe. Les outils avaient également été testés auprès de Sénégalais de France, à Paris, et auprès de Sénégalais d'Italie, à Turin.

Au Sénégal, des outils ont été produits en langue nationale afin de faciliter l'accès à l'information aux personnes dont la maîtrise du français est plus approximative. Ainsi, les manuels de l'apprenant et des vidéos de sensibilisation concernant chacun des modules ont été élaborés en wolof, la langue nationale. Ils seront développés au courant de 2013 et 2014.

Un atelier d'écriture : le moment clef de la participation

L'adaptation des modules au contexte national est déterminée au cours des ateliers d'écriture qui permettent de présenter les différentes composantes de l'éducation financière et d'intégrer leurs particularités.

Objectifs :

- présenter en détail le module (en se basant sur l'exemple de référence),
- présenter les résultats de l'étude de comportements à ce sujet si nécessaire,
- définir de manière participative les contenus du module,
- définir la méthodologie de transmission à 3 niveaux (individuel, collectif et de masse)

Méthodologie du groupe de travail :

Le schéma pour la conduite et l'animation des travaux est le suivant :

- Chaque participant lit sa feuille individuelle type (variables : Titre session, objectifs, messages-clés, étapes, méthode et contenu de l'exercice, durée et approche modulaire)
- Chaque participant remplit une feuille de couleur par variables - 20 min

- Restitution en plénière et lecture des feuilles de couleur - 20 min
- Débat et adoption du texte final pour chaque variable - 1h30

Méthodologie de la rotation du groupe de travail :

- Présentation Power Point du module (fichier Excel complet et résumé) - 5 min
- Présentation des conclusions des études sur le thème du module - 5 min
- Restitution des travaux du groupe précédent - 10 min
- Débat en plénière sur chaque variable et enrichissement des conclusions du groupe

Organisation :

- les animateurs (un ou deux par groupe) interviennent pour dégager les enjeux qui s'attachent au thème traité, présenter les modules existants, rappeler les objectifs du travail de groupe et la méthodologie, fixer les règles de conduite ;
- les communications introductives (présentation du module, présentation de l'étude) suivront avec un timing précis à ne pas dépasser ;
- un rapporteur (faisant partie des participants) reste dans le groupe et ne tourne pas lors de la rotation.

La stratégie d'éducation financière comprend l'élaboration d'un certain nombre d'outils :

Le manuel du formateur (formation pour les migrants) sénégalais	Pour les migrants et leurs familles (formation pour les familles de migrants, élaborée en collaboration avec l'ONG espagnole Intervida)
Le manuel du formateur (formation pour les migrants) pour Afrique de l'ouest, en espagnol	Pour les migrants
Le livret de l'apprenant pour les migrants ouest africains, en espagnol	Version pour les migrants, en espagnol, à utiliser avec les migrants
Le livret de l'apprenant pour les migrants sénégalais	Le livret de l'apprenant pour les familles de migrants (élaboré en collaboration avec l'ONG espagnole Intervida).
Manuel du formateur pour les jeunes et les migrants en Mauritanie	Version arabe et français
Le livret de l'apprenant pour les jeunes et les migrants	Version arabe et français (en partenariat avec le Projet Emploi Productif des migrants en Mauritanie)
Des vidéos de sensibilisation	En français, espagnol et wolof

Ces outils permettent aux migrants/jeunes et à leurs familles d'acquérir des connaissances essentielles en matière de gestion financière familiale sur différentes thématiques : définition d'objectifs financiers, communication avec la famille, connaissance des principaux produits financiers (épargne et crédit), connaissance des institutions financières, transferts de fonds, assurances, etc.

Toutes ces informations complètent les informations fournies dans les boîtes à outils Migration Sénégal-Europe, sur la réinsertion au Sénégal et les possibilités de trouver un emploi ou d'investir au Sénégal.

LES VALIDATIONS

AUPRÈS DES BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

Un atelier à Paris pour consulter les Sénégalais de France (5-7 septembre 2011)

L'atelier de formation organisé conjointement par le BIT Migrant et la Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Sénégalais de France (MECSEF) sur « les outils d'éducation financière des migrants sénégalais et de leur famille, de réinsertion et d'investissement au Sénégal » a rassemblé des représentants d'associations de Sénégalais de France et d'autres diasporas ouest africaines, des membres de la MECSEF, des représentants du gouvernement sénégalais (Ministère des Sénégalais de l'Extérieur), des organisations de travailleurs (CFDT), des partenaires du secteur privé (La Poste, BOA, INAFI), des ONG (OXFAM, GRDR) et des représentants d'organismes de recherche (OCDE).

A travers une démarche largement participative souhaitée par le BIT Migrant, l'objectif de l'atelier était de valider l'approche en termes de contenu et de méthodologie des outils d'éducation financière et de réinsertion pour les migrants (messages clefs, personnages et histoires, méthodologie participative) et d'approfondir les partenariats de diffusion de ces outils en France. La diaspora sénégalaise de France a pu ainsi approuver directement les outils de communication (Guide de la réinsertion socio-professionnelle et de l'investissement au Sénégal - Mobilité Sénégal-France) et d'éducation financière.

Atelier de formation « L'éducation financière des migrants sénégalais en Italie et le Guide de la réinsertion socioprofessionnelle et de l'investissement au Sénégal » (12-14 décembre 2011) avec l'appui du CIF

30 leaders de la diaspora sénégalaise en Italie ont été formés auprès du CIF (Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail), partenaire technique et financier du projet BIT MIGRANT. La formation leur a permis de s'approprier les concepts de base de l'éducation financière et de valider le « Guide de la réinsertion socioprofessionnelle et de l'investissement au Sénégal. » qui leur est destiné en premier lieu.

En outre, une dynamique de structuration d'un réseau d'associations sénégalaises en Italie a été initiée grâce à la formation. Le processus entamé à Turin s'est poursuivi par la mise en place d'une coordination /consultation informelle entre les différents acteurs impliqués par les leaders associatifs sénégalais en Italie.

Suite à ce premier test, la MECSEF a inclus le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) dans le partenariat avec le BIT car elle a considéré que les outils d'éducation financière pouvaient être utiles à d'autres communautés migrantes et non pas uniquement la communauté sénégalaise.

3.4 La diffusion des outils

3.4.1 La formation de formateurs

La diffusion est assurée grâce à des accords de partenariat qui permettent aux organisations impliquées dans la thématique de démultiplier la formation auprès de leurs cibles. Ces organisations sont renforcées et formées pour assurer dans les plus courts délais la diffusion de ces matériaux à travers des formations de formateurs. Ces formations offrent la possibilité de rassembler les réactions des organisations sur le terrain et constituent des moments privilégiés pour créer des liens entre les partenaires impliqués dans l'accompagnement. Ce travail favorise également la création de réseaux qui assureront la pérennité du projet. Les organisations sont choisies en fonction de leurs capacités de terrain, leur engagement pour assurer la démultiplication et la mise à disposition de ressources propres pour les activités d'éducation financière.

Les objectifs de la formation de formateurs sont :

- Familiariser les participants avec les concepts clefs en éducation financière.
- Donner aux participants les connaissances et outils nécessaires pour organiser des séances de formation en éducation financière auprès des bénéficiaires.
- Formuler une stratégie de démultiplication du programme d'éducation financière.

A l'issue de la formation auprès des migrants, les participants ont été outillés pour :

- Aider les travailleurs et leurs familles à mieux gérer et faire prospérer leurs ressources financières.
- Favoriser la communication entre les migrants et leurs familles pour fixer des objectifs et des priorités en matière de gestion des revenus.
- Renforcer leurs aptitudes managériales, leurs compétences organisationnelles et leurs capacités en gestion d'argent.
- Améliorer leur connaissance en matière de planification de budget familial, de connaissance des services financiers disponibles et des institutions financières et de transferts d'argent.
- Informer suffisamment les migrants et leurs familles sur les produits et services financiers existants.
- Les renseigner sur l'utilisation des mécanismes formels et informels tels que l'épargne, les crédits, l'épargne de revenus supplémentaires ou leur investissement, etc.

- Amener les migrants et leurs familles, à gérer et à se protéger contre les risques et les renseigner sur l'utilisation des mécanismes des mutuelles et des assurances.

3.4.2 Le plan de diffusion, un dispositif indispensable

L'objectif du projet du BIT Migrant est de mettre en place une stratégie de diffusion efficace, c'est-à-dire pérenne. Cette pérennité se construit en associant étroitement les divers partenaires de diffusion et les travailleurs migrants et/ou leurs familles avec lesquels ils sont en relation, à travers un processus de sensibilisation et de formation. Ces partenariats durables avec le BIT constituent la pierre angulaire du processus de mise en œuvre du processus de démultiplication des formations directes en éducation financière et de la transmission des messages clefs grâce aux outils de support oraux et écrits.

a. Sensibilisation

Qu'est-ce que la sensibilisation ? : Informer et accompagner la cible dans la gestion de ses avoirs pour la rendre sensible aux contenus des outils d'éducation financière. La sensibilisation a pour vocation de former les migrants et leurs familles en répondant à leur demande d'informations. Concrètement, les migrants et leurs familles sauront élaborer un budget, faire des planifications budgétaires, connaîtront les produits et services financiers, etc.

A qui s'adresse-t-elle ? : Aux migrants, à leur famille, et au public en général.

Avec qui sera-t-elle développée ? : Principalement en étroite collaboration avec les médias, les associations, les ONGs, car ces dernières ont le mandat d'informer les familles dans le pays d'origine ainsi que les migrants dans les pays de destination. Elles doivent aussi jouer un rôle de « relais » dans la transmission de l'information. L'implication des institutions et des syndicats (en ce qu'ils côtoient les migrants quotidiennement) est également primordiale pour capitaliser les expériences et asseoir un mécanisme pérenne d'information.

Avec quels outils ? : Le contenu des différents outils de support oral (audio et vidéo) et écrits développés et prévus dans le plan de diffusion constituera l'élément moteur de la communication avec les migrants et les membres de leur famille.

Comment la sensibilisation sera-t-elle mise en œuvre ? : L'internet joue un rôle crucial car il rend l'information constamment disponible. Les messages clefs des outils doivent trouver une diffusion adéquate sur le net (le blog du BIT Migrant, les sites institutionnels ou les médias sociaux (Facebook, Twitter)). La variété des canaux de diffusion existants (forums d'exposition, campagnes de sensibilisation, presse) permettent de capter l'attention d'un public alphabétisé ; parallèlement, les radios communautaires, les podiums Rap éducatif, les tournées en voiture, les visites de proximité, les autorités religieuses, les leaders d'opinion, ou les associations locales atteignent une audience non alphabétisée (notamment les familles).

b. Formation

Qu'est-ce que la formation ? : C'est la transmission complète et correcte des contenus pédagogiques des outils auprès des migrants et de leur famille, afin de garantir un mécanisme durable d'information auprès d'un plus grand nombre de destinataires finaux. La mise en œuvre de la formation et la démultiplication dans la pratique quotidienne des partenaires de diffusion du BIT permet de maximiser l'impact des outils, d'optimiser leur valeur et d'offrir ainsi un service utile et pratique aux migrants et à leurs familles.

A qui s'adresse-t-elle ? : Aux formateurs, aux migrants et à leurs familles. Le processus de formation s'articule pour l'essentiel autour des animateurs mis à disposition par les partenaires (formations de formateurs) ; les animateurs ont ensuite pour mission de démultiplier la formation auprès des migrants et de leurs familles dans leurs zones d'intervention.

Avec qui sera-t-elle développée ? : En collaboration avec divers partenaires : les banques, les IMF, les sociétés d'assurances, les ONGs, la société civile et les Associations de migrants et de la diaspora sénégalaise en Espagne et en France, etc. Ces institutions sont en relation avec les migrants et leurs familles et disposent en outre de réseaux d'agents de terrain, qui constituent une garantie de viabilité des actions.

Activités de diffusion des boîtes à outils et des outils d'éducation financière

- Préparation et validation d'un plan de diffusion multi-acteur pour chacun des contextes qui intègre les migrants à la fois comme cibles et protagonistes du processus de diffusion
- Mise en réseau des parties impliquées
- Création d'un blog du projet BIT MIGRANT pour expliquer les différents volets du programme et permettre de télécharger les instruments élaborés (boîte à outils, outils d'éducation financière, manuel de l'employabilité, brochures, études préparatoires, etc.)
- Elaboration des messages-clefs extraits des modules d'éducation financière en français, en anglais et en langues nationales (wolof), vidéos et audios et leur diffusion
- Conception du livret de l'apprenant adapté pour chaque type de bénéficiaire
- **23** formations de formateurs avec des acteurs de la société civile (ONG, IMF, Syndicats)
- Plus de **3000** migrants, jeunes et familles seront formés à la fin 2013

Avec quels outils ? : Les contenus des différents modules (6) de formation et leur méthodologie formative réalisés par le BIT dans le cadre du projet.

Comment la formation sera-t-elle mise en œuvre ? : Grâce aux activités et ateliers de formation, le programme vise à aider les organisations partenaires à enseigner aux migrants et à leurs familles à mieux gérer leur argent. Il leur offre la possibilité d'acquérir des compétences pour apprendre à dépenser, budgétiser, épargner, emprunter et optimiser leurs ressources.

Les phases de la formation sont :

1. Formation de formateurs. Dispensée par le BIT aux organisations intéressées par la thématique.
2. Démultiplication. Dispensée par les partenaires et leurs animateurs formés, auprès de leur cible.

3.5 Synthèse par pays

La diffusion des outils d'éducation financière a lieu en parallèle dans quatre pays : l'Espagne, la France, le Sénégal et la Mauritanie.

ESPAGNE :

Pour permettre le renforcement des capacités des organisations partenaires ciblées, le BIT, en partenariat avec la Fondation CEPAIM, a organisé en Espagne trois (3) ateliers de formation de formateurs en éducation financière. Le premier à Barcelone, du 19 au 22 novembre 2012, dans les locaux d'EICA. Le deuxième à Madrid, du 26 au 29 novembre 2012, dans les locaux du Ministère espagnol de l'Emploi et de la Sécurité Sociale. Et le troisième à Séville, du 04 au 07 février 2013, dans les locaux de la Fondation Cajasol.

Les **57** participants (**18** à Barcelone, **23** à Madrid et **16** à Séville) ont été choisis par les partenaires en fonction de leur implication dans le domaine et de leur capacité à mettre en œuvre des actions de démultiplication et de transfert des connaissances apprises, auprès des bénéficiaires finaux.

Le but de ces ateliers est de former en amont des animateurs des partenaires de diffusion à la finance en vue de la démultiplication auprès des migrants en Espagne. Ces formateurs apportent des réponses pratiques à la demande d'informations et d'orientation de son public cible.

Le BIT a signé un accord de partenariat avec la Fondation CEPAIM pour la mise en œuvre des activités de diffusion et de suivi en éducation financière. Environ **700** migrants seront formés en 2013 lors de la mise en œuvre de cette phase pilote. **51** migrants ont déjà bénéficié de ces formations.

Le BIT a formé le personnel de CEPAIM pour appuyer les organisations formées à préparer, planifier et mettre en place les séances de démultiplication parmi leurs cibles.



Cepaim, un acteur clef dans l'accompagnement des migrants s'engage dans l'éducation financière

CEPAIM est une plateforme d'accompagnement disposant de dizaines de centres dans différentes provinces espagnoles, et particulièrement dans des zones à forte concentration de migrants ouest africains. Elle a travaillé et assuré la diffusion des outils auprès des migrants en Espagne et se coordonne avec les autres organisations impliquées tels que les syndicats (Union Générale des Travailleurs (UGT) et les Commissions Ouvrières (CCOO), Croix Rouge, Accem, etc.)

Elle a été impliquée dans toutes les phases du projet et assure la continuité des activités après la clôture officielle du projet migrant. Dans la phase pilote de diffusion, **650** migrants vont être formés en éducation financière par les formateurs formés dans les trois zones cibles (Barcelone, Madrid, Séville).



Une synergie trouvée avec la Fundación Cajasol (Caisse d'épargne et crédit)

Le département de volontariat de la fondation (2 personnes ont participé à la formation de formateurs à Séville), qui travaille notamment avec le personnel retraité de l'institution, a montré sa volonté de collaborer avec les autres organisations formées par le BIT (CC.OO. ; MPDL, ATA, Association VIDA, Association Sevilla Acoge, Caritas) afin de mettre à disposition ses ressources humaines (très expérimentées dans le milieu financier) et matérielles (salles de réunion, etc.). Pour la Fundación Cajasol, l'éducation financière est une ligne prioritaire en train d'être exploitée

Des outils de planification, suivi et évaluation (cf annexes) ont été élaborés et mis à disposition de CEPAIM pour la phase de démultiplication. CEPAIM, en qualité de partenaire de diffusion principal en Espagne, sera chargé, après la finalisation du projet, de mettre en place des séances de démultiplication directe, et d'assurer le suivi auprès des autres organisations formées.

FRANCE

Les activités d'éducation financière en France ont été initiées en septembre 2011 avec les communautés sénégalaises pour s'étendre progressivement à d'autres migrants et diasporas (espagnole et italienne). Les partenaires formés assureront, d'ici la fin de l'année 2013, une large diffusion auprès des organisations migrantes.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU NOMBRE DE PERSONNES FORMÉES EN FRANCE

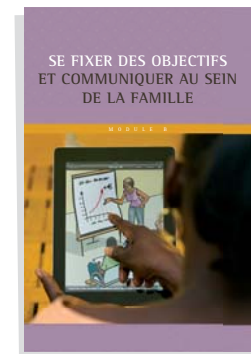
INSTITUTION DE DIFFUSION	NOMBRE DE PERSONNES FORMÉES
Atelier de partage MECSEF	29 (17 femmes et 12 hommes)
Formation de formateurs FORIM 1	14 (7 femmes et 7 hommes)
Formation de formateurs FORIM 2	8 personnes (1 femme et 7 hommes)
Formation de formateurs FORIM 3	16 personnes (6 femmes et 10 hommes)
TOTAL	67 personnes (31 femmes, 36 hommes)

SENEGAL

Deux zones pilotes ont été identifiées pour développer les activités d'éducation financière : Louga, et la Banlieue de Dakar, comme étant des zones majeures de migration. Louga est, depuis les années 60, une zone de migration vers la France initialement, puis vers d'autres pays de destination, en particulier l'Italie. Les transferts d'argent constituent le principal revenu de cette région.

Dakar est devenu une plateforme de migration de nombreux Sénégalais qui arrivent des régions les plus appauvries pour se lancer vers les circuits de la migration définitive. La région de Dakar est également un pôle prioritaire des investissements des migrants.

Plusieurs acteurs (l'ONG Intervida, la mutuelle ADEFAP) ont participé à la formation de près de 1500 bénéficiaires entre 2012 et 2013. Ce processus de déploiement continuera après la fin du projet. Plusieurs des organisations partenaires incluent d'ores et déjà l'éducation financière comme un élément de renforcement pour leurs projets à venir.



Un nouveau projet des partenaires pour assurer la diffusion des modules en France

Le FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations) et la MECSEF (Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Sénégalais de France) ont formulé au deuxième semestre 2012, un projet de renforcement des capacités des associations de migrants, financé par l'AFD (Agence Française de Développement). Ce projet assure la continuité des activités d'éducation financière auprès de la Diaspora en France au-delà de la durée du projet.

L'objectif est de maximiser l'utilisation des outils développés par le BIT et de capitaliser le travail effectué en éducation financière pour favoriser l'inclusion financière des migrants en France et inclure les communautés sénégalaises et ouest africaines (en particulier les maliens de France). L'accueil de ces communautés permet de constater la pertinence des démarches de formulation et de diffusion.

Le FORIM a été associé à cette démarche depuis l'atelier de création et de formulation. L'organisation est une plateforme nationale qui réunit des organisations travaillant avec les multiples diasporas présentes en France et engagées dans des actions de développement pour constituer un réseau avec d'autres partenaires européens pour la migration et le développement.

MAURITANIE

Le partenariat avec le projet « Contribuer à la création d'emploi productif et décent pour les jeunes en Mauritanie » mis en place par le BIT en Mauritanie a permis d'adapter le travail en éducation financière effectué au Sénégal, en Mauritanie. Des manuels adaptés aussi bien aux jeunes qu'aux populations migrantes dans ce pays sont disponibles en format web (finalisation de la mise en page et impression en cours) et 6 partenariats (Direction de l'Insertion; le Centre Guide pour la migration de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM); le Réseau régional des associations des jeunes (RERAJ); le Centre de formation et d'insertion professionnelle CARITAS; le Centre de formation pour la promotion féminine (CFPF); le Centre de formation et de perfectionnement professionnels (CFPP)) ont permis d'atteindre plus de 1000 jeunes. Ce travail s'inscrit dans les stratégies du gouvernement mauritanien, notamment la mise en œuvre des Stratégies de la micro-finance et du secteur financier.

Des formations de formateurs continueront tout au long de l'année 2013 grâce aux partenariats internes au BIT et l'implication de nombreuses organisations syndicales et de la société civile. Elles permettront d'atteindre des populations mauritaniennes et migrantes dans les zones de Nouakchott et à l'intérieur, dans la vallée du fleuve Sénégal. Ces deux zones représentent les principaux points de processus de migration interne et supportent un fort taux de sous-emploi des jeunes. Cette stratégie de formation s'inscrit dans le processus de développement d'activités de renforcement de compétences pour améliorer la capacité de résilience de ces populations précaires.

PARTENARIAT BIT-FAO

La FAO Mauritanie développe un projet «Champs Écoles Producteurs» (CEP) dans la vallée du Fleuve Sénégal. Ce projet est notamment basé sur la formation des agricultrices et agriculteurs bénéficiaires, en particulier en matière de commercialisation et qualité. Dans ce contexte, les outils d'éducation financière créés par le BIT en Mauritanie peuvent être particulièrement utiles à ces populations, jeunes ruraux pour la plupart. Suite à des rencontres techniques bilatérales entre la FAO et le BIT, deux formateurs de la FAO ont participé en décembre 2012 à une formation de formateurs en arabe en éducation financière des jeunes, organisée par le BIT. Par la suite, en janvier 2013, une rencontre de l'équipe du BIT en Mauritanie avec la Représentante de la FAO en Mauritanie a permis de confirmer la volonté de collaborer sur cette question. Un protocole d'accord entre les deux institutions est en cours de préparation.

Enfin, au niveau régional, la collaboration FAO-BIT en Mauritanie a été présentée à Ouagadougou en février 2013 lors de l'atelier annuel du projet CEP, projet présent dans de nombreux pays de la sous-région. Le siège de la FAO à Rome suit avec attention l'expérience pilote d'éducation financière des jeunes ruraux qui sera mise en place en Mauritanie pour une éventuelle adaptation des outils et extension à d'autres pays.

3.6 Perspectives et mesures d'impact

Le travail effectué par le BIT Migrant en Mauritanie a permis de partager la méthodologie avec les partenaires marocains de la FIIAPP, en particulier le Ministère des Ressortissants à l'Étranger, dans le cadre de leur projet intitulé « Appui et conseil aux administrations Publiques africaines responsables des initiatives sur la Migration et le développement dans la route migratoire d'Afrique de l'ouest » visant à faciliter la réinsertion dans ce pays pour les jeunes en partenariat avec le programme pour l'emploi des jeunes du Sénégal. Un processus d'adaptation est en cours sous la tutelle des départements Finances Solidaires et Migrant.

Les migrants italiens pourront bénéficier du travail réalisé.

Mesures d'impact

Un système d'évaluation s'avère incontournable pour connaître les impacts obtenus grâce à la formation en matière de finance personnelle et familiale de la cible : il permet d'améliorer la qualité de la formation, de réorienter les actions de formation si nécessaire, et de tirer des statistiques et d'avoir des résultats généraux.

Dans cette perspective, des outils de suivi et évaluation ont été élaborés dans le cadre du projet. Ces outils sont mis à disposition des partenaires de diffusion des séances de démultiplication en éducation financière afin d'évaluer cinq grands objectifs :

- Le comportement financier des bénéficiaires avant la formation (ex-ante)
- La prestation du formateur lors de la séance
- La qualité de la formation donnée
- Les connaissances acquises par les bénéficiaires après la formation
- Le changement comportemental des bénéficiaires à long terme

Des outils spécifiques pour chaque type d'objectif ont été développés :

OBJECTIF	OUTIL	À QUOI SERT ?	CONSISTE À	QUI L'UTILISE ?	QUAND ?
Le comportement financier des bénéficiaires avant la formation	Questionnaire d'Analyse de besoins	Pour connaître les besoins de formation des bénéficiaires Pour déterminer quelles séances du Manuel sont les plus appropriés pour les bénéficiaires	Au moins une question clé pour chaque séance de formation (22 séances)	Formateurs	Avant démarrer les séances de formation
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel		
La prestation du formateur	Fiche de visite-surprise	Pour assurer que les formateurs mettent en place des séances de formation avec les critères de qualité attendus par le Programme	10 critères à évaluer de 1 à 5 (clarté exposé, modération, gestion du groupe, promotion participation, etc.)	Superviseur	Jour de la visite surprise ou prévue
Des outils de suivi sont disponibles	Formulaire d'évaluation	Pour connaître l'opinion des bénéficiaires sur la formation reçue	10 questions pour évaluer la qualité de la prestation de l'animateur et l'organisation générale de la formation	Bénéficiaires	Fin de la formation
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel	Formateurs	
Des outils de suivi sont disponibles	Fiches Test Séance	Pour connaître les connaissances acquises à la fin de chaque session	90 questions, divisées par séances	Bénéficiaires	Fin de chaque séance de formation
	Corrigé Test Séance	Pour faciliter le travail de correction aux formateurs	90 questions, divisées par séances, avec la réponse correcte	Formateurs	
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel	Formateurs	
	Fiche Test Final	Pour connaître les connaissances acquises à la fin de la formation	20 questions générales	Bénéficiaires	
	Corrigé Test Final	Pour faciliter le travail de correction aux formateurs	20 questions générales, avec la réponse correcte	Formateurs	
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel	Formateurs	
Le changement comportemental à long terme	À développer	Pour noter les changements comportementaux (positifs, négatifs ou neutres) grâce à la formation et à l'application des connaissances acquises	Formulaire ou entretien semi-structuré	Formateurs ou équipe externe	Quelques mois après la fin de la formation

PARTIE IV - CANALISER LES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS

ET CRÉER DES OPPORTUNITÉS DURABLES DANS LES BASSINS MIGRATOIRES

4.1 Les emplois verts et le développement local

Selon la définition de l'OIT, les emplois verts sont ceux qui « contribuent à réduire l'impact néfaste sur l'environnement et aboutissent à des entreprises et des économies durables du point de vue environnemental, économique et social ». Ces emplois sont devenus l'emblème de la nouvelle économie verte, laquelle met l'accent sur la société, la nature et l'économie, pour répondre aux défis du développement.

Le BIT Migrant et les emplois verts : reverdir l'économie en Afrique Subsaharienne

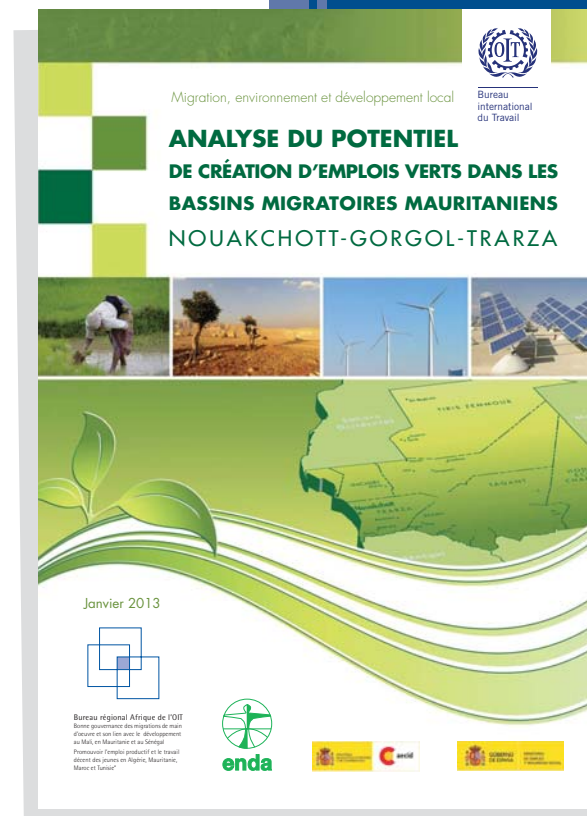
Compte tenu de l'existence d'un lien indissociable entre le phénomène de la migration et les enjeux liés à l'environnement (la dégradation des ressources naturelles, ainsi que la sécheresse et la variabilité climatique) dans le contexte sahélien notamment, le Projet a initié une réflexion autour de l'intégration entre les variables migration et environnement, au cœur des plans et politiques d'emploi sur le développement local.

Le BIT Migrant tend à favoriser la génération d'opportunités de filières porteuses pour les jeunes demandeurs d'emploi dans les bassins migratoires, et d'investissements individuels et collectifs pour les migrants dans leur région.

Le contexte et l'agenda du BIT Migrant pour les emplois verts

En juillet 2011, le BIT Migrant a commandé à l'ONG ENDA une étude prospective visant à établir les bases du dialogue sur la problématique. Le rapport, intitulé « Migration, environnement et développement local : Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis » a dressé un état des lieux du sujet, en répondant notamment à des questions clés telles que : l'identification des secteurs potentiels créateurs d'emploi vert, les initiatives déjà existantes, les stratégies à mettre en place pour promouvoir la création d'emploi vert, le potentiel d'opportunités sur le marché du travail né de la relation entre la migration et l'environnement. Parallèlement, il s'agissait de réfléchir à la problématique de la canalisation des investissements des migrants vers des secteurs verts, tout en promouvant un développement local durable dans les bassins migratoires.

En optant pour une approche par filière centrée sur l'analyse de la chaîne de valeur (voir encadré), l'étude a permis en premier lieu d'identifier les secteurs porteurs (la biomasse, les foyers améliorés, l'énergie solaire photovoltaïque, les bâtiments, l'agriculture, la foresterie et les déchets, notamment) et, en deuxième lieu, leurs vulnérabilités et forces.



La chaîne de valeur décrit l'ensemble des activités nécessaires pour mener un produit ou un service de sa conception, à travers différentes phases de production (impliquant une succession de transformations physiques et d'utilisations de divers services), à sa distribution aux consommateurs finaux, puis à sa destruction après utilisation. Kaplinsky R. et Morris M., Handbook for value chain research, IDRC, 2000, p. 113.

Pour promouvoir le développement de ces secteurs porteurs et y favoriser la création d'emploi, l'étude suggère le développement des modules de formation « verts » ; la mise en place des mécanismes de financement ; la sensibilisation des migrants aux opportunités créées grâce aux nouvelles filières ; la stabilisation d'un modèle de foyer amélioré standard (pour plus d'efficacité énergétique) ; le renforcement des filières de production et de commercialisation de céréales locales comme le fonio ; et la création et stabilisation d'un modèle de construction durable.

Ce travail s'inscrit dans un processus de recherche plus ambitieux, en deux étapes, et intitulé Migration, environnement et développement local. Dans un premier temps (phase I) il s'agissait d'analyser le potentiel de création d'emplois verts à grande échelle, au niveau national et sous-régional. A cet effet, deux études ont été menées :

- a)** Analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens
- b)** Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis.

La deuxième phase de la recherche visait à approfondir les secteurs identifiés dans la phase préalable en partant d'une approche sectorielle pour explorer les opportunités de création d'emploi et promotion du développement durable tout au long de la chaîne de valeur. Trois études (voir annexes) ont été lancées :

- a)** L'agriculture biologique au Sénégal, état des lieux et potentiel d'investissements dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local ;
- b)** Matériaux locaux et éco architecture au Sénégal, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local ; et
- c)** Matériaux locaux et éco architecture en Mauritanie, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local (en cours)

4.2 Partenaires

En juillet 2011, le BIT Migrant en collaboration avec le groupe Énergie et Environnement du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du PNUD et l'ONG ENDA TM, a organisé à Dakar un atelier intitulé « Migration, développement local et changement climatique » réunissant plus de 60 participants.

A l'issue de cet atelier, le BIT Migrant a conçu un plan d'action visant à promouvoir la création d'opportunités d'emplois verts et décentés dans les zones de bassins migratoires notamment, selon une approche multi niveau (recherche, éducation/formation, politique, cadre législatif, financement, sensibilisation/lobbying).

Parallèlement, en décembre 2011, le BIT Migrant a élaboré une cartographie visant à identifier les parties prenantes, les initiatives et les acteurs du secteur de l'économie verte au Sénégal.

De nombreuses rencontres bilatérales avec des experts, dans les domaines porteurs (l'agriculture raisonnée, la construction durable, les énergies renouvelables, la pêche, la gestion des ressources naturelles et les déchets) et des partenariats inter U.N. ont également été organisés pour guider le BIT Migrant dans la création d'emplois verts. Parallèlement, des ateliers thématiques sur la migration, le développement local et l'environnement, ont été montés pour lier ces variables à travers le concept de l'emploi vert et d'autres activités (voir annexes).

Le BIT Migrant a démarré un processus de mise en relation et de promotion d'un cadre de coopération pour créer des pôles de développement économique durables d'un point de vue environnemental entre la ville de Rivas-Vaciamadrid (en Espagne) et la commune de Diaobé-kabendou (au Sénégal).



La ville de Rivas-Vaciamadrid (en Espagne) et la commune de Diaobé-kabendou (au Sénégal) ont engagé un dialogue visant à établir entre elles des liens de coopération dans le cadre de l'économie verte. Grâce à l'appui du BIT et à l'engagement de l'Agence Régionale de Kolda (ARD Kolda), ces zones d'accueil et départ, évaluent actuellement les possibilités de collaborer et d'exploiter l'idée de pôles de développement économique durables du point de vue environnemental.

Rivas-Vaciamadrid est connue pour son leadership en matière d'application de politiques novatrices de développement durable. La Région de Kolda quant à elle a montré sa volonté de lier l'environnement au développement de la région. L'un des piliers de la Stratégie Régionale d'Aménagement du Territoire de Kolda (SRAT'37), signé en 2012, est d'ailleurs lié à l'économie verte.

4.3 Les emplois verts dans le domaine de l'assainissement dans une zone à forte propension migratoire

Dans le département de Pikine, l'un des quartiers les plus peuplés de Dakar au Sénégal, l'assainissement est un problème majeur, exacerbé par la poussée démographique vertigineuse. Les habitants de la zone sont donc confrontés à une situation sanitaire préoccupante du fait de l'insalubrité et de la stagnation permanente des eaux. Il est impératif d'accorder aux problèmes d'aménagement et d'assainissement plus d'attention que par le passé. La crise environnementale et sociale telle qu'observée aujourd'hui est l'aboutissement d'un long processus. Elle se développe de manière anarchique plus ou moins conformément à la logique selon laquelle l'occupation du sol précède la planification urbaine.

Par ailleurs, la prolifération des aménagements spontanés et insalubres est un indicateur pertinent de la marginalisation des impératifs de ville durable. C'est dans ce contexte de crise multidimensionnelles que le BIT et ENDA RUP ont souhaité répondre à une situation d'urgence dans un premier temps, et établir des partenariats pour renforcer la résilience des populations concernées dans un second temps.

CADRE RÉSUMÉ DES RÉSULTATS	
Nombre de structures touchées	320
Nombre de pays ciblés	3
Nombre d'actions de sensibilisation / diffusion	6
Nombre des études de recherche lancées	4
Nombre de personnes ressource impliquées	244
Nombre de personnes ayant reçu une séance de sensibilisation	455



CADRE RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS				
ACTIVITÉ	TYPE	PAYS	ACTEURS CIBLÉS	STRUCTURES TOUCHÉES
Emploi Vert et Développement local : Une nouvelle approche territoriale pour l'emploi et l'adaptation climatique	Séminaire / Atelier	Sénégal	47	42
Création d'un groupe thématique : initiative emplois verts et développement territorial	Réunion technique	Sénégal	10	6
Reverdir l'économie, discussion initiale vers un programme national pour la promotion des emplois verts dans le développement local de bassins migratoires	Séminaire / Atelier	Sénégal	31	18
Emplois verts dans le domaine de la construction de la construction durable: Promouvoir la création d'opportunités dans les bassins migratoires	Séminaire / Atelier	Sénégal	37	24
Emplois verts et génération d'opportunités dans le cadre de l'économie verte en Mauritanie	Séminaire / Atelier	Mauritanie	33	24
Emplois verts et génération d'opportunités dans le cadre de l'économie verte en Mauritanie	Séminaire / Atelier	Mauritanie	29	20
Emplois verts dans le domaine de l'agriculture biologique : promouvoir la création d'opportunités dans les bassins migratoires	Séminaire / Atelier	Sénégal	26	22
Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis. Migration, développement local et potentialités	Étude de recherche	Sénégal	43	36
Analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens	Étude de recherche	Mauritanie	83	37
Matériaux locaux et éco architecture au Sénégal, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local	Étude de recherche	Sénégal	42	27
Matériaux locaux et éco architecture en Mauritanie, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local	Étude de recherche	Mauritanie	36	22
L'agriculture biologique au Sénégal, état des lieux et potentiel d'investissements dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local.	Étude de recherche	Sénégal	38	48
TOTAL			455	320

4.4 Le BIT Migrant et la création et stabilisation des modèles de construction durable

Avec comme objectif global de réduire la pauvreté dans les milieux ruraux, le Projet s'est engagé dans la proposition et la systématisation d'un modèle de construction durable pour répondre aux problématiques du manque d'emploi et de logement.

Il s'agit ainsi d'un modèle de construction moins consommateur d'énergie, intensif en main d'œuvre (l'approche HIMO) et centré sur les matériaux locaux et les techniques de l'éco construction.

Dans cette perspective, un groupe de réflexion sur la construction durable a été constitué par des experts en la matière, lors de l'atelier « Migration, développement local et changement climatique », pour guider la réalisation d'une étude approfondie sur les contraintes et les potentiels du secteur. Cette étude a été commandée en 2011 par le BIT Migrant à une équipe d'architectes et urbanistes (voir annexes).

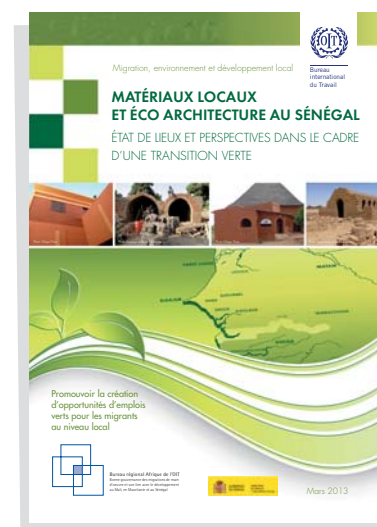
En se basant sur ses résultats, le BIT Migrant a posé les bases d'une réflexion pour la création et la stabilisation d'un modèle de construction durable au Sénégal d'une part, et pour étendre la réflexion en Mauritanie d'autre part. Pour ce deuxième pays, dans une logique de cohérence interne, un travail approfondi de recherche sur le potentiel de la filière est en cours (2013) en partenariat avec le « Programme Promouvoir l'emploi productif des jeunes » du BIT.

L'étude ciblant la Mauritanie a démontré que trois filières peuvent être structurées en Mauritanie: La pierre, l'argile et le Gypse. Dans un souci d'organisation de ces filières, quatre groupes cibles ont été distingués :

- Le groupe des décideurs
- Le groupe des concepteurs (Maîtrise d'ouvrage, ingénieurs, architectes, maîtrise d'œuvre....)
- Le groupe des bâtisseurs (la main d'œuvre)
- Le groupe des usagers (populations)

Pour améliorer les préjugés quant à la fiabilité, la viabilité et l'importance de prendre en compte les problèmes de l'environnement dans les constructions, des actions doivent être entreprises sur les 4 groupes cibles :

- Sensibiliser et communiquer sur les vertus de l'éco construction (à tous les niveaux)
- Adopter des plans de développement au niveau national et communal en incluant la construction de bâtiments publics en matériaux locaux, ce qui stimulerait d'une façon importante la demande et créerait des opportunités de formation, d'emplois pérennes;
- Edifier des édifices publics en matériaux locaux (écoles, centres de santé, marchés, logements publics, etc....) pour mieux sensibiliser les usagers (la population) ;



- Mise en place de chantier école pilote
- Investir dans la formation des cadres (techniciens supérieurs, ingénieurs) qui pourront par la suite devenir des porteurs de projet dans leurs milieux professionnels.
- Encourager les opérateurs privés qui s'investissent dans la valorisation des matériaux locaux, en leur accordant des garanties sur la solvabilité des usagers;

Parallèlement, un certain nombre d'objectifs en matière d'éco-matériaux ont été fixés pour remédier aux freins constatés pour leur développement en Mauritanie:

- Œuvrer pour une meilleure connaissance des propriétés des performances de ces éco-matériaux
- Financer la recherche et l'innovation sur les matériaux locaux pour une meilleure connaissance de leurs caractéristiques par le renforcement des compétences et le financement des structures existantes (laboratoire national, ISET)
- Travailler pour la normalisation de ces matériaux afin d'asseoir une confiance soutenue en ces matériaux tant au niveau des promoteurs et que des usagers
- Œuvrer pour une meilleure visibilité des professionnels
- Œuvrer pour une meilleure information des professionnels et pour une meilleure organisation des filières
- Aider les fabricants d'éco-matériaux dans leur développement.

4.5 L'adaptation du système de formation professionnelle aux nouvelles demandes de main d'œuvre pour les emplois verts

L'amélioration du système de formation professionnelle pour assurer une réponse plus adéquate à la demande de main d'œuvre des marchés de l'emploi nationaux et internationaux est le deuxième objectif spécifique du Projet.

Des études ont donc été initiées par le BIT Migrant et ont permis de constater l'inexistence ou la faiblesse de formation dans certains secteurs comme ceux des énergies renouvelables, de l'agriculture biologique et de la construction durable. Pour pallier ce manque, le BIT Migrant a proposé d'adapter des modules de formation articulés autour de ces trois secteurs, en partenariat avec l'Institut national de Promotion de la Formation technique et professionnelle (Inap-FTP) et la Direction de la Formation Professionnelle du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Education nationale, chargé de l'emploi, de la formation professionnelle et des technologies nouvelles de la Mauritanie.

Plus précisément, trois programmes de formation : en a) production agro écologique ; b) maçonnerie pierre et argile ; et c) réparation des équipements solaires et éoliens, ont été élaborés et validés d'une façon participative pour commencer au deuxième semestre de l'année 2013.



4.6 Mutualisation du travail dans la sous-région : le cas de la Mauritanie et du Mali

L'expérience acquise au Sénégal a permis au Projet d'entamer le même processus en Mauritanie. En décembre 2011, le BIT Migrant a mandaté l'ONG ENDA TM pour dresser un état des lieux des emplois verts dans le pays, c'est-à-dire cartographier les initiatives, identifier les acteurs, analyser les secteurs (contraintes et potentialités) et faire des prospections sur l'évolution éventuelle des secteurs porteurs d'emplois verts.

L'étude est actuellement en cours.

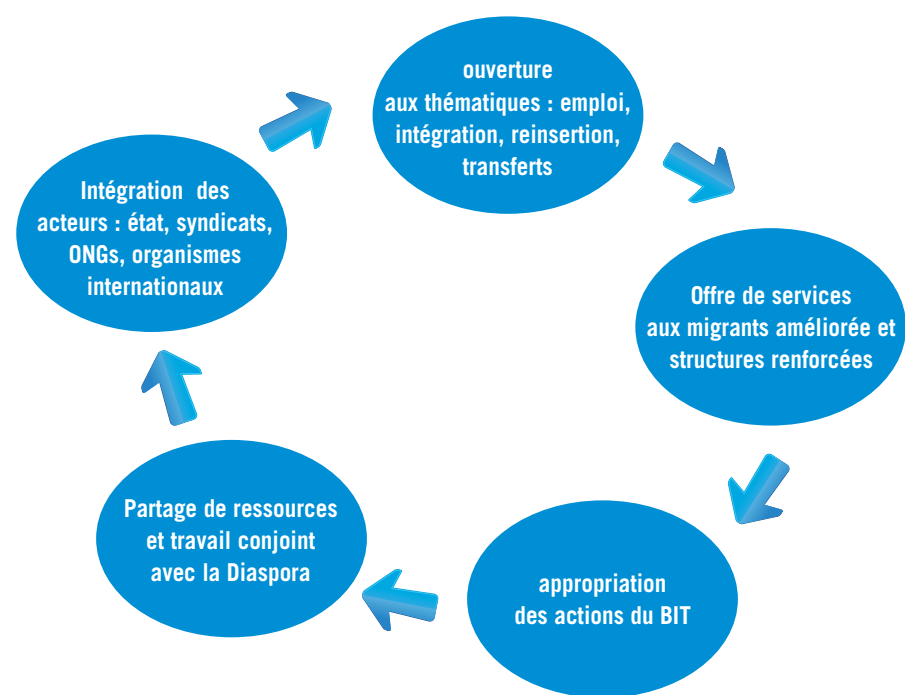
Parallèlement, au Mali, le BIT Migrant, s'appuyant sur l'étude « *Skills for green job in Mali* » élaborée par l'OIT en 2010 en collaboration avec le Centre d'Information et de Gestion des Migrations (CIGEM), avait proposé en décembre 2011 au CIGEM notamment, une série d'actions centrées sur la promotion de la sensibilisation et une réflexion autour de l'inclusion de l'économie verte dans les politiques nationales de développement et la migration, ainsi que des activités concrètes de création d'emploi dans la gestion des ressources forestières.

Néanmoins, l'instabilité politique du pays a freiné le suivi du travail et il a été décidé d'arrêter les activités.

PARTIE V

STRUCTURATION ET APPUI

AUX ORGANISATIONS DE LA DIASPORA



Le projet a choisi de renforcer les structures de la diaspora, parce qu'elles représentent une interface fondamentale pour atteindre les migrants. L'objectif de cette stratégie est de développer des actions durables qui permettront de faire des migrants et de leurs organisations les acteurs de la définition de leurs besoins et des schémas d'appui. En effet, le BIT, en accord avec ses principes de base et son mandat, favorise l'expression et l'identification des migrants avec ses stratégies afin de créer des liens de confiance et de collaboration, en gardant le partenariat avec les ministères en charge des migrants de l'extérieur.

Le projet a identifié les besoins des migrants afin de donner une réponse intégrée de l'ensemble de ses actions dans le domaine de l'emploi, l'inclusion financière, l'intégration et la réinsertion socioprofessionnelle.

Les conditions de vie et de travail des migrants étant directement affectées par la situation de crise actuelle, le travail de structuration a été d'autant plus nécessaire que de nombreux programmes de support aux migrants disparaissent, relayés par les associations qui jouent un rôle indispensable auprès des migrants. Les demandes d'accompagnement sont ainsi plus fréquentes et répondent à une précarité croissante des communautés.

La Mutuelle d'Épargne et Crédit des Sénégalais de France (MECSEF) est le partenaire principal du projet en France. Cette mutuelle anime des actions visant à faciliter l'épargne et l'accès au crédit des ressortissants sénégalais en France. Ces dernières années, elle a tissé des liens étroits avec les différentes associations de Sénégalais et avec les autorités en charge des Sénégalais de l'extérieur.

Cette mutuelle collabore aussi étroitement avec le Forim. Cette organisation constitue une plateforme de collaboration entre les différentes Diasporas, favorisant la diffusion des résultats du projet à d'autres communautés intéressées. Cette passerelle a également permis que de nombreuses associations bénéficient d'un support technique grâce aux ressources déployées initialement pour les pays couverts par le projet.

La Coordination des Associations de Sénégalais de Catalogne (CASC) regroupe 40 associations de Sénégalais opérant en Catalogne (où se trouve le plus grand nombre de Sénégalais en Espagne), assurant un quadrillage de toute la région. Les différentes associations des Sénégalais ont initié depuis quelques années un regroupement autour de la **Fondation des Emigrés Sénégalais**. Ce projet fédérateur a comme objectif de faire entendre la voix des Sénégalais partout dans le monde.

ÉTAPE	POURQUOI ?	COMMENT ?	QUI ?
Diagnostique des organisations de la diaspora et des besoins	Les structures s'organisent pour concrétiser un processus de coopération	Démarche de lancement de la FES et assemblée générale, réunions participatives, identification des personnes ressources clés d'interlocution	Associations en France (Mecsef, Forim), en Espagne (CASC)
Comprendre le contexte	La crise a réduit les ressources disponibles et demande une plus grande intégration des réponses aux besoins des migrants	Ouverture d'un canal permanent de dialogue avec les migrants pour diffuser et remonter des informations	Associations en France (Mecsef, Forim), en Espagne CASC, Associations en Italie
Appui	Le projet a appuyé des processus en cours initiés par les migrants et d'autres organisations	Formations des membres, implication dans le dialogue avec les Ministères, participation à leurs forums, soutien vis-à-vis des autorités	Fondation des Emigrés Sénégalais, Mecsef CASC, Conseil des Maliens de l'extérieur ; Syndicats des pays d'origine et de destination
Travail conjoint	La diaspora est l'acteur le plus légitime pour diffuser les informations à leurs partenaires et assurer l'appropriation des outils avant la fin du projet	Accords de partenariat de diffusion avec de nombreuses organisations, mobilisation de ressources locales avec d'autres acteurs telles que les mairies	FORIM, CASC, Italiens du Nord de l'Italie

5.1 Restructuration et renforcement des capacités des centres du réseau intersyndical et de la diaspora d'appui aux migrants dans les pays d'origine

Dans le cadre du projet « Bonne gouvernance des migrations de main d'œuvre et son lien avec le développement au Sénégal », **le BIT Migrant travaille depuis novembre 2010 au développement du réseau intersyndical et de la diaspora d'appui aux migrants.**

Tout au long du projet, il est apparu primordial de réfléchir à des moyens d'appuyer les jeunes et les migrants sénégalais dans leur insertion socio professionnelle. Par ailleurs, des demandes concrètes d'appui émanant des migrants et des associations ont permis de mieux viser les axes à privilégier pour répondre à ces demandes.

Dans ce contexte, trois besoins ont présidé à la création, à travers le pays, de structures d'accompagnement tout au long du cycle migratoire, selon une approche basée sur les droits des travailleurs:

- La nécessité d'orienter, de sensibiliser, d'informer les éventuels migrants vers l'Espagne et d'autres pays de destination
- La nécessité de former les jeunes et les migrants de retour en perspective de leur employabilité
- La nécessité de créer une synergie entre les acteurs intervenant dans la migration et d'avoir une plateforme de référence inclusive

Les objectifs du Réseau permettent d'y répondre :

- Garantir les droits des travailleurs migrants et de leurs familles
- Mobiliser des ressources et investissements des migrants qui améliorent les structures productives et sociales des localités d'origine, à travers l'élaboration d'initiatives concrètes de développement local et de co-développement.
- Stimuler la collaboration entre les différentes organisations impliquées, les administrations locales et le secteur privé.
- Favoriser l'emploi à travers la création d'entreprises d'économie sociale et l'auto-emploi.
- Optimiser le fonctionnement des ressources et services existants en développant les bases pour une meilleure coordination.

Face à ces exigences, **8 centres guides et d'orientation** visant à accompagner les jeunes et les migrants dans leur parcours socio professionnel ont été créés dans les zones de départ identifiées (Saint Louis, Dakar, la petite côte (Mbour), le Nord du Sénégal et la région Sud).

Cette initiative s'est inscrite dans un travail de structuration de la diaspora et de mise à disposition des migrants et des jeunes d'une offre améliorée de services de base dans des domaines concrets (insertion et employabilité, création d'entreprises, droits et obligations, investissement et inclusion financière, etc.), dont l'accès est favorisé grâce au réseau de centres guides.

L'objectif général des centres guides

Les centres guides et d'orientation ont alors pour objectif de contribuer aux processus migratoires et au développement local, en particulier dans les régions d'origine des migrants, à travers la participation des travailleurs migrants et de leurs organisations selon les principes définis par l'OIT. Les centres jouent également un rôle décisif dans la mobilisation de ressources de formation et de sensibilisation.

Ces centres ont été mis en place grâce aux accords de partenariats développés entre le BIT Migrant, les syndicats et la diaspora, pour fédérer leurs activités et devenir un système de référence et des acteurs efficaces dans la mise en œuvre des opérations de travail conjointes.

Initialement, le réseau était constitué de centres créés par les syndicats sénégalais (Confédération Nationale des Travailleurs Sénégalais -CNTS, Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal UNSAS et Union Démocratique des Travailleurs du Sénégal -UDTS) et espagnols (Commission Ouvrière -CCOO et Union Générale des Travailleurs -UGT), ainsi que par la diaspora dans diverses initiatives de développement tels que les Centres d'orientation et de développement de migrations (CODM). Actuellement, de nouvelles organisations syndicales et ONG ont rejoint le réseau, et les services publics de l'Etat participent aux réunions.

Par ailleurs, le réseau bénéficie de la collaboration d'un service d'animation (composé d'une vingtaine de membres) de l'ONG Intervida dans la banlieue dakaroise et à Joal, et du Service Public pour l'emploi présent à Thiès et à Kaolack.

L'organisation des centres

Le réseau dispose de 8 centres guides actifs répartis à travers le Sénégal et dans les zones suivantes : Dakar (CNTS, CODM, UNSAS), Mbour (CNTS), Kaolack (CNTS), Saint Louis (CNTS), Kolda (CODM), Matam (CODM).

Les centres disposent d'un service d'orientation dans chacune de leur localité qui est en lien avec les comités locaux (en particulier de la diaspora et des syndicats), les groupements de femmes, etc. Leur travail en étroite collaboration avec les entreprises et les autorités locales permet d'améliorer l'accès à l'emploi des jeunes dans leur région.

La vocation des centres est ainsi de :

- Orienter et former sur la question et informant
- Favoriser la création d'emploi à travers des initiatives d'économie sociale et d'auto-emploi

- Mobiliser les ressources et les investissements (en particulier les transferts d'argent des migrants)

5.2 L'appui du BIT Migrant à travers la dynamisation du réseau intersyndical et de la diaspora d'appui aux migrants

Le BIT Migrant s'est engagé à dynamiser le réseau de différentes manières (développement d'une synergie, appui à la restructuration et au déploiement des centres dans leur environnement, renforcement des capacités) de façon à adapter l'offre des centres aux besoins de leurs usagers et permettant ainsi :

- Une prise de conscience des signataires de la convention de partenariat de la nécessité de se regrouper
- De travailler pour une meilleure prise en compte des besoins des usagers des centres
- L'état des lieux des centres grâce à des visites de terrain (juin-juillet 2011) qui a permis d'évaluer les activités dans chacune des localités et de déterminer des actions visant à renforcer les volets « insertion » et « employabilité » pour assurer la pérennité des centres.
- L'organisation d'ateliers pour, d'une part, partager des documents relatifs au fonctionnement et à l'action du réseau intersyndical et de la diaspora, et d'autre part pour renforcer les capacités des membres du réseau.

Pour parfaire la dynamisation, le BIT s'est appuyé sur la collaboration d'un membre de la diaspora ayant dirigé la coordination des associations de Sénégalais de Catalogne de retour au Sénégal. Cette expérience associative et de migration a permis de capitaliser le rôle de la diaspora comme moteur du développement local.

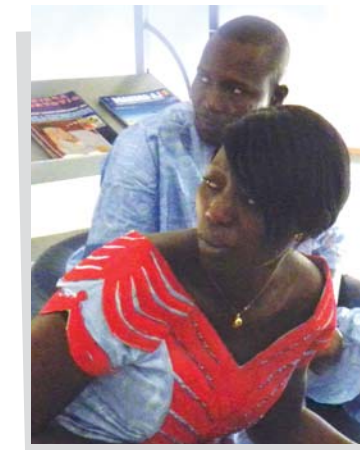
Le processus de dynamisation suppose de créer une synergie au sein du réseau pour que chaque acteur sache quel est son rôle, et quand, comment et avec qui le jouer.

Cette synergie s'est installée grâce à la mise en place d'un plan d'action qui a commencé à être déroulé (2013), et d'un organe de coordination doté de règles de fonctionnement dans lesquelles les différentes structures se retrouvent.

Les objectifs du plan d'action

Un certain nombre de règles indispensables au fonctionnement efficace du réseau ont été proposées à l'appréciation des différents acteurs signataires de la convention de partenariat et validées en novembre 2011 par les responsables des centres, les centrales syndicales espagnoles comme bailleurs de fonds, et les responsables des Services Publics pour l'emploi. De nouvelles organisations ont rejoint le réseau, en particulier de nouveaux syndicats et les Services Publics pour l'Emploi

L'utilité de la dynamisation du réseau est concrétisée par son appropriation des outils techniques mis en place par le BIT.



Quel est l'objectif du « coaching » de la technicienne du centre de Mbour ?

Le « coaching » a pour but de renforcer les capacités de la technicienne du centre de Mbour dans son métier de conseillère en matière d'employabilité et d'insertion, et au-delà, de redéployer le centre dans son rôle de facilitateur de l'insertion, de la formation et de l'accompagnement des jeunes.

Comment faire le « coaching » d'une conseillère en orientation ?

Le BIT Migrant a mis à disposition du centre une experte en employabilité et en développement local, qui, en collaboration avec le dynamiseur du réseau, a établi un programme de formation et accompagné pendant une semaine de travail ordinaire la technicienne du centre dans ses tâches quotidiennes.

Des activités telles que : planifier sa semaine de travail, réaliser la cartographie locale des acteurs de l'insertion, alimenter une base de données locale, collecter des informations par téléphone, sites internet, connaître l'actualité, prospecter auprès des entreprises, faire des entretiens de diagnostic, de suivi, des entretiens approfondis, etc. ont été réalisées en binôme. Des outils pédagogiques (fiches de travail pour élaborer une cartographie locale et un système de suivi, questionnaires, etc.) ont été proposés afin que la technicienne se les approprie et les réutilise dans sa pratique professionnelle quotidienne.

A la suite de cette première semaine, un plan de travail avec des objectifs atteignables concernant le nombre de visites sur le terrain, l'accès à la formation, et l'insertion a été validé. Un suivi hebdomadaire et une visite de retour sur expérience ont permis de mesurer les changements dans la pratique de la technicienne pour atteindre ces objectifs.

La restructuration des centres guides par un déploiement dans leur environnement

Grâce à des actions tendant à renforcer la visibilité des centres dans leur environnement (rencontres avec les associations sportives et culturelles, communication via les radios communautaires, organisation de débats, etc.), les centres guides parviennent à nouer des partenariats (avec les écoles de formation, les entreprises de la région, les groupements de femmes, les services déconcentrés de l'Etat (inspection d'académie, etc.) qui contribuent largement à améliorer leur connaissance du maillage des acteurs de l'emploi dans la région et bénéficient directement à leurs usagers.

La restructuration des centres vise à renforcer leur rôle de facilitateur de l'insertion, de la formation et de l'accompagnement des jeunes, et permet ainsi aux conseillers en orientation d'améliorer les parcours de formation et l'employabilité.

Dans ce cadre, le BIT Migrant a favorisé l'amélioration des moyens et connaissances mis à la disposition des techniciens des centres en soutenant le processus **d'identification appropriée des cibles et la réalisation d'une cartographie réaliste des différents acteurs de l'emploi dans la région.**

Renforcement des capacités des formateurs des centres guides

Les centres guides permettent d'accompagner leurs bénéficiaires qui peuvent être des migrants de retour, des jeunes et/ou des potentiels migrants qui cherchent une formation, un emploi ou un financement pour mettre en place une activité génératrice de revenu.

La dynamisation du réseau a nécessité un renforcement de capacités de celles et ceux qui ont en charge la gestion des centres guides en permettant aux techniciens et techniciennes des centres guides de disposer de moyens (visites sur le terrain, entretiens téléphoniques, questionnaires, etc.) et de connaissances additionnels pour répondre de manière efficiente aux besoins de leurs usagers.

Dans cette optique, le BIT Migrant a décidé de déployer une phase test dans le centre guide de la CNTS de Mbour et d'initier des « coaching » des techniciens des centres grâce à un suivi personnalisé.

Le processus de « coaching » de la technicienne du centre guide de Mbour s'est prolongé par un suivi des actions entreprises au niveau local et par la création d'un espace de partage de son expérience en matière d'employabilité avec le reste du réseau dans le cadre d'un atelier de formation en orientation professionnelle.

Les perspectives du réseau :

Compte tenu des dynamiques migratoires entre la Mauritanie et le Sénégal, le réseau a initié une collaboration avec le centre guide de la Mauritanie, s'inscrivant ainsi dans une dimension régionale. Ce centre guide de l'Union Générale des Travailleurs de Mauritanie (UGTM) a été appuyé par le syndicat espagnol UGT et a un mandat similaire aux centres du Sénégal. Le prochain « coaching » aura lieu à Saint Louis, autre zone de départ d'émigrés vers l'Espagne, compte tenu de la motivation de la technicienne en orientation.

Démultiplication des formations des usagers des centres guides.

Mise en place des formations GERME (Gérer Mieux mon Entreprise), Employabilité et Éducation Financière

Il s'est agi pour le BIT Migrant, en collaboration avec les centres guides, d'accompagner la formation des techniciennes et techniciens des centres (coaching) pour que ceux qui ont bénéficié d'une formation puissent former à leur tour (démultiplication).

Un tel procédé permet aux chercheurs d'emploi (emploi salarié) et à ceux qui cherchent à mettre en place leur propre structure (auto-emploi) d'avoir des connaissances qui leur permettent :

- D'améliorer leur employabilité
- De trouver leurs idées d'entreprise (TRIE)
- De créer leur entreprise (CREE)
- De gérer mieux leur entreprise (GERME)

Le BIT a appuyé et favorisé la reconnaissance du réseau. Par ailleurs en 2012, le réseau a débuté et réussi son autonomisation. Ce processus a permis de réaliser des activités d'éducation financière et d'employabilité au-delà de la collaboration avec le BIT.


- Formalisation du Réseau : le réseau devra se doter rapidement d'un statut d'association (bureau provisoire, siège, etc.) ;
- Plan d'action du Réseau : Pour une bonne gestion du calendrier des activités, il est prévu d'élaborer un plan d'action pour le Réseau (activités communes) ;
- Plan de Communication : un plan de communication devra également être mis en place notamment pour renforcer la visibilité du réseau (Site du Réseau et Newsletter, mailing, etc.) ;
- Renforcer et Favoriser le partenariat entre les structures membres du Réseau et les autres institutions travaillant dans les domaines de la migration, de l'employabilité/insertion, de l'éducation financière, etc.
- Renforcement des capacités des Techniciens.

Le réseau en quelques chiffres :

- 10** organisations partenaires
- 20** actions formatives en appui du travail de l'OIT
- 8** centres présents dans les principaux bassins migratoires dans deux pays
- 8000** bénéficiaires directs ciblés dans ces zones d'intervention
- 20** collaborateurs actifs dans ces zones
- 400** jeunes et migrants de retour formés depuis 2012

ANNEXE 1


DOCUMENT DE CAPITALISATION

Photo	
Titre des produits	Outils d'éducation financière pour leurs migrants et leurs familles : <ul style="list-style-type: none"> • Version pour les migrants sénégalais : français+espagnol • Version pour les familles au Sénégal : français+wolof • Version pour les jeunes de Mauritanie : français+arabe • Version Afrique de l'Ouest : français
Pays impliqués	Sénégal, Mauritanie, France, Espagne, Italie
Composantes des produits	<ul style="list-style-type: none"> • Manuel du Formateur (6 modules) • Livret de l'apprenant
Portage institutionnel	<p>Sénégal : Ministère des Sénégalais de l'extérieur</p> <p>Mauritanie : Direction de l'Insertion</p> <p>France : Mutuelle d'épargne et de crédit des sénégalais de France et le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issu des Migrations</p> <p>Italie : ITC/ILO</p> <p>Espagne : syndicats (CCOO et UGT) et organisation d'accompagnement des migrants notamment CEPAIM.</p>
Définition/Concept	L'éducation financière consiste en des actions visant à améliorer la capacité des individus à faire des choix et à prendre des décisions efficaces sur l'utilisation et la gestion de leur argent.
Antécédents, contexte	L'idée de compléter les boîtes à outils Migration par d'autres outils de communication relatifs à l'éducation financière est apparue comme réponse à une forte demande des migrants, demande confirmée par deux études menées par l'INAFI (International Network of Alternative Financial Institutions) pour le compte du projet BIT/MIGRANT en 2010 et 2011 à propos des comportements financiers des migrants et de leurs besoins en termes d'éducation financière. Il s'agissait plus généralement de favoriser l'inclusion financière, les bonnes pratiques en matière de gestion des transferts d'argent et plus globalement, l'impact de la migration sur le développement des pays d'origine.

	<p>Le processus au Sénégal s'est basé sur l'expérience du BIT en éducation financière (nombre de manuels déjà développés en Asie, Europe), avec l'expertise technique du département spécialiste de ces questions à Genève (programme FINANCE SOLIDAIRE).</p> <p>Connaissant l'intérêt de la Mauritanie et du Mali pour l'éducation financière des jeunes, les deux pays ont été régulièrement informés, tout au long de l'année 2011, de l'avancée du processus sénégalais.</p>
Objectifs visés	<p>Former les migrants ouest-africains et leur famille à la finance familiale et à la finance spécifique à la migration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • grâce à la création d'outils d'éducation financière adaptés au contexte ouest-africain, • grâce à l'impulsion de mécanismes efficaces de diffusion de ces outils, • de manière complémentaire aux formations des guides sur la réinsertion socioprofessionnelle et l'investissement au Mali/Sénégal.
Bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> • Les migrants dans les pays de destination et leur famille au Sénégal • Les jeunes de Mauritanie (mauritaniens et migrants) • Le personnel des institutions partenaires (ONG, Centres de Formations Professionnelle, Institutions financières, Associations)... • Les animateurs des formations destinées aux migrants et à leur famille.
Partenaires associés dans l'élaboration	<p>Sénégal : Associations de migrants sénégalais, institutions financières (banques et institutions de micro finance), ONG, Radios communautaires, institutions publiques gouvernementales</p> <p>Mauritanie : Centres de Formation Professionnelles, Institutions gouvernementales mauritaniennes, institutions de micro finance, syndicats, ONG, Association des Jeunes de Mauritanie</p>
Processus d'élaboration	<p>Au Sénégal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étude sur le marché des transferts au Sénégal et atelier de restitution de l'étude (juillet 2010) • Étude d'INAFI sur les comportements financiers des migrants sénégalais et de leurs familles (septembre 2010-mars 2011) • Lecture et analyse des outils d'éducation financière existants et créés par le BIT Finances Solidaires (Moldavie, Indonésie, Cambodge, Népal, Pologne). • État des lieux de la question de l'éducation/inclusion financière au niveau du gouvernement sénégalais et de certains partenaires clés. • Identification et rencontre des structures sénégalaises pouvant faire partie du réseau de diffusion et rencontre des acteurs-clés du secteur. • Organisation d'une réunion de présentation du processus et de recueil des commentaires avec les acteurs non rencontrés de manière bilatérale. • Organisation d'un atelier d'écriture (4 jours) des outils avec les futurs membres du réseau de diffusion et rédaction des outils d'éducation financière à partir des recommandations de l'atelier d'écriture. • Mise en place d'un mécanisme de validation des outils par les groupes

	<p>de travail (réunions de validation et aller-retour sur les modules rédigés) : Organisation de 4 réunions de groupes. Test auprès des Sénégalais de France et des Sénégalais d'Italie après la finalisation des modules.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de la stratégie de diffusion. • Rédaction du livret de l'apprenant • Formation de formateurs. <p>En Mauritanie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lecture et analyse des outils d'éducation financière existants (Sénégal, Moldavie, Kenya, Indonésie/Cambodge). • État des lieux de la question de l'éducation/inclusion financière au niveau du gouvernement mauritanien (et éventuellement de certains partenaires clés). • Identification des structures mauritaniennes pouvant faire partie du réseau de diffusion et rencontre des acteurs-clés du secteur. • Établissement du partenariat avec la Direction de l'Insertion pour le portage institutionnel du projet d'éducation financière des migrants et co-organisation de l'ensemble des activités d'éducation financière. • Organisation de quatre réunions de présentation du processus et de recueil des commentaires avec des acteurs spécifiques (Ministère, partenaires sociaux, ONG espagnoles et réseau des jeunes de Nouakchott) • Organisation d'un atelier d'écriture (2 jours) des outils avec les futurs membres du réseau de diffusion. • Rédaction des outils d'éducation financière à partir des recommandations de l'atelier d'écriture. • Première formation de formateurs en français et validation des outils en intégrant les commentaires. • Début de diffusion auprès des jeunes de Mauritanie • Deuxième formation de formateurs en arabe
Partenaires associés dans la diffusion :	<ul style="list-style-type: none"> • Au Mali, partenariat avec le Centre d'Information et de Gestion des Migrations (CIGEM). • En Mauritanie avec le projet du BIT "Promotion de l'emploi des jeunes en Mauritanie" • Au Sénégal, collaboration avec l'ONG Intervida pour l'élaboration du manuel de formateur et du livret de l'apprenant. • En France avec la Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Sénégalais de France (MECSEF), • En Espagne avec l'ONG CEPAIM • En Italie à travers le Centre International de Formation de l'OIT (CIF-OIT).
Processus de diffusion:	<p>Sénégal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenariat avec Intervida 13 • Partenariat avec Oxfam : 110 formateurs formés dans 7 pays africains (PAMECAS, 20 personnels formés pour restitution à leurs clients) • voir avec Guite pour les autres partenariats. <p>Mauritanie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • formation de 15 formateurs en français et 15 en arabe • coaching de deux personnes mauritaniennes pour suivi • présentation des outils au système des Nations Unies et externes : ONG...

	<ul style="list-style-type: none"> • phase pilote de diffusion : - 3 accords de partenariat : CGTM, centre de formation professionnelle de Caritas, réseau des jeunes.
Difficultés rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> • Longueur dans la mise en place de partenariats soutenables pour la diffusion • Difficulté de démultiplication sans suivi du projet et parfois, appui technique pour les premières démultiplications. • Coût considérable de la publication des instruments (Manuel du formateur volumineux : près de 400 pages)
Résultats obtenus	<p>Mauritanie :</p> <p>320 jeunes membres des associations membres du RERAJ 23 jeunes formés (sortants du CFIP de Caritas en pépinières d'entreprise) 225 femmes formées (coopératives de quartiers défavorisés, femmes migrantes et femmes domestiques) à travers la CGTM</p> <p>France :</p> <p>Partenariat avec la MECSEF : test auprès de 20 membres de la MECSEF et validation des outils. Partenariat avec le FORIM : 90 formateurs formés. Le FORIM se charge de l'accompagnement à la démultiplication auprès des membres. Par la même occasion, confirmation de l'intérêt du Haut-Conseil des Maliens de France pour une adaptation des outils au cas du Mali.</p>
Personne ressource + contact	<p>Mauritanie :</p> <p>Khadijetou Mint El Boukhary <i>Responsable d'Education Financière au sein de la Direction de l'Insertion</i> khattou45@yahoo.fr</p> <p>Achraf Ouedraogo <i>Responsable International et Education financière au sein du Réseau Régional des Associations de Jeunes de Nouakchott (RERAJ)</i> achrafouedraogo@yahoo.fr</p> <p>Sénégal :</p> <p>Nguenare Mbdoj DIA <i>Directrice de l'appui à l'investissement des sénégalais de l'extérieur</i> nguenare@yahoo.fr</p> <p>Pauline Leonard <i>Consultante au BIT</i> leonard.pauline@gmail.com</p>

Photo	 <p style="text-align: center;">UN OUTIL EFFICACE POUR LES EMPLOYEURS</p> <p style="text-align: center;">LA BASE DE DONNÉES «ACCUEIL EMPLOI»</p>
Titre des produits	Accueil Emploi
Pays impliqués	Sénégal et Mali
Composantes des produits	Logiciel Accueil Emploi et Manuel d'utilisateur
Portage institutionnel	<p>Sénégal : Service de la Main d'Œuvre et Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes</p> <p>Mali : Agence Nationale pour l'Emploi et Agence pour l'Emploi des Jeunes</p>
Définition/Concept	Logiciel d'intermédiation de l'emploi qui a pour vocation d'être une base de données unique sur chaque marché de l'emploi (au Sénégal et au Mali).
Antécédents, contexte	<p>Une première expérience de base de données pour la migration de travail au Sénégal avait été développée par le projet pilote du BIT en 2008. Les services publics de l'emploi sénégalais ont sollicité que cette base de données puisse évoluer vers une base qui traite aussi bien les demandes internationales que nationales d'emplois pour tous les demandeurs d'emplois.</p> <p>Au Mali, plusieurs partenaires souhaitent appuyer le gouvernement malien dans la mise en place d'une base de données unifiée pour le marché de l'emploi international et national. Un consensus a été trouvé lors de plusieurs séminaires au tour de l'adaptation d'Accueil Emploi, déjà testé au Sénégal, aux réalités du Mali.</p>
Objectifs visés	<p>La base de données Accueil Emploi vise à:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inscrire et assurer le suivi des demandeurs d'emploi. • Inscrire les employeurs et gérer les relations de partenariat avec les employeurs. • Inscrire les offres d'emploi nationales et internationales et d'y répondre rapidement. • Rechercher les candidats correspondant aux critères des offres d'emploi. • Générer les CV des candidats et de les transmettre aux employeurs. • Générer des statistiques fiables et actualisées.

Bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> • Les services publics d'emploi du Mali et du Sénégal, notamment les conseillers en emploi. • Les demandeurs d'emploi au Mali et au Sénégal. • Les employeurs nationaux et internationaux au Mali et au Sénégal. • Les Services de Statistiques des deux pays.
Partenaires associés dans l'élaboration	<p>Institutions assurant le portage institutionnel au Sénégal et au Mali mais également différents acteurs clés tels que: les pays principaux de destination des migrants maliens et sénégalais (France, Italie, Espagne), les organisations d'employeurs, les syndicats...</p> <p>Une collaboration étroite a été développée avec le GIP International et le projet PGMP ("Partenariat pour la gestion des migrations professionnelles au Bénin, au Cameroun, au Mali, et au Sénégal").</p>
Processus d'élaboration	<ol style="list-style-type: none"> 1. Expression des besoins des services publics d'emploi et élaboration participative du cahier des charges 2. Conception, développement informatique et tests (internes auprès des utilisateurs en partenariat avec l'Agence de l'Informatique de l'État au Sénégal et l'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication au Mali, et externes par le biais d'une mission d'évaluation avant déploiement de Pôle Emploi France. 3. Accord de partenariat avec l'ADIE et AGETIC pour hébergement de la base à titre gratuit et création du site internet d'accès. 4. Déploiement, formation des utilisateurs et utilisation effective 5. Stratégie de promotion et de communication sur Accueil Emploi auprès de publics ciblés (demandeurs d'emploi, patronat national et international, pays de destination de la migration de main-d'œuvre...) 6. Élaboration d'un plan d'action de pérennisation de l'outil: création d'un Comité de Pilotage par décret ministériel, identification des améliorations à apporter dans la base.
Partenaires associés dans la diffusion	<ul style="list-style-type: none"> • GIP Inter et le Programme PGMP • OIM • OFII
Processus de diffusion	<p>Accueil Emploi a été présenté dans plusieurs pays, notamment à travers le PGMP. Le Bénin a décidé de l'adopter pour son marché de l'emploi national et international. Le Cameroun, disposant d'ores et déjà d'une base nationale, a intégré Accueil Emploi uniquement pour les offres internationales.</p> <p>Une présentation d'Accueil Emploi aux entreprises françaises de l'hôtellerie et de la restauration basées au Sénégal a été organisée en partenariat avec l'OFII en 2012.</p> <p>Dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Accueil Emploi est en cours de traduction en anglais et de déploiement sur le Ghana.</p> <p>En Mauritanie, la base de données sera installée en partenariat avec l'ANAPEJ et POLE EMPLOI France.</p>

Difficultés rencontrées	Les Services Publics de l'Emploi ont parfois des services de connexion défaillants, ce qui empêche une utilisation optimale de la base. Une version offline de la base a été créée pour pallier ces difficultés. Difficulté pour les Services Publics de l'Emploi de développer leurs services de prospection des entreprises et des offres d'emploi nationales et internationales.
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> • 1264 demandeurs d'emplois enregistrés sur Accueil Emploi Sénégal • Pas de données disponibles pour le Mali
Personnes de contact	<p>Accueil Emploi Sénégal :</p> <p>Adja Daba Thiaw <i>Responsable de la division Orientation et placement des jeunes à l'ANEJ</i> dabathiaw@yahoo.fr</p> <p>Ramatoulaye Bathily <i>Chef du Service de la Main-d'oeuvre</i> ramadabo@yahoo.fr</p> <p>Accueil Emploi Mali :</p> <p>Fily Djiré <i>Responsable informatique au CIGEM</i> fdjire@cigem.org</p> <p>Abass Pam <i>Responsable informatique à l'ANPE</i> abassanpe@gmail.com</p> <p>Pauline Leonard <i>Consultante au BIT</i> leonard.pauline@gmail.com</p>

Photo	
Titre des produits	Manuel de l'Employabilité Sénégal Manuel de l'Employabilité Mauritanie (avec livret de l'apprenant) Manuel de l'Employabilité Mali
Pays impliqués	Sénégal-Mauritanie-Mali
Composantes du produit	Manuels avec un tome sur les outils pour le projet professionnel et un deuxième tome avec un répertoire des ressources nationales pour la formation professionnelle, l'emploi et l'auto-emploi, Pour la Mauritanie, il existe également un livret de l'apprenant
Portage institutionnel:	Au Sénégal , Ministère de l'Emploi et Ministère de la Formation Professionnelle, ANEJ, SMO, ONFP En Mauritanie , la Direction de l'Insertion Au Mali , l'ANPE et son Département « Observatoire de l'Emploi et de la Formation » (DOEF)
Définition et concept	L'employabilité consiste en la capacité d'un individu à être employé, tenant compte aussi bien de ses caractéristiques personnelles, son parcours spécifique ainsi que des caractéristiques du marché du travail.
Antécédents, contexte	Soucieux d'apporter des éléments concrets de réponse par rapport au chômage et au sous-emploi en Afrique de l'Ouest, en particulier pour la réinsertion professionnelle des migrants, le projet décide de renforcer l'accompagnement des personnes dans le marché du travail. C'est dans cette logique que le projet s'inspire d'une expérience précédente en Amérique Latine menée par CINTERFOR 2, qui a créé une méthodologie de formation pour améliorer l'employabilité appelée « Proyecto Ocupacional » (Projet Professionnel). Les structures partenaires ont exprimé le besoin, pour leur personnel, de disposer d'outils d'accompagnement à l'insertion professionnelle.
Objectifs visés	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la construction de parcours d'insertion en mobilisant les ressources accessibles. • Améliorer le suivi, l'orientation, et l'appui des jeunes dans leur parcours professionnel. • Faciliter l'accès à des opportunités de formation, d'emploi et d'auto-emploi pour les jeunes. • Améliorer l'employabilité des jeunes. • Favoriser la connaissance mutuelle et l'information sur les différents dispositifs et mesures d'accompagnement, d'appui, de conseils.

	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la lisibilité et l'accessibilité des dispositifs du champ de l'insertion professionnelle. • Dynamiser le partenariat entre les structures mandatées à intervenir auprès des jeunes, favoriser le lien entre elles pour une meilleure synergie et une approche intégrée. • Partager l'information et la rendre accessible grâce à un outil opérationnel. • Mutualiser les bonnes pratiques.
Bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> • Professionnels des structures d'orientation et d'accompagnement à savoir les agents d'intermédiation vers l'emploi et la formation. • Agents du service public de l'emploi, des centres de formation professionnelle, du centre guide syndical et par tout formateur, conseiller, éducateur ou animateur accompagnateur de jeunes dans leur parcours d'insertion. • Jeunes demandeurs d'emplois.
Partenaires associés dans l'élaboration	Institutions assurant le portage institutionnel mais également les diverses chambres de commerce, les organisations d'employeurs, les syndicats, les centres de formations, les centres pour les migrations des syndicats, les Agences Régionales de Développement de régions émettrices de migrants au Sénégal, des structures espagnoles tels que FIIAPP ou Intervida...
Processus d'élaboration	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recherche documentaire. 2. Entretiens individuels avec institutions. 3. Ateliers participatifs où chaque institution explique ce qu'elle fait en matière d'insertion. 4. Entretiens avec demandeurs potentiels d'emplois. 5. Envoi de questionnaires aux institutions partenaires. 6. Envoi du manuel aux partenaires pour commentaires. 7. Atelier de restitution. <p>Au Mali, les événements politiques ont interrompu le processus de présentation et de diffusion.</p>
Partenaires associés dans la diffusion	<p>Institutions nationales (SMO, ANEJ et ONFP pour le Sénégal, Direction de l'Insertion pour la Mauritanie)</p> <p>Partenaires techniques et financiers: FIIAPP, Intervida.</p>
Processus de diffusion	<p>La diffusion des outils est réalisée en partenariat avec les structures nationales et certains partenaires techniques.</p> <p>Au Sénégal, des sessions de présentation ont été organisées dans toutes les régions avec l'appui de la FIIAPP.</p> <p>Des outils d'appui sous des supports variés ont également vu le jour pour une meilleure appropriation du manuel d'employabilité. Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Support CD pour plus simple distribution • Messages clé, sous forme de mini sketch, traduits en langues nationales à diffuser par radio ou télévision pour les demandeurs d'emploi.

	<ul style="list-style-type: none"> • Morceaux de rap élaborés de manière participative avec les jeunes de Guediawaye sur l'importance de l'employabilité
Difficultés rencontrées	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté dans la diffusion au début du processus au Sénégal. • Certaine faiblesse dans l'appropriation par les institutions nationales. • Manuel de Mauritanie pas encore validé par les acteurs. • Certaines instabilités dues aux changements de personnes désignées comme points focaux des structures nationales mais également du personnel du projet.
Résultats obtenus	<p>En attendant la validation finale du document en Mauritanie, les actions de démultiplication ont été concentrées au Sénégal</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des formations à Dakar, Pikine et Guediawaye concernant environ 230 personnes comme personnes relais ont été réalisées. • Près de 2000 jeunes ont assisté à des formations sur cette thématique • Plus de 3000 jeunes ont été sensibilisés lors des séances pilotes avec des raps emplois et citoyens • A partir du manuel, une expérience pilote de formation-action avec une des techniciennes du Centre de Migrations de Mbour en formation pratique sur demande d'emploi de 5 jours avec un coaching personnalisé. Idée de démultiplier cette expérience à Saint-Louis et Dakar.
Personne ressource + contact:	<p>Carine Ollivier Consultante au BIT bit.employabilite@gmail.com</p> <p>Francesca Datola Consultante au BIT Francesca Datola</p>

ANNEXE 2

EMPLOIS VERTS

Séminaires et ateliers organisés par le Projet

Activité	Emploi Vert et Développement local : Une nouvelle approche territoriale pour l'emploi et l'adaptation climatique
Date	20, 21 et 22 juillet, 2011
Type	Atelier national (Sénégal)
Lieu	École Nationale d'Administration (ENA), Dakar (Sénégal)
État des lieux	Finalisé
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA Énergie, PNUD Régional Afrique de l'Ouest et du Centre
Définition et concept	La dégradation des ressources naturelles (base de la production et de la sécurité alimentaire au Sahel) et le phénomène du changement climatique agissent sur la migration de main d'œuvre. « Les « emplois verts », définis comme des emplois qui contribuent à la préservation ou au rétablissement de la qualité de l'environnement, offrent une double réponse à ces enjeux.
Antécédents, contexte	La formation régionale (Mauritanie, Sénégal et Mali) tripartite « Emploi Vert en Afrique », menée par le International Training Centre de l'OIT (CINTERFOR) à Dakar, entre le 28 mai et le 3 juin est à l'origine de cet atelier. Il a mis l'accent sur l'importance d'une approche environnementale dans le monde du travail, en développant le concept « emplois verts ».
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une approche intégrée de réflexion sur l'intégration des variables : migration, insertion professionnelle et emploi vert, au niveau des collectivités locales. • Promouvoir une cohérence des interventions des acteurs au niveau local et intégrer la migration dans les plans locaux de développement. • Analyser le potentiel des transferts des migrants sur les territoires locaux et le rôle de l'éducation financière pour en améliorer l'impact ; • Réfléchir sur la mise en place d'une approche territoriale dans les mécanismes d'insertion et dans la recherche de solutions innovantes. • Partager les résultats de l'étude sur le potentiel des emplois verts au niveau local. • Approfondir les connaissances des concepts fondamentaux liés aux emplois verts et échanger sur les expériences en la matière ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les apports et rôles des parties prenantes et des partenaires sociaux en facilitant la connaissance des opportunités de formation sur l'emploi vert. • Dynamiser le partenariat entre les structures mandatées pour intervenir, favoriser le lien entre elles pour une meilleure synergie et une approche intégrée tout en engageant d'autres pays de la région du Sahel de façon progressive. • Rapprocher les bailleurs de fonds et les mécanismes de la finance avec des idées concrètes, réalistes et innovantes.
Objectifs spécifiques	Restitution du travail « Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis. Migration, développement local et potentialités ».
Nombre de participants et structures	141 participants, membres du gouvernement, des organisations syndicales, des employeurs, de centres de recherche et de la société civile. 42 structures
Institutions représentées	Lacimade, DEEC, SPEC, IPAR, Codesria, Cifres, AARMN, UAEL, CAEL, PNDL, CNTS, CR Dakar, ANEJ, ISE, UNSAS, ARD Kolda, Habitafrica, ANCR, TACC, UCAD, PROGERT, CR Fatick, ENDA, Fons Catala, PAISD, Direction de l'Emploi, Chambre des métiers, ARD Louga, ARD Matam, PNUD, CR Dakar, IRD, ARD Dakar, CSE, UNESCO, CR Fatick, MDCL, OIM, Ministère de l'Environnement, GLZ, AECID, WWF, Direction de la Décentralisation.
Organisation	Deux plénières thématiques et quatre sessions simultanées de travail en groupe.
Résultats obtenus	Texte final des recommandations générales

Activité	Groupe thématique : initiative emplois verts et développement territorial
Date	8 août 2011
Type	Réunion de suivi
Lieu	Siège du Projet BIT Migrant, Dakar (Sénégal)
État de lieu	Réalisé
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA
Définition et concept	Création d'un groupe d'experts sur les emplois verts
Antécédents, contexte	L'élaboration d'un document de recommandations sur les emplois verts dans le cadre de l'atelier « Emploi Vert et Développement local : Une nouvelle approche territoriale pour l'emploi et l'adaptation climatique »
Objectifs	Validation par des experts du document de recommandations élaboré à l'issue de l'atelier « Emploi Vert et Développement local : Une nouvelle approche territoriale pour l'emploi et l'adaptation climatique »
Nombre de participants	10 experts de 6 structures
Institutions représentées	UCAD, Direction de l'Emploi, MECSEF, CAEL, ENDA, PNUD,
Organisation	Séance de travail thématique
Résultats obtenus	Document de recommandations validé, axé sur : <ul style="list-style-type: none"> • Formation • Recherche : • Financement • Technologie • Stratégies politiques • Recommandations par rapport aux filières • Bâtiment et énergies renouvelables • Sensibilisation <p>Ces questions ont été prises en compte dans les études de recherche menées par le Projet</p>

Activité	Reverdifier l'économie, discussion initiale vers un programme national pour la promotion des emplois verts dans le développement local de bassin migratoire
Date	24 novembre, 2011
Type	Atelier / Séminaire
Lieu	Résidences Mamounes (Dakar)
État des lieux	Finalisé
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA
Définition et concept	Processus participatif de dialogue social autour des emplois verts
Antécédents, contexte	Cette réunion constitue l'une des étapes initiales d'une initiative plus approfondie visant à adopter des mesures promouvant les emplois verts au Sénégal
Objectifs	Générer un modèle reproductible aux pays d'une même aire géographique, comme le Mali et la Mauritanie, grâce à l'adoption d'un modèle d'exécution commun d'emplois verts Au Mali, les événements politiques ont interrompu le processus de présentation et de diffusion.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Établir une feuille de route. • Présenter la version finale du rapport sur l'état de la question des emplois verts dans trois régions du Sénégal (Kolda, Matam et Saint Louis).
Nombre de participants et structures	31 personnes de 18 structures (gouvernement sénégalais, employeurs, syndicats et société civile).
Institutions représentées	DEEC, Ministère Environnement, Mimbar, ROAME, ISRA, PNDL, CNTS, CODM, ENDA, UDTs, AECID, USE, ARD Dakar, ISE, UCAD, Habitafrica, Direction Agriculture, DK. Lab Architectes,
Organisation	Présentations par des experts, plénières thématiques et sessions de travail en groupe.
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> • Identification participative des secteurs verts porteurs et des mesures à prendre en considération pour la mise en place d'un éventuel programme de création d'emplois verts. • Feuille de route du Projet autour des emplois verts. • Choix des secteurs porteurs

Activité	Emplois verts dans le domaine de la construction durable: Promouvoir la création d'opportunités dans les bassins migratoires
Date	Le 11 Juillet 2012
Type	Atelier
Lieu	Ecole nationale d'Administration du Sénégal, Dakar (Sénégal)
État des lieux	Réalisé
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	
Définition et concept	Une part importante des transferts de fonds des migrants s'adresse au logement. Cette situation est donc porteuse d'opportunités d'investissements verts à prendre en compte pour les migrants. La construction durable est un secteur à fort potentiel de développement.
Antécédents, contexte	Suite logique du travail de recherche sur le secteur de la construction durable et l'identification des secteurs lors des travaux de recherche participatives préalables.
Objectifs visés	Promouvoir une approche intégrée autour de la génération d'opportunités dans le domaine de l'éco construction. Par ailleurs, les travaux mettent l'accent sur l'importance du développement local pour faire face aux défis migratoires liés au changement climatique et à la désertification.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une cohérence des interventions des acteurs autour de la question ; • Suggérer un cadre institutionnel adéquat qui dynamiserait une mise en action ultérieure d'une initiative pilote et d'un éventuel programme pour les emplois verts liés à la construction durable ; • Réfléchir sur la mise en place d'une approche HIMO dans les politiques étatiques ; • Partager les résultats de l'étude sur la construction durable au Sénégal ; • Approfondir les connaissances des concepts fondamentaux liés à l'éco architecture ; • Échanger sur les expériences en la matière afin de mieux comprendre les faiblesses, les menaces, les forces et les opportunités du secteur ; • Prendre en compte les apports et le rôle des parties prenantes et des partenaires sociaux en facilitant la connaissance des opportunités de formation ; • Dynamiser le partenariat entre les structures mandatées pour intervenir, favoriser le lien entre elles pour une meilleure synergie et une approche intégrée tout en engageant d'autres pays de la région du Sahel de façon progressive ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Rapprocher les bailleurs de fonds et les mécanismes de la finance ; • Définir une stratégie de suivi impliquant tous les acteurs.
Nombre de participants et structures	37 experts de 24 structures (gouvernement sénégalais, employeurs, syndicats, centres de recherche et société civile).
Institutions représentées	Direction de l'Energie, Direction de l'Insertion, ENDA, WWF, Village Pilotes, UCAD, ISE, ARD Kolda, PNDL, DEEC, Roame, Les jardins de Tangor, Habitafrica, Bureau Veritas, Ecovillages, Etimos, Coopérative des ouvriers du Bâtiment, Union des coopératives de construction de Thiès, RSE Sénégal, ICEX, IPDSR/UCAD, CODEV France, PAISD
Organisation	Présentations des experts et des sessions de travail en groupe
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> • Étude de recherche sur l'éco construction au Sénégal (voir fiche) validée • Document de recommandations pour le développement du secteur de l'urbanisme et de la construction durables • Mettre en place un cadre institutionnel approprié. • Approfondir la recherche scientifique et technique ainsi que la compilation des données existantes à partir de la création d'une Agence pour le développement du secteur de l'écoconstruction. • Promouvoir la mobilisation des acteurs et le partage de connaissances endogènes en valorisant les savoirs locaux et sensibiliser les parties prenantes. • Mise en place de formations sous forme de chantiers-écoles à partir d'une approche pragmatique centrée sur la formation professionnelle. • Promouvoir l'intégration de la construction durable au sein des cycles de formation. • Renforcer la capacité des acteurs du secteur de l'écoconstruction. • Renforcer la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine. • Sensibiliser les ministères concernés en faveur du développement du secteur de la construction durable comme une option de développement clé. • Promouvoir l'implication des acteurs à tous les niveaux de la chaîne de valeur du secteur. • Elargir l'échelle des travaux pour inclure les acteurs étrangers dans le domaine de la construction. • Promouvoir la recherche sur les possibilités d'investissement autour de la construction, l'urbanisme et l'architecture durables. • Promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises dans le domaine de la construction avec des matériaux locaux. • Mettre en place une politique sur les emplois verts et la construction durable. • Promouvoir l'écoconstruction. • Promouvoir le partage d'expériences, des techniques et des connaissances. • Promouvoir l'intégration de technologies telles que les énergies renouvelables dans la réflexion autour du secteur de la construction. • Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication pour la promotion de l'écoconstruction. • Mettre en place des mécanismes financiers appropriés et adaptés.

Activité	Emplois verts et génération d'opportunités dans le cadre de l'économie verte en Mauritanie
Date	Du 17 au 19 juillet 2012
Type	Atelier national
Lieu	Centre de Formation et d'Échange à distance, Nouakchott (Mauritanie)
État des lieux	Finalisé
Pays impliqués	Mauritanie et Sénégal
Partenaires	ENDA
Définition et concept	Etendre le processus de réflexion autour des possibilités de création d'emploi décent dans les domaines liés à l'environnement aux pays de la sous région, et à la Mauritanie en particulier. Au Mali, les événements politiques ont interrompu ce processus.
Antécédents, contexte	La démarche entamée au Sénégal à partir des séminaires : <ul style="list-style-type: none"> • Emploi Vert et Développement local : Une nouvelle approche territoriale pour l'emploi et l'adaptation climatique ; et • « Reverdir l'économie discussion initiale vers un programme national pour la promotion des emplois verts dans le développement local de bassin migratoire » ; et des études de recherche : <ul style="list-style-type: none"> • Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis. Migration, développement local et potentialités ; et • Matériaux locaux et éco architecture au Sénégal, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte.
Objectifs visés	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une approche intégrée autour de la génération d'opportunités dans les secteurs verts, en particulier dans le domaine de l'éco-construction, l'agriculture et les énergies renouvelables. Par ailleurs, les travaux mettent l'accent sur l'importance du développement local pour faire face aux défis migratoires liés au changement climatique et à la désertification. • Promouvoir une cohérence des interventions des acteurs au niveau local et intégrer la migration dans les plans locaux de développement ; • Analyser le potentiel des transferts des migrants sur les territoires locaux et le rôle de l'éducation financière pour en améliorer l'impact ; • Réfléchir sur la mise en place d'une approche territoriale dans les mécanismes d'insertion et dans la recherche de solutions innovantes ; • Partager les résultats de l'étude sur le potentiel des emplois verts au niveau local, approfondir les connaissances des concepts fonda-

	<p>mentaux liés aux emplois verts et échanger sur les expériences en la matière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les apports et rôles des parties prenantes et des partenaires sociaux en facilitant la connaissance des opportunités de formation sur l'emploi vert ; • Dynamiser le partenariat entre les structures mandatées pour intervenir, favoriser le lien entre elles pour une meilleure synergie et une approche intégrée tout en engageant d'autres pays de la région du Sahel de façon progressive ; • Rapprocher les bailleurs de fonds avec des idées concrètes, réalistes et innovantes.
Objectifs spécifiques	Restitution initiale du rapport : « emplois verts, analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens ».
Nombre de participants et structures	99 participants du gouvernement, des organisations syndicales, des employeurs et de la société civile 24 structures
Institutions représentées	CFPP Kaédi, ONG Aziza, PPPT, GIZ, Direction de l'Insertion, ONG Apromi, Direction de l'Agriculture, CSA, CNRADA Kaédi, Réseau NASR, Ordre des Architectes, ANAPEJ, MALAT, Tenmiya, FAO, UNFPA, INAP-FTP, ONG EI Ghad Essihi, ONG FAP, CSET, AECID, Gret.
Organisation	Plénières thématiques sur la migration, l'environnement, l'emploi et le développement local et des sessions de travail en groupe. La troisième journée a été consacrée à l'éco construction.
Résultats obtenus	Texte consolidé de recommandations

Activité	Journée de validation technique des programmes de formation dans des domaines verts porteurs										
Date	12 décembre 2012										
Type	Atelier / Journée de validation										
Lieu	Centre de Formation et d'Échange à distance (CFED), Nouakchott (Mauritanie)										
État des lieux	Réalisé										
Pays impliqués	Mauritanie										
Partenaires	INAP-FTP										
Définition et concept	Atelier/journée de validation de trois modules de formation élaborés par l'INAP-FTP avec l'appui du BIT.										
Antécédents, contexte	Après avoir suivi les recommandations de 2 étude et atelier concernant notamment l'amélioration de l'offre professionnelle en Mauritanie, le Projet a commandé à l'INAP-FTP trois modules de formation dans des domaines liés à l'environnement.										
Objectifs visés	Mise en place d'un mécanisme pour l'amélioration du système de la FP en Mauritanie et son adaptation à la demande à partir de la prise en compte des opportunités de développement autour des emplois verts										
Objectifs spécifiques	<p>Validation de 3 modules de formation verts :</p> <p>Programme de formation qualifiante en éco construction (Maçonnerie pierre et argile) Dénomination du métier : aide maçon pierre, aide maçon argile ;</p> <table border="1"> <tr> <td>Nombre de modules</td> <td>15</td> </tr> <tr> <td>Durée globale en heures</td> <td>660</td> </tr> <tr> <td>Conditions d'accès</td> <td>niveau d'instruction de base</td> </tr> <tr> <td>Mode de formation</td> <td>par apprentissage</td> </tr> <tr> <td>Type de formation</td> <td>formation qualifiante</td> </tr> </table> <p>Programme de formation qualifiante en Agriculture biologique Dénomination du métier : Ouvrier semi qualifié en agriculture biologique, Producteur Bio, producteur agro écologique.</p>	Nombre de modules	15	Durée globale en heures	660	Conditions d'accès	niveau d'instruction de base	Mode de formation	par apprentissage	Type de formation	formation qualifiante
Nombre de modules	15										
Durée globale en heures	660										
Conditions d'accès	niveau d'instruction de base										
Mode de formation	par apprentissage										
Type de formation	formation qualifiante										

	<table border="1"> <tr> <td>Nombre de modules</td> <td>07</td> </tr> <tr> <td>Durée globale en heures</td> <td>665</td> </tr> <tr> <td>Conditions d'accès</td> <td>niveau d'instruction de base</td> </tr> <tr> <td>Mode de formation</td> <td>par apprentissage</td> </tr> <tr> <td>Type de formation</td> <td>formation qualifiante</td> </tr> </table> <p>Programme de formation qualifiante en énergies renouvelables Dénomination du métier: Réparateur des équipements solaires et éoliens, technicien en réparation des équipements, éoliennes</p> <table border="1"> <tr> <td>Nombre de modules</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Durée globale en heures</td> <td>630</td> </tr> <tr> <td>Conditions d'accès</td> <td>Minimum CAP en Génie électrique, électromécanique, génie mécanique</td> </tr> <tr> <td>Mode de formation</td> <td>par alternance</td> </tr> <tr> <td>Type de formation</td> <td>formation qualifiante</td> </tr> </table>	Nombre de modules	07	Durée globale en heures	665	Conditions d'accès	niveau d'instruction de base	Mode de formation	par apprentissage	Type de formation	formation qualifiante	Nombre de modules	10	Durée globale en heures	630	Conditions d'accès	Minimum CAP en Génie électrique, électromécanique, génie mécanique	Mode de formation	par alternance	Type de formation	formation qualifiante
Nombre de modules	07																				
Durée globale en heures	665																				
Conditions d'accès	niveau d'instruction de base																				
Mode de formation	par apprentissage																				
Type de formation	formation qualifiante																				
Nombre de modules	10																				
Durée globale en heures	630																				
Conditions d'accès	Minimum CAP en Génie électrique, électromécanique, génie mécanique																				
Mode de formation	par alternance																				
Type de formation	formation qualifiante																				
Nombre de participants et structures	29 participants de 20 structures du gouvernement, des organisations syndicales, des employeurs et de la société civile																				
Institutions représentées	INAP-FTP, Tenmiya, GIZ , Direction d'Emploi, Direction de la Formation Professionnelle, Direction de l'insertion, ANADER, ONG El Ghad Essihi, FAO, Anapej, Ordre d'Architectes, PPPT, CSET, CFPP Kaédi, Centre de formation de Nouakchott, UNFPA, LFTP Boghé																				
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> Présentation des programmes de formation qualifiante en : a) bio agriculture; b) éco construction, et c) entretien et réparation des installations solaires et éoliennes. Discussions. Travaux de Groupe sur la validation des trois programmes <ul style="list-style-type: none"> Programme de formation qualifiante en bio agriculture Programme de formation qualifiante en éco construction Programme de formation qualifiante en entretien et réparation des installations solaires et éoliennes 																				
Résultats obtenus	<ul style="list-style-type: none"> Pertinence des programmes en relation avec le développement des activités professionnelles des secteurs ciblés et l'offre du marché d'emploi ; Impulser la volonté politique et la décision pour l'implantation de ces programmes de formation et l'encouragement des secteurs d'activités ciblées en vue de favoriser l'émergence du marché de l'emploi et l'engagement des opérateurs des bâtiments et travaux publics (BTP) ; Pertinence du programme de bio agriculture dans un contexte de recherche et de développement de stratégie pour la sécurité alimentaire ; 																				

	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'accompagner la mise en œuvre des formations à travers des projets pilotes pour l'insertion ; • Prise en compte dans les programmes futurs des thèmes liés à l'agroforesterie, au traitement à la transformation et à la gestion des déchets plastiques et aux besoins en formation pour la confection des foyers améliorés; • Importance du programme de bio agriculture dans les zones isolées qui souffrent de déficit de ressources en eau , la vulgarisation et la promotion de procédés et de techniques et méthodes qui ne dégradent pas le sol et favorisent l'utilisation du compost ; • Capitaliser les expériences dans l'utilisation de l'argile cuite et la valorisation des matériaux locaux ; • Introduire un module sur la gestion et l'entrepreneuriat dans les trois programmes de formation ; • Validation de l'ensemble des objectifs et des contenus des programmes et intégration d'un module «connaissance du métier » dans le programme d'éco-construction.
--	---

Activité	Emplois verts dans le domaine de l'agriculture biologique : promouvoir la création d'opportunités dans les bassins migratoires
Date	Le 19 Février 2013
Type	Atelier
Lieu	Salle de réunion du Siège du BIT (Immeuble EPI, Boulevard du Sud, Point E) à Dakar
État des lieux	Réalisé
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA
Définition et concept	L'agriculture biologique reconnue comme une niche porteuse de création d'emploi vert au Sénégal
Antécédents, contexte	Une étude de recherche sur l'agriculture biologique a été menée par le Projet pour la promotion du développement local
Objectifs visés	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une approche intégrée autour de la génération d'opportunités dans les secteurs verts, en particulier dans le domaine de l'agriculture biologique. Par ailleurs, les travaux mettent l'accent sur

	<p>l'importance du développement local pour faire face aux défis migratoires liés au changement climatique et à la désertification.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une cohérence des interventions des acteurs au niveau local et intégrer la migration dans les plans locaux de développement ; • Analyser le potentiel des transferts des migrants sur les territoires locaux ; • Réfléchir sur la mise en place d'une approche territoriale dans les mécanismes d'insertion et dans la recherche de solutions innovantes. • Partager les résultats de l'étude « l'agriculture biologique au Sénégal : état des lieux et potentiel d'investissements dans le cadre d'une transition verte », • Approfondir les connaissances des concepts fondamentaux liés aux emplois verts et à l'agriculture biologique et échanger sur les expériences en la matière ; • Prendre en compte les apports et rôles des parties prenantes et des partenaires sociaux en facilitant la connaissance des opportunités sur l'agriculture biologique ; • Dynamiser le partenariat entre les structures mandatées pour intervenir, favoriser le lien entre elles pour une meilleure synergie et une approche intégrée tout en engageant d'autres pays de la région du Sahel de façon progressive ; • Rapprocher les bailleurs de fonds avec des idées concrètes, réalistes et innovantes.
Objectifs spécifiques	Restitution de l'étude : L'agriculture biologique au Sénégal, état des lieux et potentiel d'investissements dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local.
Nombre de participants et structures	26 personnes de 22 structures du gouvernement sénégalais, des employeurs, des syndicats et la société civile
Institutions représentées	CAEL, FAO, Femmes Afrique Solidarité (FAS), Baobab des Saveurs, Ambassade de France, IPAR, Association des Régions du Sénégal, ENDA Energie, ISRA, Agrecol Afrique, Direction de l'Emploi, ISE, UCAD, ANIDA, Direction de l'Energie, FENAB, Jardins d'Afrique, ENDA Pronat, Pépinières du Sahel, Habitafrica, Green Sénégal.
Organisation	Présentations de 7 experts et discussion en plénière.
Résultats obtenus	Validation étude de recherche

a) Études de recherche

Titre	Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis. Migration, développement local et potentialités
ISBN	978-92-2-226021
Date	2011
Type	Étude de recherche
Lieu	Régions de Kolda, Matam et Sain Louis au Sénégal.
État de lieu	Publié
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA, PNUD.
Antécédents, contexte	Volonté de mettre en place des politiques actives nationales et régionales dans le domaine de l'économie verte qui, selon le succès, pourraient s'étendre dans la région sahélienne.
Objectif global	Promouvoir la réduction de la pauvreté dans les milieux ruraux à travers la création d'emplois décents dans les domaines des secteurs verts émergents et approfondir les synergies entre les travaux publics et l'environnement, pour répondre aux problématiques du manque d'emploi et de l'environnement
Objectifs spécifiques	Réaliser un état des lieux sur les différentes initiatives en cours dans le domaine et lancer les bases d'un programme d'emplois verts à Kolda, Matam et Saint Louis, à travers un partenariat BIT-PNUD-ENDA. En fonction des résultats, l'objectif est de réaliser une rencontre de partage qui pourrait mener à la mise en œuvre d'un programme liant développement local et création d'emploi à travers la mise en place de politiques actives nationales et régionales dans le domaine de l'économie verte qui selon le succès, pourra s'étendre dans la région sahélienne.
Approche méthodologique	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement et validation d'une proposition de note méthodologique Elaboration de la feuille de route de la mission d'étude et conception des outils méthodologiques. • Revue documentaire Sur la problématique des emplois verts, des stratégies de lutte contre les changements climatiques mises en œuvre par les pouvoirs publics et les partenaires au Développement, etc.

	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte de données multi niveau Au niveau national, auprès des programmes et projets d'envergure nationale par l'administration ; Au niveau des régions ciblées, auprès des services publics décentralisés, programmes et projets présents dans les régions et auprès des collectivités locales et entreprises privées opérant au niveau local.
Nombre d'experts et structures consultés	43 experts de 30 structures du gouvernement sénégalais, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	PERACOD, GIZ, PAISD, Direction de l'Emploi, bureau d'information Service régional des parcs, Réserve Biosphère Transfrontalière, MEEC, projet Compact, PDE, Direction des Eaux et Forêts, BRADES, PGIAAAO, PGIAAAO, Service Régional de l'Environnement, ARD, ADM, Coopération de Rhône Alpes, DAO, PAISD, ADOS, PGIES, Association des amis de la nature, l'ONG FODDE, PAPIL, PAPIL, PADEC, Mairie de Pata, SODEFITEX, ASDPDR
Résultats	Rapport publié et diffusé auprès de plus de 250 personnes de plus de 100 structures différentes. Il est disponible sur le blog http://emploi-vertsenegal.blogspot.com

Titre	Analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens
ISBN	978-92-2-227110-8 (print) 978-92-2-227111-5 (web pdf)
Date	Janvier 2013
Type	Étude de recherche
Lieu	Régions de Kolda, Matam et Sain Louis au Sénégal.
État de lieu	Publié
Pays impliqués	Mauritanie
Partenaires	ENDA
Antécédents, contexte	Volonté du BIT et ENDA Énergie du réseau d'ENDA-TM de poursuivre la réflexion autour du potentiel de l'économie et des emplois verts.
Objectifs globaux	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les opportunités de création d'emplois verts dans les bassins migratoires de la Mauritanie ; • Améliorer la connaissance du marché du travail au niveau local afin de guider les responsables politiques dans la promotion des emplois verts.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner et comprendre la structure des emplois liés à l'environnement et aux écosystèmes en Mauritanie pour ensuite approfondir les synergies entre la création d'emplois verts et la lutte contre la pauvreté en milieu rural, ainsi que pour répondre aux défis du manque d'emploi et du changement climatique; • Être un outil de prise de décision pour aider à la réduction de la pauvreté en Mauritanie par la création d'emplois décents dans les domaines des secteurs verts émergents ; • Promouvoir la transition vers un modèle de croissance juste du point de vue social, économiquement viable et respectueux de la nature ; • Lier l'approche haute intensité de la main-d'œuvre (HIMO) à la création d'emplois durables du point de vue environnemental et au processus migratoire ; • Estimer le volume et les niches d'emplois verts en Mauritanie ; • Analyser la pertinence d'une formation en entrepreneuriat dans le domaine des emplois verts à l'échelle locale ; • Guider l'élaboration d'un plan d'action national pour la promotion des emplois verts.

Approche méthodologique	Le processus de recherche s'articule autour des secteurs porteurs tels que les énergies renouvelables, la gestion des déchets, la construction durable, le transport, la gestion de l'environnement et l'agriculture biologique, à travers une approche chaîne de valeur pour identifier le potentiel de création d'emploi tout au long de la filière.
Nombre d'experts consultés	83 experts de 37 structures du gouvernement de la Mauritanie, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	ANADER, ADER, Ministère de l'Environnement, CNRADA, Anapej, Direction de l'Insertion, Direction de la Formation Professionnelle, Tenmiya, Gret, El Ghad Essihi, Association des Jeunes Diplômés Chômeurs, PNUD, FAO, CRAER, PSPVN, INAP, AECID, GIZ, CFPP de Kaédi, CFPP Rosso, Action Contre la Faim, Ecodev, GRDR, USAID, Counterpart, École Nationale de Vulgarisation Agricole, Centre Technique de Boghé, SONADER, Agence de Développement Urbain de Nouakchott, Ordre d'Architectes de Mauritanie, Union des Architectes Maghrébine, CFPP de Nouakchott, CSET Rosso
Résultats	<p>Recommandations pour la promotion de l'économie et des emplois verts :</p> <p>L'offre de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'offre d'enseignement des filières porteuses d'emplois verts. • Redimensionner la formation aux besoins du marché du travail. • Valider les formations acquises par les migrants : la création de cadres de partage d'expériences et de connaissances acquises à l'étranger permettra d'identifier et, au besoin, de valider les connaissances acquises par les migrants. <p>La recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la recherche dans le domaine des emplois verts : les ressources documentaires sur les emplois verts sont limitées en Mauritanie. Ce défi majeur interpelle les universitaires, les centres de recherches, les ONG, etc. qui doivent constituer un corpus documentaire sur les créneaux porteurs au profit des acteurs politiques et des bénéficiaires. <p>Le financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un fonds d'appui aux initiatives de création d'emplois verts : l'accès au crédit constitue une des difficultés majeures à la promotion des emplois verts. • Orienter les politiques budgétaires et les prises de décision pour valoriser l'économie verte. • Orienter l'épargne des migrants vers des créneaux productifs. • Identifier et vulgariser les mécanismes de financements existants afin de rendre le crédit pour les filières porteuses plus accessible ; <p>La technologie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser le transfert et le développement de la technologie par des politiques de prix et fiscales incitatives.

	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la technologie locale, efficace et adaptée au contexte local pour le développement de filières porteuses comme l'agriculture, l'élevage, la maîtrise de l'eau, etc. dans les wilayas situées sur le long de la vallée du fleuve Sénégal. • Mise en place d'une réglementation thermique et énergétique dans le secteur du bâtiment pour réduire la dépendance du pays aux énergies fossiles. <p>Les stratégies politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les collectivités locales pour intégrer les créneaux verts dans leurs politiques de développement local; • Sensibilisation des acteurs politiques à travers des stratégies d'information : les autorités politiques et les leaders d'opinion ont un rôle déterminant à jouer dans la transition écologique de l'économie ; • Mettre en place des cadres propices permettant de valoriser les savoirs locaux et ceux des migrants ; • Promouvoir le partenariat public-privé. <p>Recommandations spécifiques aux filières étudiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des modules spécifiques liés aux filières de l'agriculture durable, de la construction verte et des énergies renouvelables au sein des centres de formation technique des Wilayas ; • Renforcer les compétences des travailleurs sur les techniques de construction durable, • Accompagner la mise en place d'une législation sur la construction durable ;
--	--

Titre	L'agriculture biologique au Sénégal, état des lieux et potentiel d'investissements dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local.
ISBN	ISBN 978-92-2-226021
Date	Janvier 2013
Type	Étude de recherche sectorielle
Lieu	Sénégal
État de lieu	Publié
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA Pronat, Ferme École Kaydara, FENAB

Antécédents, contexte	Suite à l'étude « Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint-Louis » et à un processus participatif de recherche action sur le potentiel vert du pays
Objectif global	Faire un état des lieux de l'agriculture biologique au Sénégal
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter les principaux acteurs, • Montrer comment le secteur est organisé • Identifier les potentialités et les freins au développement de l'agriculture biologique au Sénégal • Vérifier si l'agriculture biologique peut constituer un secteur porteur pour les migrants.
Approche méthodologique	Étude basée sur des entretiens avec les principaux acteurs du secteur (producteurs, ONG, entreprises, institutions nationales et internationales), des visites d'exploitations et de centres de formation, et de la recherche bibliographique
Nombre d'experts consultés	38 experts de 42 structures du gouvernement sénégalais, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	<p>FIDA, DAT/FSD, PAISD, CNCA, SCA/GAAI, ANREVA, ASEPEX, Bioscope, Soluqua, Plantations Djibanar, E3lothis, BioCasamance, EANGDS, Les délices du terroir, Neemland Ecosystem, UGAN, REFABEC, GIE de Tatène Bambara, GIE de Nguémé</p> <p>GIE de Tatène Bambara, GIE de Talègne, Fédération des agropasteurs de Diender, FENAB, FAO, ASACASE/ACTSOL, ECOPAIX, VECO, ACRA, AVSF, JAPPOO, Fahamu, Performance Afrique, PAN Afrique, ASPAB, Agrecol Afrique, ENDA Pronat, ASPSP, AFAFA, Jardin d'Afrique</p>
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des acteurs • Analyse du marché bio • Identification des défis à relever pour le développement de la filière : <ul style="list-style-type: none"> - Définir une politique de soutien à l'agriculture biologique - Faire connaître l'agriculture biologique - Développer la formation professionnelle - Améliorer l'organisation de la filière - Faciliter l'accès aux financements - Mettre la recherche au service de l'agriculture biologique

Titre	Matériaux locaux et éco architecture au Sénégal, état de lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local.
ISBN	978-92-2-227481-9 (print) 978-92-2-227482-6 (web pdf)
Date	Mars 2013
Type	Étude de recherche
Lieu	Sénégal
État de lieu	Publié
Pays impliqués	Sénégal
Partenaires	ENDA
Antécédents, contexte	Suite à l'étude « Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint-Louis » et à un processus participatif de recherche action sur le potentiel vert du pays
Objectif global	S'interroger sur le potentiel et les opportunités qu'offre l'économie verte pour la transition vers un autre modèle de développement, établir un état des lieux du secteur de l'éco construction au Sénégal.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les initiatives existantes • Identifier les principaux acteurs • Identifier les potentialités et les limites, ainsi que leurs modèles techniques et économiques • Suggérer des recommandations adéquates pour optimiser l'éventuelle mise en action d'une initiative pilote et d'un programme pour la promotion de l'emploi vert dans la construction durable.
Approche méthodologique	Étude basée sur des entretiens avec les principaux acteurs du secteur (architectes, ONG's, entreprises, institutions nationales et internationales), des visites techniques et de la recherche bibliographique
Nombre d'experts consultés	42 experts de 27 structures du gouvernement sénégalais, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	Direction de l'Énergie, ENDA, Village Pilotes, UCAD, ISE, DEEC, Les jardins de Tangor, Habitafrica, Bureau Veritas, Ecovillages, Etimos, Coopérative des ouvriers du Bâtiment, Union des coopératives de construction de Thiès, RSE Sénégal, ICEX, AECID, SCAT

	<ul style="list-style-type: none"> • Étude de recherche • Fiches des matériaux porteurs <ul style="list-style-type: none"> - Terre - Paille - Bois - Textile - Pierre - Chaux
--	--

Titre	Matériaux locaux et éco architecture en Mauritanie, état de lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local.
ISBN	
Date	Mai 2013
Type	Étude de recherche
Lieu	Mauritanie
État de lieu	En cours
Pays impliqués	Mauritanie
Partenaires	Direction de l'insertion, Direction de l'Habitat
Antécédents, contexte	
Objectif global	État des lieux du secteur de l'éco construction en Mauritanie (identification des initiatives existantes, les principaux acteurs, les politiques et les normes autour du secteur et le lien entre l'éco construction, l'Emploi des jeunes).
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser à une échelle technique approfondie les principales faiblesses, menaces, forces et opportunités du secteur pour comprendre et identifier ces limites, notamment, les problèmes de l'assurance de certification de matériaux, le manque de formation, la petite taille du marché. • Identifier des matériaux porteurs, en faisant une analyse tout au long de la chaîne de valeur (approche durabilité / Analyse du cycle de

	<p>vie), à travers l'identification des matériaux locaux porteurs, du taux de production de ces matériaux et de la ressource et la stratégie pour développer ce secteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Estimer de façon quantitative le nombre total de emplois qui pourraient être créés par le développement du secteur (approche HIMO); • Suggérer un cadre institutionnel adéquat qui dynamisera l'ultérieure mise en action d'une initiative pilote et d'un éventuel programme pour la promotion de l'emploi vert lié à la construction durable en Mauritanie.
Approche méthodologique	Étude basée sur la recherche bibliographique, des entretiens semi directif avec les principaux acteurs du secteur (Ministère, ONG, administration centrale, architectes, groupement professionnels, ONG.), des visites d'exploitations et de centres de formation+6
Nombre d'experts consultés	36 experts de 22 structures du gouvernement de la Mauritanie, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	Ministère du Pétrole, de l'Energie, et des Mines ; Société Nationale industrielles et Minières ; Agence Mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt public pour l'Emploi ; Chambre de Commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie ; ISKANE ; ETR-LM ex Programme de promotion de la pierre taillée. Office Nationale de la Statistique ; Direction de la Normalisation et de la promotion de la qualité ; Direction de l'Habitat ; Ordre des architectes ; Communauté Urbaine de Nouakchott ; Omrane Mauritanie ; Fédération Prestation de service secteur Informelle ; Fédération nationale des travaux publique ; Laboratoire National des Travaux Publique ; Ecole Nationale de Génie Civil ; Mutuelle de Promotion des petites entreprises et Moyennes entreprises ; Institut Supérieur d'Enseignement Technologique ; Habitafrica ; Lycée de Formation technique professionnelle industrielle de Nouakchott ; Centre supérieur d'enseignement technique ;
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport analytique • Fiches des matériaux porteurs o Terre o Pierre o Gypse o Typha • Note conceptuelle

ANNEXE 3

STRUCTURATION DE LA DIASPORA

Calendrier des activités à mener

Un comité du réseau a établi un calendrier des activités à mener au-delà de la fin du projet.

ACTIVITÉS	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET
Formalisation du Réseau					
Plan d'action du Réseau					
Plan de communication du Réseau					
Formation en Education financière					
Formation en Employabilité					
Formation en TRIE, CRE et GERME					

Projet OIT/ MIGRANT

18, Bd de l'Est - Dakar, Senegal - Tél. +221 33 824 98 11 - Fax +221 33 823 68 74
dakar@ilo.org - www.ilo.org/migrant - <http://bitmigrant.wordpress.com>